

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 22 MAI 2014

TOME I

Le présent registre a été coté et paraphé par Mme Stéphanie THIARELLO, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 23 juin 2014

Pour Monsieur le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphanie Thiarello', written over a horizontal line.

Stéphanie THIARELLO

Chef Adjoint du Service de l'Assemblée

SOMMAIRE

TOME I / II

Convocation	p. 1
Ordre du jour	p. 2
Emargement	p. 8
Compte-rendu	p. 13
Délibérations et annexes	p. 34 à 198

TOME II / II

Délibérations et annexes	p. 199 à 260
Synthèse des décisions	p. 261
Décisions et annexes	p. 263 à 281

Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **jeudi 22 mai 2014 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur Le Maire,



Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 22 mai 2014.
- Synthèses des affaires du 22 mai 2014.
- Procès-Verbal de la séance du 24 avril 2014

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 22 mai 2014

18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

*Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
– Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil
municipal*

Informations de Monsieur le Maire

Vœux et motions

Vœu de soutien aux intermittents

- 1 Dénomination de voie - Pont André Lévy
- 2 Création de la Commission Municipale d'animation du parvis Georges Frêche
- 3 Conditions d'utilisation des locaux des Maisons pour Tous
- 4 Protocole d'accord tripartite Ville de Montpellier - Société enclos Saint François de la Pierre Rouge- Société Sogeprom Sud Réalisations

Urbanisme et aménagement durable

- 5 Foncier Déclassement du domaine public communal Parcelle EW 562 - rue Pagézy
- 6 Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch Terrain 11 rue Jules Ferry (parcelle EW 562) Vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine
- 7 Vente d'un terrain à la société Sogeprom Sud Réalisations Rue Croix de Lavit

Parcelle cadastrée TC 146

- 8 Convention de servitude de passage d'un réseau d'eau de la société BRL Station de compostage de Grammont Parcelles cadastrées RI 29 et RI 15
- 9 Quartier Les Cévennes - La Martelle Secteur de Bionne Acquisition de la propriété de M. Joseph Manuel GRACIAS
- 10 QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives

Finances communales

- 11 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Opération OVALIE 2,5 M€ Banque Postale – 2,5 M€ Crédit Agricole
- 12 Report d'affectation de subventions votées en 2013
- 13 Attributions de subventions - Exercice 2014
- 14 Commission Communale des Impôts Directs - Liste des contribuables proposés par le Conseil Municipal

Ressources humaines

- 15 Répartition des moyens alloués aux groupes d'élus
- 16 Droit à la formation des élus
- 17 Convention de mise à disposition auprès du service Energie.
- 18 Mise à disposition d'agents auprès du COSC
- 19 Mise à disposition de deux agents de catégorie C auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP)

Réussite éducative

- 20 Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2014
- 21 Ecole SEVIGNE- Réhabilitation de locaux scolaires - Autorisation préalable de travaux
- 22 Ecole CURIE - Réhabilitation de locaux scolaires - autorisation préalable de travaux
- 23 Mise en place de modules préfabriqués - Diverses écoles - Demande permis de construire

Sports

- 24 Festival International des Sports Extrêmes (F.I.S.E.) du 28 Mai 2014 au 1er Juin 2014 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Cœur"

Culture

- 25 Attribution de subvention à des projets portés par des associations culturelles Exercice 2014

- 26 Attribution d'une subvention à l'association ATTITUDE Convention de partenariat Exercice 2014
- 27 Comédie du livre 2014 Convention de partenariat Ville/Agglomération
- 28 Comédie du livre 2014 Convention de partenariat avec Ikéa et Les vignerons du Pic Saint Loup

Prévention, environnement, santé

- 29 Santé Cotisation à un organisme national pour l'année 2014
- 30 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement SOCIETE CARREFOUR Autorisation d'exploiter (régularisation) Avis du Conseil Municipal
- 31 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement SOCIETE CARREFOUR Autorisation d'exploiter (régularisation) Avis du Conseil Municipal

Désignation de représentants

- 32 Ecoles maternelles et élémentaires Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'école
- 33 Ecoles privées sous contrat d'association Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'établissement
- 34 Collèges de Montpellier Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'établissement
- 35 Lycées professionnels, lycées généraux et autres établissements scolaires du second degré de Montpellier Désignation des représentants de la Ville dans les conseils
- 36 Universités et grandes écoles de Montpellier Désignation des représentants de la Ville de Montpellier
- 37 Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) - Université Montpellier Sud de France - Désignation d'un représentant au sein du conseil d'administration
- 38 Commission de Délégation de Service Public - Election des membres
- 39 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations des Représentants de la Ville
- 40 Association « Prévention spécialisée 34 » Désignation des représentants de la Ville
- 41 Instance d'évaluation du Plan Régional de Santé Publique (PRSP). Désignation des représentants de la Ville
- 42 Fédération Nationale des Métiers du Stationnement Désignation du représentant de la Ville
- 43 Forum Français pour la Sécurité Urbaine FFSU - Désignation des représentants

- 44 Association Finances-Gestion-Evaluation des collectivités territoriales (AFIGESE-CT) Désignation du représentant de la Ville
- 45 Désignation du "Correspondant Défense" de la Ville de Montpellier
- 46 Commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) Désignation des représentants de la Ville
- 47 Association des Maires des Grandes Villes de France - AMGVF Désignation du représentant de la Ville
- 48 Association départementale pour l'information sur le logement (ADIL) Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale
- 49 COMITE 21 Comité Français pour l'environnement et le développement durable Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration
- 50 Désignation du représentant de la ville de Montpellier à l'Assemblée générale du Club des villes cyclables
- 51 Société Française d'évaluation - Désignation des représentants
- 52 Association Pléiades Emploi Services Hérault - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal à l'Assemblée générale
- 53 Association "Plante et Cité" Désignation du représentant de la Ville
- 54 Association nationale des élus de la vigne et du vin (ANEV) Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration
- 55 Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale
- 56 Association départementale d'animation et de gestion d'établissements spécialisés (ADAGES) Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration
- 57 Association "MAILL'AGE" - CLIC - Centre de coordination gériatrique du bassin de Montpellier Désignation des représentants de la Ville au conseil d'administration
- 58 Résidence Foyer pour personnes âgées "LA PROVIDENCE" Désignation du représentant de la Ville au conseil d'établissement
- 59 Maison de retraite de La Croix d'Argent JEAN PERIDIER Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration
- 60 Résidence foyer pour personnes âgées "LES COURALIES" Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'établissement
- 61 Association Font Trouvée - Aide aux handicapés mentaux (AFT AHM) - Institut médico-éducatif Désignation du représentant de la Ville au conseil d'établissement
- 62 Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux Désignation

- du représentant de la Ville au conseil d'établissement
- 63 Centre d'éducation spécialisée pour déficients auditifs Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'établissement
- 64 Association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH) Désignation du représentant de la Ville au comité départemental
- 65 Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale de l'association AMORCE
- 66 AFFAIRE RETIREE
- 67 Caisse de Crédit municipal de Nîmes Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'Administration
- 68 SOCIETES LOCALES D'EPARGNE Groupe Caisse d'Epargne Désignation des représentants de la Ville
- 69 Commission locale d'insertion de Montpellier Désignation des représentants de la Ville
- 70 PETITES SOEURS DES PAUVRES " Ma Maison" Désignation du représentant de la Ville au conseil de la vie sociale
- 71 Foyer Départemental de l'Enfance et de la Famille Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'établissement
- 72 Commission régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CRJSVA) Désignation du représentant de la Ville
- 73 MAISON D'ENFANTS MARIE CAIZERGUES Désignation des représentants de la Ville au conseil d'administration
- 74 Désignation du représentant de la ville de Montpellier au Conseil d'administration du centre régional d'information jeunesse du Languedoc-Roussillon (CRIJ)
- 75 AFFAIRE RETIREE
- 76 Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) - Désignation d'un représentant
- 77 Association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration
- 78 Association « Maison de Montpellier à CHENGDU » Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale
- 79 Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM)
Modification des statuts – Augmentation de la limite d'âge du Président du Conseil d'Administration - Approbation
- 80 Société Publique Locale d'Aménagement: S.A.A.M- Désignation du représentant à l'Assemblée générale

Ressources humaines

- 81** Modification du tableau des effectifs
- 82** Commission locale du secteur sauvegardé – Désignation des membres
- 83** Carte Eté Jeunes 2014- Attributions à titre gratuit

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 22 mai 2014

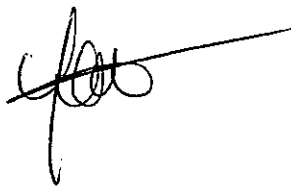
Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE 	Rémi ASSIE 
Guy BARRAL 	Valérie BARTHAS-ORSAL P 
Maud BODKIN 	Françoise BONNET 
Sabria BOUALLAGA 	Djamel BOUMAAZ 
Anne BRISSAUD 	Nancy CANAUD 
Gérard CASTRE 	Myène CHARDES 
Robert COTTE 	Christophe COUR 

<p>Jean-Luc COUSQUER</p> 	<p>Perla DANAN P</p>
<p>Titina DASYLVA</p> 	<p>Michaël DELAFOSSE</p> 
<p>Véronique DEMON</p> 	<p>Cédric DE SAINT-JOUAN</p> 
<p>Henri DE VERBIZIER P</p>	<p>Jean-Marc DI RUGGIERO</p> 
<p>Jacques DOMERGUE</p> 	<p>Michèle DRAY-FITOUSI</p> 
<p>Christian DUMONT</p> 	<p>Abdi EL KANDOUSSI</p> 
<p>Julie FRÊCHE</p> 	<p>Vincent HALUSKA</p> 
<p>Clare HART</p> 	<p>France JAMET</p> 

<p>Stéphanie JANNIN</p> 	<p>Sonia KERANGUEVEN P</p>
<p>Anne Louise KNAPNOUGEL</p> 	<p>Pascal KRZYZANSKI</p> 
<p>Gérard LANNELONGUE P</p>	<p>Alex LARUE</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Chantal LEVY-RAMEAU</p> 
<p>Nicole LIZA</p> 	<p>Audrey LLEDO</p> 
<p>Henri MAILLET</p> 	<p>Mustapha MAJDOUL</p> 
<p>Jérémie MALEK</p> 	<p>Chantal MARION</p> 
<p>Isabelle MARSALA</p> 	<p>Hervé MARTIN</p> 

<p>Dominique MARTIN-PRIVAT</p> 	<p>Patricia MIRALLES</p> 
<p>Jean-Pierre MOURE</p> 	<p>Caroline NAVARRE</p> 
<p>Fabrice PALAU</p> 	<p>Véronique PEREZ</p> 
<p>Khanthaly PHOUTTHASANG</p> 	<p>Patrick RIVAS</p> 
<p>Brigitte ROUSSEL-GALIANA</p> 	<p>Samira SALOMON</p> 
<p>Marie-Hélène SANTARELLI</p> 	<p>Philippe SAUREL</p> 
<p>Sauveur TORTORICI</p> 	<p>Bernard TRAVIER</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p>	<p>Annie YAGUE</p> 

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Rabii Yousseus', is written over a horizontal line that spans the width of the signature area.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du Jeudi 22 mai 2014

18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme HART, M. DUMONT entrent en séance.

M. de SAINT-JOUAN sort définitivement de séance et donne procuration à Mme PHOUTTHASANG.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 24 avril 2014

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Vœu Vœu de soutien aux intermittents

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 7

Adopté à l'unanimité.

1 Dénomination de voie- Pont André Lévy

Pour : 59

Contre : 3

Abstentions : 2

Adopté à la majorité.

2 Création de la Commission Municipale d'animation du parvis Georges Frêche

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

3 Conditions d'utilisation des locaux des Maisons pour Tous

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

4 Protocole d'accord tripartite Ville de Montpellier - Société enclos Saint François
de la Pierre Rouge- Société Sogeprom Sud Réalisations

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Urbanisme et aménagement durable

5 Foncier Déclassement du domaine public communal Parcelle EW 562 - rue
Pagézy

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

6 Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch Terrain 11 rue Jules Ferry
(parcelle EW 562) Vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

7 Vente d'un terrain à la société Sogeprom Sud Réalisations Rue Croix de Lavit
Parcelle cadastrée TC 146

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 8 Convention de servitude de passage d'un réseau d'eau de la société BRL Station de compostage de Grammont Parcelles cadastrées RI 29 et RI 15
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 9 Quartier Les Cévennes - La Martelle Secteur de Bionne Acquisition de la propriété de M. Joseph Manuel GRACIAS
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 10 QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

Finances communales

- 11 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Opération OVALIE 2,5 M€ Banque Postale – 2,5 M€ Crédit Agricole
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 12 Report d'affectation de subventions votées en 2013
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 13 Attributions de subventions - Exercice 2014
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 14 Commission Communale des Impôts Directs - Liste des contribuables proposés par le Conseil Municipal
Pour : 53
Contre : 11
Abstentions :
Adopté à la majorité.

Ressources humaines

- 15 Répartition des moyens alloués aux groupes d'élus
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité.

- 16 Droit à la formation des élus

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 17 Convention de mise à disposition auprès du service Energie.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 18 Mise à disposition d'agents auprès du COSC

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 19 Mise à disposition de deux agents de catégorie C auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP)

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame HART, Monsieur DELAFOSSE sortent de séance.

Réussite éducative

- 20 Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2014

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 21 Ecole SEVIGNE- Réhabilitation de locaux scolaires - Autorisation préalable de travaux

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 22 Ecole CURIE - Réhabilitation de locaux scolaires - autorisation préalable de travaux

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 23 Mise en place de modules préfabriqués - Diverses écoles - Demande permis de construire

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame HART, Monsieur DELAFOSSE entrent en séance.

Sports

- 24 Festival International des Sports Extrêmes (F.I.S.E.) du 28 Mai 2014 au 1er Juin 2014 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Cœur"

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Culture

- 25 Attribution de subvention à des projets portés par des associations culturelles
Exercice 2014

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 26 Attribution d'une subvention à l'association ATTITUDE Convention de partenariat Exercice 2014

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 27 Comédie du livre 2014 Convention de partenariat Ville/Agglomération

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 28 Comédie du livre 2014 Convention de partenariat avec Ikéa et Les vignerons du Pic Saint Loup

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Prévention, environnement, santé

- 29 Santé Cotisation à un organisme national pour l'année 2014

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 30 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement SOCIETE CARREFOUR Autorisation d'exploiter (régularisation) Avis du Conseil Municipal

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 31 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement SOCIETE CARREFOUR Autorisation d'exploiter (régularisation) Avis du Conseil Municipal

Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

32

Désignation de représentants

Ecoles maternelles et élémentaires Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'école

Ont été élus :

Groupe scolaire	Maternelle	Elémentaire	Représentants élus
Aiguelongue	Luis de CAMOES	Sigmund FREUD	Ecole maternelle : --Michèle DRAY-FITOUSSI Ecole élémentaire : -Michèle DRAY-FITOUSSI
Antigone	ARISTOTE	PERICLES	Ecole maternelle : --Michèle DRAY-FITOUSSI Ecole élémentaire : - Michèle DRAY-FITOUSSI
Bari	Virginia WOOLF	André BOULLOCHE	Ecole maternelle : -Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : -Chantal LEVY-RAMEAU
Barcelone	Pablo NERUDA	Simon BOLIVAR	Ecole maternelle : -Rabii YOUSSEUS Ecole élémentaire : -Rabii YOUSSEUS
Beethoven	BEETHOVEN	BEETHOVEN	Ecole primaire : -Khanthaly PHOUTTASANG
Bologne	James JOYCE	Sedar SENGHOR	Ecole maternelle : -Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : -Chantal LEVY-RAMEAU
Calmette/ Aubigné	Agrippa d'AUBIGNE	CALMETTE	Ecole maternelle : -Jean-Marc DI RUGGIERO Ecole élémentaire : -Jean-Marc DI RUGGIERO
Chaptal / Jeanne d'Arc	CHAPTAL	Jeanne d'ARC	Ecole maternelle : -Caroline NAVARRE Ecole élémentaire : -Caroline NAVARRE
Cité Astruc	GOETHE	Paul LANGEVIN	Ecole maternelle : -Henri de VERBIZIER Ecole élémentaire : -Henri de VERBIZIER
Cité Mion	Simone SIGNORET	Jacques BREL	Ecole maternelle : -Pascal KRZYZANSKI Ecole élémentaire : -Pascal KRZYZANSKI
Combes / Duruy	Victor DURUY	Émile COMBES	Ecole maternelle : -Samira SALOMON Ecole élémentaire : -Samira SALOMON
Comte	(Elémentaire)	Auguste COMTE	Ecole élémentaire : -Guy BARRAL
Gambetta	(Elémentaire)	Gambetta	Ecole élémentaire : -Guy BARRAL
Garnier	Francis Garnier	(Maternelle)	Ecole maternelle : -Guy BARRAL
Cheng Du	CHENGDU	CHENGDU	Ecole primaire : -Sauveur TORTORICI
Curie / Daudet	Alphonse DAUDET	Marie CURIE	Ecole maternelle : -Annie YAGUE Ecole élémentaire : -Annie YAGUE

Daviler / Kergomard	Pauline KERGOMARD	Charles DAVILER	Ecole maternelle : -Nicole LIZA Ecole élémentaire : -Nicole LIZA
Delteil /Michelet	Jules MICHELET	Joseph DELTEIL	Ecole maternelle : -Valérie BARTHAS-ORSAL Ecole élémentaire : -Valérie BARTHAS-ORSAL
Estanove	DESBORDES VALMORE	Winston CHURCHILL	Ecole primaire : -Fabien ABERT
Florian /Simon	FLORIAN	Jules SIMON	Ecole maternelle : -Mylène CHARDES Ecole élémentaire : -Jérémie MALEK
Figuier /Paul Bert /Victor Hugo	Louis FIGUIER	Paul BERT/Victor HUGO	Ecole maternelle : -Vincent HALUSKA Ecole élémentaire : -Vincent HALUSKA
Gama /Mermoz	Vasco de GAMA	Jean MERMOZ	Ecole maternelle : - Michèle DRAY-FITOUSSI Ecole élémentaire : - Michèle DRAY-FITOUSSI
Gambetta / Garnier/Comte	Francis GARNIER	GAMBETTA	Ecole maternelle : -Jérémie MALEK Ecole élémentaire : -Jérémie MALEK
Heidelberg	Miquel de CERVANTES	HEIDELBERG	Ecole maternelle : -Jean-Luc COUSQUER Ecole élémentaire : -Jean-Luc COUSQUER
Jaurès / Anthonioz de GAULLE	Anthonioz de GAULLE	Jean JAURES	Ecole maternelle : -Luc ALBERNHE Ecole élémentaire : -Luc ALBERNHE
Jeu de mail	Charlie CHAPLIN	POTTIER /Jean SIBELIUS	Ecole maternelle : -Titina DA SYLVA Ecole élémentaire : -Titina DA SYLVA
La Chamberte	Maria CALLAS	DANTE ALIGHIERI /SUN YAT SEN	Ecole maternelle : -Robert COTTE Ecole élémentaire : -Robert COTTE
Rousseau / Condorcet	Jean Jacques ROUSSEAU	CONDORCET	Ecole maternelle : -Nicole LIZA Ecole élémentaire : -Nicole LIZA
La Martelle	Jeanne DEROIN	SPINOZA	Ecole maternelle : -Christophe COUR Ecole élémentaire : -Christophe COUR
Lamartine / Pasteur	Louis PASTEUR	LAMARTINE	Ecole maternelle : -Jérémie MALEK Ecole élémentaire : -Guy BARRAL
Lantissargues	Robert SURCOUF	Georges SIMENON	Ecole maternelle : -Gérard CASTRE Ecole élémentaire : -Gérard CASTRE
La Rauze	Paul ELUARD	Jean MACE	Ecole maternelle : -Mylène CHARDES Ecole élémentaire : -Mylène CHARDES
Le lez	Sergueï PROKOFIEV	Jean ZAY	Ecole maternelle : -Sauveur TORTORICI Ecole élémentaire : -Sauveur TORTORICI
Les	Anne FRANK	Charles DICKENS	Ecole primaire :

Aiguerelles			-Marie-Hélène SANTARELLI
Les Cévennes	Madeleine BRES	Julie DAUBIE	Ecole maternelle : -Sabria BOUALLAGA Ecole élémentaire : -Sabria BOUALLAGA
Leo Malet /Pape-Carpantier	PAPE CARPANTIER	Léo MALET	Ecole maternelle : -Jean-Luc COUSQUER Ecole élémentaire : -Jean-Luc COUSQUER
Les Ménestrels	Indira GANDHI	Akira KUROSAWA	Ecole maternelle : -Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : -Chantal LEVY-RAMEAU
Les Pins	Rudyard KIPLING	Charles BAUDELAIRE	Ecole maternelle : -Henri de VERBIZIER Ecole élémentaire : -Henri de VERBIZIER
Les Tours	Nicolas COPERNIC	Marc BLOCH	Ecole maternelle : -Anne-Louise KNAPNOUGEL Ecole élémentaire : -Anne-Louise KNAPNOUGEL
Les troubadours	AVERROES	GALILEE	Ecole maternelle : -Jean-Luc COUSQUER Ecole élémentaire : -Jean-Luc COUSQUER
Louisville	Martin LUTHER KING	LOUISVILLE	Ecole maternelle : -Maud BODKIN Ecole élémentaire : -Maud BODKIN
Malbosc	Marguerite YOURCENAR	François RABELAIS	Ecole maternelle : -Titina DA SYLVA Ecole élémentaire : -Titina DA SYLVA
Mas Drevon	Bertie ALBRECHT	GARIBALDI	Ecole maternelle : -Gérard CASTRE Ecole élémentaire : -Gérard CASTRE
Michel de l'Hospital	Michel de l'HOSPITAL	André MALRAUX	Ecole primaire : -Sauveur TORTORICI
Moulin / Bergman	Ingrid BERGMAN	Jean MOULIN	Ecole maternelle : -Henri MAILLET Ecole élémentaire : -Sauveur TORTORICI
Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	Ecole primaire : -Titina DA SYLVA
Morisot / Mozart	MOZART	MORISOT	Ecole maternelle : -Max LEVITA Ecole élémentaire : -Max LEVITA
Olympe de Gouge	Olympe De GOUGES	Olympe De GOUGES	Ecole maternelle : -Fabien ABERT Ecole élémentaire : -Fabien ABERT
Oxford	Vincent Van GOGH	Franklin ROOSVELT	Ecole maternelle : -Rabii YOUSSEF Ecole élémentaire : -Rabii YOUSSEF
Painlevé / Michel	Louise MICHEL	Paul PAINLEVE	Ecole maternelle : -Sauveur TORTORICI Ecole élémentaire : -Sauveur TORTORICI
Pas Du Loup	Lily BOULANGER	Victor SCHOELCHER	Ecole primaire : -Dominique MARTIN-PRIVAT
Pascal	Sarah	Blaise PASCAL	Ecole maternelle :

/Bernhardt	BERNHART		-Mylène CHARDES Ecole élémentaire : -Sauveur TORTORICI
Petit Bard	Geneviève BON	Louis AMSTRONG	Ecole maternelle : -Stéphanie JANNIN Ecole élémentaire : -Stéphanie JANNIN
Près d'Arènes	Jean COCTEAU	DIDEROT	Ecole maternelle : - Pascal KRZYZANSKI Ecole élémentaire : - Pascal KRZYZANSKI
Prévert / Picasso	Jacques PREVERT	Pablo PICASSO	Ecole maternelle : -Rabii YOUSSEUS Ecole élémentaire : -Rabii YOUSSEUS
Roux / Bazille	Docteur ROUX	Frédéric BAZILLE	Ecole maternelle : -Mylène CHARDES Ecole élémentaire : -Mylène CHARDES
Renaud/Balar d	Madeleine RENAUD	Antoine BALARD	Ecole maternelle : -Marion CHANTAL Ecole élémentaire : -Chantal MARION
Savary / Boucher	Hélène Boucher	Alain Savary	Ecole maternelle : -Fabrice PALAU Ecole élémentaire : -Fabrice PALAU
Sévigné / France	Anatole FRANCE	Madame De SEVIGNE	Ecole maternelle : -Patrick RIVAS Ecole élémentaire : -Patrick RIVAS
Verne/La Fontaine	La FONTAINE	Jules VERNE	Ecole maternelle : - Michèle DRAY-FITOUSSI Ecole élémentaire : - Michèle DRAY-FITOUSSI
Vert Bois	TERESA	Jules FERRY	Ecole maternelle : - Michèle DRAY-FITOUSSI Ecole élémentaire : - Michèle DRAY-FITOUSSI
Villeneuve d'Angoulême	Aliénor d'AQUITAINE	Pierre de RONSARD	Ecole maternelle : -Fabrice PALAU Ecole élémentaire : -Fabrice PALAU
Voltaire /Pagnol	Marcel PAGNOL	VOLTAIRE	Ecole maternelle : -Patricia MIRALLES Ecole élémentaire : -Patricia MIRALLES

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 33 Ecoles privées sous contrat d'association Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'établissement
Ont été élus :

Ecoles privées sous contrat d'association	Représentants élus
Ecole St François d'Assise	- Maud BODKIN
Sainte Famille	- Cédric de SAINT-JOUAN
Saint Charles	- Lorraine ACQUIER
Notre Dame de Bonne Nouvelle	- Jean-Marc DI RUGGIERO

Ste Thérèse	- Chantal MARION
Ecole Gitane	- Isabelle MARSALA
St Jean Baptiste de la Salle	- Rémi ASSIE
St François Régis	- Lorraine ACQUIER
Sainte Geneviève	- Henri MAILLET
Les Anges Gardiens	- Sabria BOUALLAGA
Calandretas	- Guy BARRAL
Les Jonquilles	- Sabria BOUALLAGA
Sainte Emilie	- Fabrice PALAU
St Joseph (lycée)	- Fabrice PALAU
Sainte Odile	- Michèle DRAY- FITOUSSI
Sainte Jeanne d'Arc	- Fabien ABERT
Beit Yossef	- Henri de VERBIZIER

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

34 Collèges de Montpellier Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'établissement

Ont été élus :

Collèges	Elu(s)
Collège Camille Claudel	Titulaire : - Caroline NAVARRE Suppléant : - Valérie BARTHAS-ORSAL
Collège Gérard Philipe	Titulaire : - Pascal KRZYZANSKI Suppléant : - Marie-Hélène SANTARELLI
Collège Clemenceau	Titulaire : - Luc ALBERNHE Suppléant : - Vincent HALUSKA
Collège Joffre	Titulaires : - Cédric de SAINT-JOUAN - Patrick RIVAS Suppléants : - Samira SALOMON - Sauveur TORTORICI
Collège Clémence Royer	Titulaires : - Mylène CHARDES - Guy BARRAL Suppléants : - Maud BODKIN - Jean-Luc COUSQUER
Collège Fontcarrade	Titulaires : - Isabelle MARSALA Suppléants : - Chantal LEVY-RAMEAU
Collège Las Cazes	Titulaire : - Sabria BOUALLAGA Suppléant : - Khanthaly PHOUTTHASANG
Collège Arthur Rimbaud	Titulaires : - Rabii YOUSOUS - Sabria BOUALLAGA

	Suppléants : - Rémi ASSIE - Samira SALOMON
Collège Croix d'Argent	Titulaire : - Fabrice PALAU Suppléant : - Vincent HALUSKA
Collège Marcel Pagnol	Titulaire : - Fabrice PALAU Suppléant : - Vincent HALUSKA
Collège Jeu de Mail	Titulaire : - Nicole LIZA Suppléant : - Maud BODKIN
Collège Escholiers de la Mosson	Titulaire : - Rabii YOUSSEUS Suppléant : - Khanthaly PHOUTTHASANG
Collège Les Garrigues	Titulaire : - Samira SALOMON Suppléant : - Henri MAILLET
Collège François Rabelais (Alco)	Titulaire : - Patrick RIVAS Suppléant : - Fabien ABERT
Collège Les Aiguerelles	Titulaire : - Pascal KRZYZANSKI Suppléant : - Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 10

Adopté à l'unanimité.

- 35 Lycées professionnels, lycées généraux et autres établissements scolaires du second degré de Montpellier Désignation des représentants de la Ville dans les conseils

Ont été élus :

Lycées	Elu(s)
Lycée Joffre	Titulaires : - Cédric de SAINT-JOUAN - Abdi EL KANDOUSSI Suppléants : - Titina DA SYLVA - Rémi ASSIE
Lycée Clemenceau	Titulaires : - Luc ALBERNHE - Pascal KRZYZANSKI Suppléants : - Maud BODKIN - Guy BARRAL
Lycée Mermoz	Titulaires : - Mylène CHARDES - Michèle DRAY-FITOUSSI Suppléants : - Jean-Marc DI RUGGIERO - Henri MAILLET
Lycée Professionnel Jules Ferry	Titulaires : - Samira SALOMON - Sabria BOUALLAGA Suppléants : - Fabien ABERT

	- Brigitte ROUSSEL-GALIANA
Ecole Régionale Enseignement Adapté	Titulaires : - Patrick RIVAS - Nicole LIZA Suppléants : - Maud BODKIN - Vincent HALUSKA
Lycée Jules Guesde	Titulaires : - Robert COTTE - Vincent HALUSKA Suppléants : - Nicole LIZA - Patrick RIVAS
Lycée Agricole Frédéric Bazille	Titulaire : - Valérie BARTHAS-ORSAL Suppléant : - Titina DA SYLVA
Lycée Professionnel Léonard de Vinci	Titulaires : - Rabii YOUSSEUS - Chantal LEVY-RAMEAU Suppléants : - Samira SALOMON - Pascal KRZYZANSKI
C.F.A. Pierre de Villeneuve	Titulaires : - Khanthaly PHOUTTHASANG - Henri MAILLET Suppléants : - Patrick RIVAS - Nicole LIZA
Lycée Jean Monnet	Titulaires : - Rabii YOUSSEUS - Chantal LEVY-RAMEAU Suppléants : - Samira SALOMON - Cédric de SAINT-JOUAN
Lycée Professionnel Pierre Mendès France	Titulaires : - Rémi ASSIE - Luc ALBERNHE Suppléants : - Mylène CHARDES - Patricia MIRALLES
Lycée George Frêche	Titulaires : - Luc ALBERNHE - Khanthaly PHOUTTHASANG Suppléants : - Maud BODKIN - Rémi ASSIE

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 10

Adopté à l'unanimité.

36

Universités et grandes écoles de Montpellier Désignation des représentants de la Ville de Montpellier

Ont été élus :

Instance	Université	Représentants proposés
Conseil d'administration	Université Montpellier I	Titulaire : -Mylène CHARDES Suppléant : -Annie YAGUE
Conseil d'UFR Droit	Université Montpellier I	Titulaire : -Nicole LIZA Suppléant : -Khanthaly PHOUTTHASANG

Conseil d'UFR Economie	Université Montpellier I	Titulaire : -Caroline NAVARRE Suppléant :- Khanthaly PHOUTTHASANG
Conseil d'UFR Sciences Pharmaceutiques et biologiques	Université Montpellier I	Titulaire : -Patricia MIRALLES Suppléant :-Maud BODKIN
Conseil d'UFR STAPS	Université Montpellier I	Titulaire : - Fabien ABERT Suppléant :- Patrick RIVAS
Conseil d'orientation du service de formation continue et d'apprentissage DIDERIS	Université Montpellier I	Titulaire : -Jean-Luc COUSQUER Suppléant :-Nicole LIZA
Commission d'attribution Fonds de soutien et de développement de la vie étudiante	Université Montpellier I	Titulaire : -Jean-Luc COUSQUER Suppléant :-Fabien ABERT
Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire	Université Montpellier II	Titulaire : -Jean-Marc DI RUGGIERO Suppléant : -Maud BODKIN
Commission sociale d'établissement	Université Montpellier III	Titulaire : - Guy BARRAL Suppléant : - Patrick RIVAS
Commission Campus de l'Université	Université Montpellier III	Titulaire : - Titina DA SYLVA Suppléant : - Guy BARRAL
Conseil de perfectionnement Langues étrangères appliquées	Université Montpellier III	Titulaire : - Jean-Luc COUSQUER Suppléant : - Khanthaly PHOUTTHASANG
Commission Culture du Service Commun d'Action Culturelle	Université Montpellier III	Titulaire : - Cédric de SAINT-JOUAN Suppléant : - Bernard TRAVIER
Conseil de l'UFR 1	Université Montpellier III	Titulaire : - Sonia KERANGUEVEN Suppléant : - Robert COTTE
Conseil de l'UFR 2	Université Montpellier III	Titulaire : - Marie-Hélène SANTARELLI Suppléant : - Gérard CASTRE
Conseil de l'UFR 5	Université Montpellier III	Titulaire : - Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : - Caroline NAVARRE
Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire	Université Montpellier III	Titulaire : - Chantal MARION Suppléant : - Max LEVITA
Conseil de l'Université du Tiers temps	Université Montpellier III	Titulaire : - Patricia MIRALLES Suppléant : - Jérémie MALEK
Conseil d'administration de l'Institut des technosciences de l'information et de la communication	Université Montpellier III	Titulaire : - Samira SALOMON Suppléant : - Anne-Louise KNAPNOUGEL

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 7

Adopté à l'unanimité.

Montpellier Sud de France - Désignation d'un représentant au sein du conseil d'administration

Candidats :

France JAMET : 3 votes

Max LEVITA : 61 votes.

Abstentions :

A été élu : Max LEVITA

Adopté à l'unanimité.

38 Commission de Délégation de Service Public - Election des membres

Ont été élus :

Titulaires :

- Gérard CASTRE
- Rémi ASSIE
- Jean-Luc COUSQUER
- Hervé MARTIN
- Alex LARUE

Suppléants :

- Pascal KRZYZANSKI
- Titina DA SYLVA
- Fabrice PALAU
- Michaël DELAFOSSE
- Jacques DOMERGUE

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

39 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations des Représentants de la Ville

Ont été élus :

- Monsieur le Maire
- Marie-Hélène SANTARELLI
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Sabria BOUALLAGA
- Fabrice PALAU
- Pascal KRZYZANSKI
- Mylène CHARDES

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

40 Association « Prévention spécialisée 34 » Désignation des représentants de la Ville

Ont été élus :

- Titulaire : Marie-Hélène SANTARELLI
- Suppléant : Fabien ABERT

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

41 Instance d'évaluation du Plan Régional de Santé Publique (PRSP). Désignation des représentants de la Ville

Ont été élus :

- Titulaire : Caroline NAVARRE
- Suppléant : Chantal LEVY-RAMEAU

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 42** Fédération Nationale des Métiers du Stationnement Désignation du représentant de la Ville

A été élu : Rabii YOUSSEF

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 43** Forum Français pour la Sécurité Urbaine FFSU - Désignation des représentants

A été élue : Marie-Hélène SANTARELLI

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 44** Association Finances-Gestion-Evaluation des collectivités territoriales (AFIGESE-CT) Désignation du représentant de la Ville

A été élu : Bernard TRAVIER

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 45** Désignation du "Correspondant Défense" de la Ville de Montpellier

A été élue : Marie-Hélène SANTARELLI

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 46** Commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) Désignation des représentants de la Ville

Ont été élus :

Titulaire : Titina SA SYLVA

Suppléant : Jean-Luc COUSQUER

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 47** Association des Maires des Grandes Villes de France - AMG VF Désignation du représentant de la Ville

Ont été élus :

- Titulaire : Monsieur le Maire

- Suppléant : Max LEVITA

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 48 Association départementale pour l'information sur le logement (ADIL)
Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale
A été élue : Samira SALOMON
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 49 COMITE 21 Comité Français pour l'environnement et le développement durable
Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration
A été élu : Christophe COUR
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 50 Désignation du représentant de la ville de Montpellier à l'Assemblée générale du Club des villes cyclables
A été élue : Stéphanie JANNIN
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 51 Société Française d'évaluation - Désignation des représentants
Ont été élus :
- Titulaire : Bernard TRAVIER
- Suppléant : Gérard CASTRE
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 52 Association Pléiades Emploi Services Hérault - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal à l'Assemblée générale
A été élue : Brigitte ROUSSEL-GALIANA
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 53 Association "Plante et Cité" Désignation du représentant de la Ville
A été élu : Christophe COUR
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 54 Association nationale des élus de la vigne et du vin (ANEV) Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration
A été élue : Mylène CHARDES
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

- 55 Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale
A été élu : Cédric de SAINT-JOUAN
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 56 Association départementale d'animation et de gestion d'établissements spécialisés (ADAGES) Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration
A été élue : Patricia MIRALLES
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 57 Association "MAILL'AGE" - CLIC - Centre de coordination gérontologique du bassin de Montpellier Désignation des représentants de la Ville au conseil d'administration
Ont été élus :
- Titulaire: Monsieur le Maire
- Suppléante: Patricia MIRALLES
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 58 Résidence Foyer pour personnes âgées "LA PROVIDENCE" Désignation du représentant de la Ville au conseil d'établissement
A été élue : Mylène CHARDES
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 59 Maison de retraite de La Croix d'Argent JEAN PERIDIER Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration
A été élu : Fabrice PALAU
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 60 Résidence foyer pour personnes âgées "LES COURALIES" Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'établissement
A été élue : Michèle DRAY-FITOUSSI
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 61 Association Font Trouvée - Aide aux handicapés mentaux (AFT AHM) - Institut médico-éducatif Désignation du représentant de la Ville au conseil

- d'établissement
A été élue : Patricia MIRALLES
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 62 Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux Désignation du représentant de la Ville au conseil d'établissement
Ont été élus :
- Pour le Foyer Beaurevoir : Fabrice PALAU
- Pour le Institut Médico-professionnel les Mûriers : Sabria BOUALLAGA
- Pour l'Atelier Thérapeutique et Occupationnel les Mûriers : Sabria BOUALLAGA
- Pour le Centre d'Aide par le Travail les Mûriers : Sabria BOUALLAGA
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 63 Centre d'éducation spécialisée pour déficients auditifs Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'établissement
A été élue : Michèle DRAY-FITOUSSI
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 64 Association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH) Désignation du représentant de la Ville au comité départemental
A été élue : Patricia MIRALLES
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 65 Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale de l'association AMORCE
Ont été élus :
- Titulaire : Vincent HALUSKA
- Suppléant : Christophe COUR
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 66 AFFAIRE RETIREE
- 67 Caisse de Crédit municipal de Nîmes Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'Administration
A été élu : Henri MAILLET
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

- 68 SOCIETES LOCALES D'EPARGNE Groupe Caisse d'Epargne Désignation des représentants de la Ville
Ont été élus pour :
- la société locale d'épargne Lez, Littoral, Lunellois : Valérie BARTHAS-ORSAL
- la société locale d'épargne de l'Ecusson : Mylène CHARDES
- la société locale d'épargne du Grand M : Fabrice PALAU
- la société locale d'épargne du Pic Saint-Loup : Henri de VERBIZIER
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 69 Commission locale d'insertion de Montpellier Désignation des représentants de la Ville
Ont été élus :
- Maud BODKIN
- Jérémie MALEK
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 70 PETITES SOEURS DES PAUVRES " Ma Maison" Désignation du représentant de la Ville au conseil de la vie sociale
A été élue : Anne-Louise KNAPNOUGEL
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 71 Foyer Départemental de l'Enfance et de la Famille Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'établissement
A été élue : Annie YAGUE
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 72 Commission régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CRJSVA) Désignation du représentant de la Ville
A été élu : Fabien ABERT
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 73 MAISON D'ENFANTS MARIE CAIZERGUES Désignation des représentants de la Ville au conseil d'administration
Ont été élus :
- Monsieur Le Maire
- Patricia MIRALLES
- Valérie BARTHAS-ORSAL
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 74 Désignation du représentant de la ville de Montpellier au Conseil d'administration du centre régional d'information jeunesse du Languedoc-Roussillon (CRIJ)
A été élue : Annie YAGUE
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 75 AFFAIRE RETIREE
- 76 Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) - Désignation d'un représentant
A été élu : Fabien ABERT
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 77 Association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration
Ont été élus :
- Mylène CHARDES
- Henri de VERBIZIER
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 78 Association « Maison de Montpellier à CHENGDU » Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale
Ont été élus :
- Titina DA SYLVA
- Khanthaly PHOUTTHASANG
- Robert COTTE
- Sonia KERANGUEVEN
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 79 *Madame DRAY-FITOUSSI (avec sa procuration) sort de séance.*
Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM)
Modification des statuts – Augmentation de la limite d'âge du Président du Conseil d'Administration - Approbation
Pour : 59
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 80 *Madame DRAY-FITOUSSI (avec sa procuration) entre en séance.*
Société Publique Locale d'Aménagement: S.A.A.M- Désignation du représentant à l'Assemblée générale
A été élu : Fabrice PALAU

Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

Ressources humaines

- 81 Modification du tableau des effectifs

Pour : 57
Contre : 4
Abstentions : 3
Adopté à la majorité.

- 82 Commission locale du secteur sauvegardé – Désignation des membres
Ont été élus :

Titulaires :

- M. Luc ALBERNHE
- M. Guy BARRAL
- Mme Mylène CHARDES
- M. Christophe COUR
- Mme Stéphanie JANNIN
- Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA
- M. Cédric de SAINT-JOUAN
- M. Rabii YOUSSEF

Suppléants :

- Mme Maud BODKIN
- M. Jean Marc DI RUGGERIO
- M. Abdi EL KANDOUSSI
- M. Vincent HALUSKA
- Mme Nicole LIZA
- Mme Isabelle MARSALA
- Mme Marie-Hélène SANTARELLI
- M. Henri de VERBIZIER

Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

- 83 Carte Eté Jeunes 2014- Attributions à titre gratuit

Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Monsieur Le Maire,

Philippe SAUREL

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Dénomination de voie - Pont André Lévy

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Situé au sud-est de Montpellier, et inauguré le 18 mars dernier, le Pont de la République, 75m de long sur 17m de large, relie les quartiers récents de Port Marianne : Consuls de Mer, Aiguerelles et Nouvel Hôtel de Ville en rive droite et les quartiers Rive Gauche, Jacques Cœur et Parc Marianne en rive gauche.

Cet équipement, réalisé par le célèbre architecte Rudy Ricciotti, lauréat du Grand Prix National de l'Architecture en 2006, crée une connexion entre le centre-ville et deux quartiers aux enjeux urbanistiques majeurs pour notre ville dans les années à venir.

Afin de personnaliser la dénomination de ce nouveau pont, nous proposons de modifier sa dénomination et de le dénommer :

Pont André Lévy
1923-1997

Professeur à la Faculté de Médecine de Montpellier
Ancien adjoint à la Culture de la Ville de Montpellier

Agrégé des Universités, Médecin, Auteur et Professeur à la Faculté de Médecine de Montpellier, André Lévy a marqué l'histoire de notre ville.

Adjoint de Georges Frêche, délégué à la Culture pour la Ville de Montpellier, il fait partie des grands bâtisseurs de la politique culturelle de Montpellier.

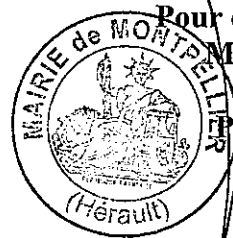
Cette décision annule l'ancienne dénomination votée en Conseil Municipal du 26 septembre 2003.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter cette proposition de dénomination de voie;
- d'annuler l'ancienne dénomination votée en Conseil Municipal du 26 septembre 2003
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Création de la Commission Municipale d'animation du parvis Georges Frêche

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

La Ville de Montpellier, soucieuse de son développement économique et commercial, souhaite dynamiser les centralités existantes sur son territoire et notamment dans le quartier Près d'Arènes, sur le parvis Georges Frêche.

Différentes manifestations ont d'ores et déjà été organisées sur le lieu : le MITE (Manifestation Internationale Tourisme et Evasion), le bal des pompiers, un vide-grenier ainsi que des expositions (véhicule jaguar, ville à vélo,...). Ce type d'évènement a permis d'attirer un public plus nombreux et de diversifier la clientèle fréquentant les commerces environnants. Il s'avère toutefois nécessaire de perpétuer les actions entreprises et aussi de développer une synergie accrue entre les acteurs économiques, le tissu associatif, les habitants du quartier et la Ville.

A cette fin, il est proposé de renforcer l'attractivité commerciale de cette place en créant une instance de concertation, présidée par M Pascal KRZYZANSKI, adjoint au quartier Près d'Arènes et composée de :

- Quatre élus de la ville : M Gérard CASTRE, adjoint délégué à la démocratie de proximité, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, adjointe déléguée à l'Economie, M. Fabien ABERT, adjoint délégué au sport, et M Cédric de SAINT-JOUAN, adjoint délégué à la culture,
- Un représentant de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,
- Deux représentants de l'association des commerçants du parvis Georges Frêche,
- Deux représentants des associations de quartier Près d'Arènes et Port-Marianne

Cette commission, composée d'acteurs locaux, a pour principal objectif de proposer en concertation avec les professionnels, des actions propices à dynamiser commercialement le site et d'être une instance de dialogue entre les différentes parties. Elle aura notamment pour mission d'établir un programme d'animations du parvis (mise en place d'évènements culturels et sportifs, organisation de vide-greniers, etc.) et d'évoquer les différentes problématiques soulevées par les professionnels et les habitants du quartier.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De décider la création de la Commission Municipale d'Animation du Parvis Georges Frêche,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Conditions d'utilisation des locaux des Maisons pour Tous

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

En application de l'article L. 2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, des locaux communaux peuvent être utilisés notamment par les associations qui en font la demande.

Le Maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public.

Le Conseil Municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due ou la valorisation à raison de cette utilisation.

Les modalités de mise à disposition des locaux et espaces communaux sont fixées par convention entre la Ville, représentée par son Maire, et le preneur.

Sur la base de ces dispositions les associations de toute nature ont un droit à solliciter l'occupation à titre onéreux de salles communales.

Sans remettre en cause ce droit, étroitement attaché à la liberté d'expression, il vous est proposé conformément aux textes, de l'organiser.

Dans le cadre de leurs activités, les Maisons Pour Tous accueillent quotidiennement dans leurs locaux un nombre très important d'usagers pratiquant des activités, sociales, éducatives, culturelles, sportives dans le cadre de projets d'animations pour tous publics.

L'égal accès à ces activités et leur continuité ne peuvent être assurés que sous réserve qu'elles soient organisées de manière la plus neutre possible en préservant la sensibilité et les opinions de chacun.

Dès lors, et afin de garantir le caractère universel de son action dans les Maisons Pour Tous, il vous est proposé que la Ville mette ces dernières à l'abri de toute querelle politique ou religieuse en ne permettant la mise à disposition de ces locaux qu'au bénéfice des seules associations à caractère social, éducatif, culturel ou sportif à l'exclusion des associations ou organisations politiques et culturelles.

Ces dernières pourront par contre solliciter le bénéfice des autres salles communales disponibles dans le respect des règles, notamment tarifaires, déjà délibérées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de limiter la mise à disposition des locaux des Maisons Pour Tous aux seules associations à caractère social, éducatif, culturel et sportif à l'exclusion des associations et organisations politiques ou culturelles.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Protocole d'accord tripartite Ville de Montpellier Société enclos Saint François de la Pierre Rouge Société Sogeprom Sud Réalisations

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Le 26 avril 2011, les sociétés Enclos Saint François de la Pierre Rouge et Pragma ont contracté une promesse de vente pour la cession de biens situés lieudit Jeu de mail des Abbés et Saint Lazare à Montpellier, en vue de la création d'un ensemble immobilier.

Dans le cadre du maintien d'un équipement sportif indispensable à la vie du quartier des Beaux-Arts, un protocole d'accord tripartite a été signé le 19 juillet 2012, à la suite de l'autorisation donnée par le Conseil municipal du 26 mars 2012, prévoyant la réduction de la constructibilité initialement prévue et la reconstitution, aux frais de l'opérateur, d'un terrain de football homologué. L'accord prévoyait également que ce nouveau stade soit donné à bail à la Ville pendant au moins 15 ans.

Une nouvelle promesse de vente, sous conditions suspensives, a été signée le 29 juin 2012 entre les sociétés de l'Enclos Saint François et Sogeprom Sud Réalisations, substituée à la société Pragma, portant sur les parcelles cadastrées CD 738, 739, 740, 73p, 76p. Un permis de construire a été déposé en date du 12 février 2013 par la société Sogeprom Sud Réalisations puis retiré par le pétitionnaire le 8 avril 2014 afin de permettre la réouverture d'une discussion et la recherche d'un nouvel accord avec la Ville.

Dans ce contexte, un nouveau protocole, annulant et remplaçant celui du 19 juillet 2012, est proposé afin de garantir un nouvel équilibre entre la réalisation des ensembles immobiliers et le maintien d'équipements sportifs ouverts au public.

La société Sogeprom Sud Réalisations s'engage principalement à réaménager un terrain de football stabilisé, clôturé, avec éclairage, permettant une homologation pour les compétitions sportives officielles en catégorie U13 et à la remise en état des vestiaires associés. Cet équipement sera réalisé parallèlement aux travaux de construction prévus sur la parcelle CD 738, la société Sogeprom Sud Réalisations étant tenue à l'achèvement des travaux avant le 31 décembre 2015.

En l'attente, la société Sogeprom Sud Réalisations s'engage à consentir à titre gratuit à la Ville, jusqu'à la réalisation de ces travaux, l'occupation temporaire du terrain de sport actuel. Une proposition de convention sera soumise au vote du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Par ailleurs, la société Sogeprom Sud Réalisations s'engage à céder les emprises nécessaires à l'aménagement de trottoirs et divers aménagements paysagers situés longitudinalement aux voies communales bordant l'ensemble du parcellaire à aménager (rue Beauséjour, rue Lunaret, rue du Jeu de Mail des Abbés).

La société de l'Enclos Saint François s'engage principalement à concéder avant la fin du 1^{er} semestre 2014 une promesse de bail emphytéotique au titre du code rural au bénéfice de la Ville de Montpellier pour une durée minimale de 18 ans, reconductible expressément dans la limite de 99 ans, pour un loyer de 20 000 € annuels. Ladite promesse de bail intègre d'une part, une mise à disposition temporaire au bénéfice de la Ville du terrain de sport réaménagé à compter du 1^{er} janvier 2016 pour un loyer de 20000 € annuels et d'autre part, la réitération du bail; une fois les permis de construire délivrés eux-mêmes devenus définitifs. La proposition de promesse de bail devra également donner lieu à une délibération spécifique du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La Ville s'engage pour sa part à instruire, dès réception des consultations obligatoires au titre du code de l'urbanisme, le premier permis de construire à redéposer sur la parcelle CD 738 et à proposer des adaptations du document d'urbanisme lors de la prochaine procédure de modification du PLU dont l'aboutissement est prévu dans le courant du premier semestre 2015, permettant de compenser la perte d'une partie des droits à construire du fait de l'aménagement du terrain de sport homologué.

Le protocole joint en annexe précise les obligations réciproques des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

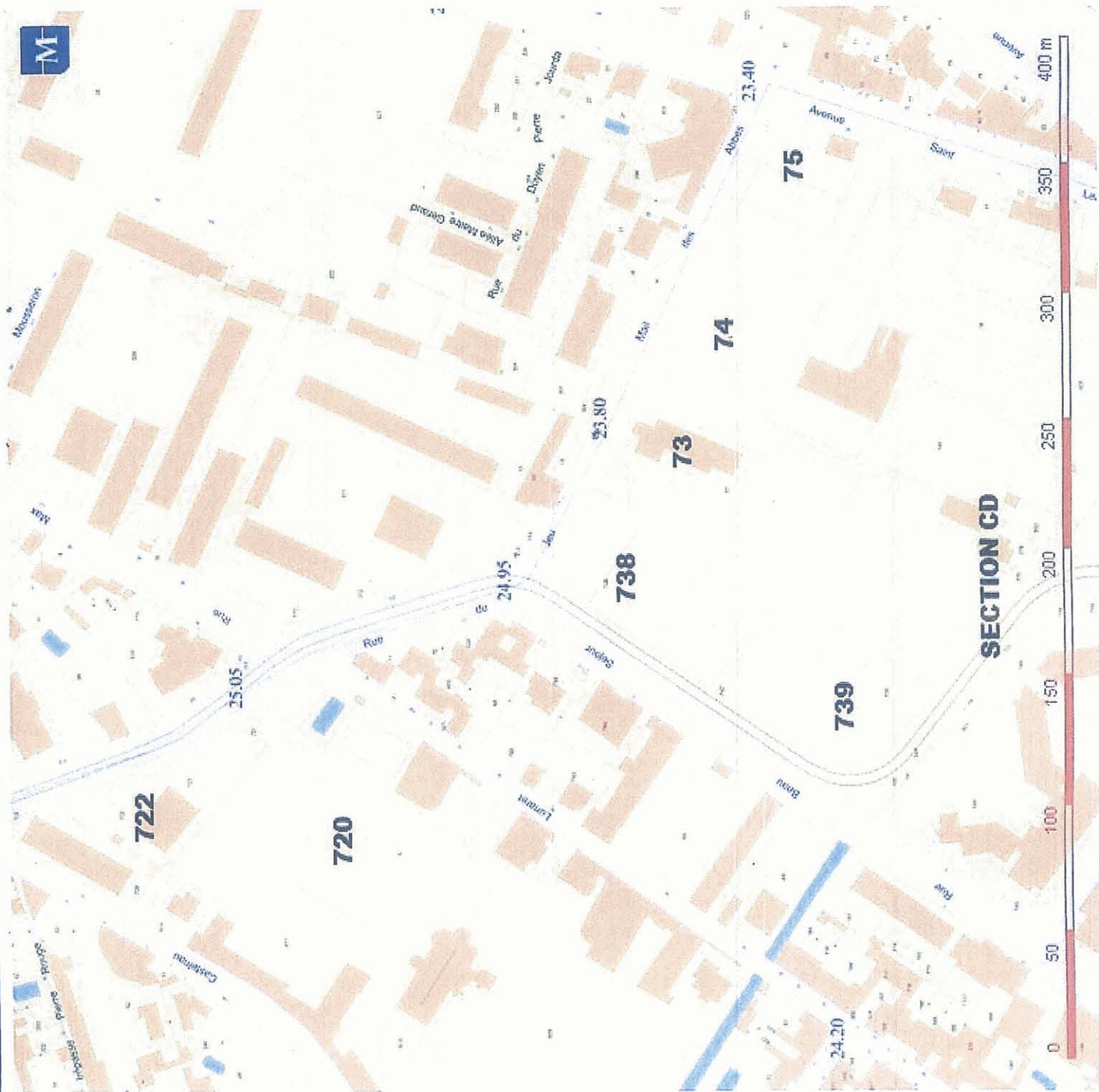
- d'approuver les termes et la signature du projet de protocole ci-annexé, dont les conditions essentielles sont précisées ci-avant, entre les sociétés de l'Enclos Saint François, Sogeprom Sud Réalisations et la Ville de Montpellier ;
- de dire que la présente délibération annule et remplace la délibération n°2012/86 du 26 mars 2012 approuvant le protocole d'accord tripartite initialement signé le 19 juillet 2012 et résilié ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**



PROTOCOLE D'ACCORD TRIPARTITE

ENTRE :

- **La Société « Enclos Saint François de la Pierre Rouge »**, société anonyme au capital de 345 000 €, domiciliée 14 avenue de Castelnau, à MONTPELLIER (34000), identifiée au SIREN n°784845131 et immatriculée au RCS de Montpellier,

représentée par Monsieur Nicolas GIRAUD, en qualité de Président du Conseil d'administration, nommé à ces fonctions aux termes d'une délibération du conseil d'administration en date du 11 février 2013, et spécialement habilité à l'effet des présentes par délibération dudit conseil en date du 17 avril 2014 dont copie est annexée (annexe 1) aux présentes ;

Ci-après dénommée « la société de l'Enclos Saint François »;

- **La société SOGEPROM SUD REALISATIONS**, société anonyme au capital de 37000€, domiciliée 80 place Ernest Granier, immeuble « Etoile Richter », CS 19501, à MONTPELLIER (34960), identifiée au SIREN n° 482966975 et immatriculée au RCS de Montpellier,

représentée légalement par la société PRAGMA, société par actions simplifiée au capital de 600 000 €, domiciliée 80 place Ernest Granier, immeuble « Etoile Richter », CS 19501, à MONTPELLIER (34960), identifiée au SIREN n° 950016535 et immatriculée au RCS de Montpellier, nommée aux fonctions de Président par décision du conseil de surveillance en date du 12 décembre 2011, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en application des articles 2 et 13 des statuts (annexe 2),

elle-même représentée par Monsieur Philippe GADELLE, en qualité de Président nommé à ces fonctions aux termes d'une délibération de l'assemblée générale en date du 22 juin 2006 (annexe 3) ;

Ci-après dénommée « la société Sogeprom Sud Réalisations »;

- **La Ville de MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale de droit public, domiciliée 1 place Georges Frêche à MONTPELLIER (34267 cedex 2), identifiée au SIREN n° 213401722,

représentée par Monsieur Philippe SAUREL, en qualité de Maire de la Ville de Montpellier, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal n° en date du 22 mai 2014 (annexe 4) ;

Ci-après dénommée « la Ville » ;

Il est exposé ce qui suit :

Les sociétés Enclos Saint François et Pragma ont contracté le 26 avril 2011 une première promesse unilatérale de vente sous conditions suspensives engageant la première à céder à la seconde une partie de ses biens cadastrés CD 738, 739, 740 et 76p, lieudit Jeu de Mail des Abbés et Saint Lazare à Montpellier, en vue de la création d'un ensemble immobilier de logements, pour une SHON maximale de 18 097 m², étant précisé notamment que la parcelle CD 739 supportait un terrain de sport et la parcelle CD 740 des terrains de tennis.

La cession de ses biens par la société de l'Enclos Saint François était destinée d'une part à permettre de financer la réhabilitation de son important patrimoine architectural et historique, et d'autre part à assurer le maintien de sa vocation à participer à la formation des jeunes, conformément à son objet social.

La Ville de Montpellier était alors titulaire d'un bail emphytéotique en date du 2 novembre 1981 pour une durée de 30 ans, donné à bail par la société de l'Enclos Saint François, mettant à sa disposition le terrain d'assiette alors cadastré CD 72 en vue de l'utilisation d'équipements sportifs à usage commun pour le quartier et les établissements d'enseignement privé en relation avec la société de l'Enclos Saint François. Le terrain a été restitué par la Ville à la société de l'Enclos Saint François à la fin du bail soit le 2 novembre 2011.

Dans la perspective du projet de construction de l'ensemble immobilier, les parties se sont rapprochées en vue de concilier la réalisation de cet ensemble avec le maintien d'un équipement sportif indispensable à la vie du quartier.

Ce rapprochement s'est concrétisé par la signature d'un protocole d'accord tripartite en date du 19 juillet 2012.

Les sociétés de l'Enclos Saint François et SOGEPROM SUD REALISATIONS, substituée à la société PRAGMA, ont renégocié, sur la base de ce protocole, une promesse de vente en date du 29 juin 2012 passée devant Me Jean-Philippe ANDRIEU avec la participation de Me André BONNARY, notaires à MONTPELLIER, sous conditions suspensives portant sur les parcelles sises à MONTPELLIER, rue du Jeu de Mail des Abbés et rue Beau Séjour, cadastrées lieudit Jeu de Mail des Abbés numéros CD 738, CD 739, CD 740 et lieudit Saint Lazare numéros CD 76p et CD 73p pour une contenance totale de 18 177 m² suivant métré du géomètre-expert SCP BALP GIRAUD PIETRI (Nîmes, 30000).

Ladite promesse a pour objet la cession de terrains d'assiette nécessaires à la réalisation d'un ensemble immobilier.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS a déposé en date du 12 février 2013 un permis de construire enregistré sous le numéro PC 34-172-13V0035 pour une surface de plancher estimée à 13 300 m² hors annexes (vestiaires...) et la société de l'Enclos Saint François a déposé auprès de la Ville par l'intermédiaire de Me Andrieu, notaire à Montpellier, une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) le 19 mars 2014 enregistrée sous le numéro IA 2014-771.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS a procédé au retrait de sa demande de PC le 8 avril 2014.

Les parties ont convenu de se rapprocher dans le cadre du présent protocole pour permettre un équilibre entre, d'une part la vente en vue de la réalisation des ensembles immobiliers et d'autre part la préservation des besoins en équipements sportifs du quartier et des établissements éducatifs ou scolaires.

En conséquence, tel qu'il sera dit ci-après, le présent protocole annule et remplace le précédent protocole précité, signé le 19 juillet 2012.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Engagements de la société SOGEPROM SUD REALISATIONS.

Article 1.1 Obligation de construire – Réaménagement d'un terrain de sport.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS s'oblige, dans le cadre de l'application de l'article 2.3 à réaménager sur une partie de la parcelle CD 739 un terrain de sport en nature de stabilisé, clôturé, avec éclairage, permettant une homologation pour les compétitions sportives officielles en catégorie U13, soit une superficie de 92 ml sur 56 ml, dégagements compris.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS s'oblige en outre à remettre en état le vestiaire nécessaire au fonctionnement de cet équipement sportif et situé sur la même assiette foncière.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS s'oblige à réaliser cet équipement et la remise en état du vestiaire concomitamment aux travaux de construction prévus sur la parcelle CD 738, sous réserve du caractère définitif de l'autorisation de construire et du respect de ses obligations par la Ville tel qu'il est dit à l'article 3.1. Elle sera en conséquence tenue à l'achèvement des travaux au 31 décembre 2015.

Article 1.2 Occupation temporaire du terrain de sport actuel.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS déclare être bénéficiaire, au titre de la promesse de vente la liant avec la société de l'Enclos Saint François, d'une convention d'occupation temporaire de la parcelle CD 739 comportant le terrain de sport et les vestiaires actuels.

Afin de permettre au public et aux associations utilisatrices du terrain de sport et du vestiaire de disposer d'un équipement en l'attente de la réalisation des travaux mentionnés à l'article 1.1, la société SOGEPROM SUD REALISATIONS s'engage à accorder à la Ville de Montpellier une convention d'occupation temporaire de la parcelle CD 739p ayant effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention de mise à disposition dont bénéficiera la Ville, délivrée par la

Société « Enclos Saint François de la Pierre Rouge » tel qu'il est dit à l'article 2.1 ci-après, entrée en vigueur prévue au 1^{er} janvier 2016.

Ladite convention d'occupation temporaire devra être consentie par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS à compter du 1^{er} juillet 2014.

Cette occupation sera consentie à titre gratuit, la Ville de Montpellier assumant le règlement des charges notamment d'entretien, en ce compris le remboursement du prorata de la taxe foncière à la société de l'Enclos Saint François, propriétaire.

Les autres modalités de la convention seront définies en son corps ultérieurement.

Article 1.3 Dépôt de PC

1.3.1 La société SOGEPROM SUD REALISATIONS s'oblige à procéder au mois de mai 2014 au dépôt d'une demande de permis de construire sur la parcelle cadastrée CD 738 située à l'angle de la rue Beau Séjour et de la rue du Jeu de Mail des Abbés, en vue de la création d'un immeuble à destination de logements, en R+4, selon les normes en vigueur au PLU de la Ville de Montpellier, en vue de son instruction dans les conditions précisées à l'article 3.1 ci-après.

1.3.2 La société SOGEPROM SUD REALISATIONS s'oblige à procéder au dépôt d'une demande de permis de construire sur les parcelles cadastrées CD 720p et 722p situées rue du Jeu de Mail des Abbés en vue de la construction d'un immeuble de logements ou d'une résidence gérée, à défaut de la réaliser sur les parcelles identifiées au 1.3.3 ci-après, au plus tard le 31 décembre 2014 en vue de la réalisation de travaux programmés en 2015.

1.3.3 La société SOGEPROM SUD REALISATIONS s'oblige à procéder au dépôt d'une demande de permis de construire sur les parcelles cadastrées CD 75 et 74p situées à l'angle de l'avenue Saint Lazare et de la rue du Jeu de Mail des Abbés en vue de la construction d'un immeuble de logements ou d'une résidence gérée, à défaut de la réaliser sur les parcelles identifiées au 1.3.2 ci-avant, au plus tard le 31 décembre 2014 en vue de la réalisation de travaux programmés en 2015.

Article 1.4 Cession de terrains à la Ville de Montpellier.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS s'engage à céder les emprises dont elle sera propriétaire correspondant aux trottoirs et aménagements paysagers situés longitudinalement sur les parcelles suivantes :

- Le long de la rue Beauséjour : 5 ml à compter du GLO (gabarit limite d'obstacles) le long de la ligne 2 du tramway à détacher des parcelles cadastrées CD 738 et CD 739 ;
- Le long de la rue du Jeu de Mail des Abbés, entre ladite rue et l'avenue Saint Lazare : conformément à l'élargissement total de 15 ml à compter de la limite du domaine public sur le trottoir opposé prévu au PLU (ER n°21) sur les parcelles cadastrées CD 738, 73, 74 et 75 ;

- Le long de la rue du Jeu de Mail des Abbés, entre ladite rue et la rue Lunaret : 4 ml environ à compter du trottoir actuel à détacher des parcelles CD 722 et 720 ;
- Le long de la rue Lunaret : 4ml environ entre le carrefour Mail des Abbés/Lunaret et le portail d'accès (y compris au droit du portail) et réduction en sifflet sur environ 5 m pour rejoindre l'alignement actuel.

Article 1.5 Autres engagements contractuels.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS s'engage à accepter la modification par avenant de la promesse unilatérale de vente de la société Enclos Saint François conformément aux termes du présent protocole ou à procéder à la passation d'une (ou de plusieurs) nouvelle(s) promesse(s) de vente.

Elle s'engage en outre à accepter le retrait de la déclaration d'intention d'aliéner n° IA 2014-771 du 19 mars 2014.

Article 2. Engagements de la société Enclos Saint François de la Pierre Rouge.

Article 2.1 Promesse de bail emphytéotique – terrain de sport.

La société Enclos Saint François de la Pierre Rouge s'oblige à concéder avant le 30 juin 2014, une promesse de bail emphytéotique au titre du code rural et de la pêche maritime au bénéfice de la Ville de Montpellier pour une durée minimale de 18 ans, reconductible expressément dans la limite de 99 ans et moyennant un canon emphytéotique annuel de 20 000 €, indexé sur l'indice BT 01 connu au 1^{er} janvier 2016, sous réserve de l'avis des services fiscaux, sur l'assiette de la parcelle cadastrée CD 739p et comportant un terrain de sport aménagé tel qu'il est dit à l'article 1.1 ci-avant.

Ladite promesse de bail devra intégrer une convention temporaire de mise à disposition du terrain de sport réaménagé par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS dans les conditions définies à l'article 1.1 ci-avant.

Le bail définitif devra être réitéré à l'issue de l'obtention et de la purge de tous les permis de construire visés à l'article 1.3.

Entre le 1^{er} janvier 2016 et la date d'obtention de tous les permis de construire devenus définitifs, l'occupation aura lieu en application de la convention temporaire de mise à disposition à prévoir dans la promesse de bail emphytéotique susvisée, réception faite des travaux décrits à l'article 1.1 réalisés par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS.

Cette convention de mise à disposition temporaire sera consentie par la société Enclos Saint François de la Pierre Rouge à la Ville moyennant également le versement d'un loyer de 20 000 € annuels indexé sur l'indice BT 01 connu au 1^{er} janvier 2016.

L'entretien et le paiement ou le remboursement de toutes taxes, y compris la taxe foncière, impôts et contributions incomberont au preneur à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention temporaire de mise à disposition prévue au 1^{er} janvier 2016.

Ladite promesse de bail et la convention de mise à disposition associée devront intégrer les conditions d'utilisation du terrain de sport. Des périodes d'occupation gratuite seront réservées aux besoins de la société de l'Enclos Saint François, limités aux établissements d'enseignement privé sous contrat avec l'Etat dans le quartier, soit 5 jours par semaine seulement sur les périodes scolaires les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 heures à 17 heures et le mercredi de 8 heures à 13 heures.

En cas de cessation du bail emphytéotique pour quelque raison que ce soit, la société Enclos Saint François retrouvera son entière liberté quant à la destination de l'assiette foncière du terrain de sport dans le cadre du PLU qui sera alors exécutoire.

Article 2.2 Occupation temporaire préalable du terrain de sport actuel par la Ville.

La société Enclos Saint François de la Pierre Rouge accepte que la Ville de Montpellier bénéficie de l'autorisation d'occuper temporairement l'équipement sportif situé sur la parcelle CD 739p sur la base de la convention d'occupation temporaire qu'elle a elle-même consentie à la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, et ce, jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention temporaire de mise à disposition qu'elle doit consentir par suite directement à la Ville tel qu'il est dit à l'article 2.1.

Article 2.3 Autres engagements contractuels.

La société de l'Enclos Saint François s'engage à modifier par avenant la promesse unilatérale de vente la liant à la société SOGEPROM SUD REALISATIONS conformément aux termes du présent protocole ou à procéder à la passation d'une (ou de plusieurs) nouvelle(s) promesse(s) de vente avant le 30 juin 2014.

Elle s'engage en outre à retirer la déclaration d'intention d'aliéner n° IA 2014-771 du 19 mars 2014.

Article 2.4 Cession de terrains à la Ville de Montpellier

La société Enclos Saint François de la Pierre Rouge s'engage à céder les emprises dont elle sera propriétaire correspondant aux trottoirs et aménagements paysagers situés longitudinalement sur les parcelles suivantes dont elle est destinée à demeurer propriétaire :

- Le long de la rue Beauséjour : 5 ml à compter du GLO (gabarit limite d'obstacles) le long de la ligne 2 du tramway à détacher des parcelles cadastrées CD 738 et CD 739 ;
- Le long de la rue du Jeu de Mail des Abbés, entre ladite rue et l'avenue Saint Lazare : conformément à l'élargissement total de 15 ml à compter de la limite du domaine public sur le trottoir opposé prévu au PLU (ER n°21) sur les parcelles cadastrées CD 738, 73, 74 et 75 ;

- Le long de la rue du Jeu de Mail des Abbés, entre ladite rue et la rue Lunaret : 4 ml environ à compter du trottoir actuel à détacher des parcelles CD 722 et 720.
- Le long de la rue Lunaret : 4ml environ entre le carrefour Mail des Abbés/Lunaret et le portail d'accès (y compris au droit du portail) et réduction en sifflet sur environ 5 m pour rejoindre l'alignement actuel.

Article 3. Engagements de la Ville de Montpellier.

Article 3.1 Délivrance de PC.

3.1.1 La Ville de Montpellier s'oblige à instruire le permis de construire portant sur la parcelle cadastrée CD 738 située à l'angle de la rue Beau Séjour et de la rue du Jeu de Mail des Abbés, ainsi qu'il est précisé à l'article 2.3.1, pour une surface de plancher (SDP) de 5700 m² en R+4, en vue d'une obtention par le pétitionnaire dudit permis au plus tard le 31 juillet 2014, sous réserve de la réception des consultations obligatoires au titre du code de l'urbanisme.

3.1.2 La Ville autorise le dépôt immédiat d'une demande de PC concernant les constructions à édifier et les aménagements prévus à l'article 1.3.2 et 1.3.3 en vue de l'obtention des permis au plus tard le 30 juin 2015.

Article 3.2 Droits à construire.

La ville de Montpellier accepte les principes de droits à construire en promotion privée sur les parcelles cadastrées CD 739, 740, 73 p et 76p, propriétés de la société Enclos Saint François, selon la répartition suivante :

3.2.1 3550 m² de SDP maximum sur les parcelles CD 75 et 74p situées à l'angle de l'avenue Saint Lazare et de la rue du Jeu de Mail des Abbés en vue de la création d'un immeuble à destination de logements ou de résidence gérée en R+4 dans les limites du PLU applicable.

3.2.2 : 4 200 m² de SDP maximum en R+4 sur les parcelles CD 720p et 722p situés dans une bande constructible longitudinale parallèle à la rue du Jeu de Mail des Abbés. Il est précisé que le rez-de-chaussée de ces immeubles comprendra au moins un local d'activités à l'angle des rues Lunaret et du Jeu de Mail des Abbés et que les halls seront traversants.

Il est précisé que ces surfaces de promotion privée n'intègrent pas les obligations de faire envisagées en paiement du terrain par le promoteur pour le compte de la société Enclos Saint François de la Pierre Rouge , à savoir :

- 250 m² SDP environ sur les parcelles CD75 et 74p situées à l'angle de l'avenue St Lazare et de la rue du Jeu de Mail des Abbés,
- 1250 m² SDP environ sur les parcelles CD720p et 722p, concernées par la modification du PLU et situés dans une bande longitudinale parallèle à la rue du Jeu de Mail des Abbés,
- 180 m² SDP environ de locaux pour les besoins de l'Association Charles Prévost.

Article 3.3 Lancement d'une procédure de modification du PLU.

La Ville de Montpellier informe les parties qu'elle envisage une modification du PLU au titre de l'année 2014, en vue d'une approbation au plus tard le 30 juin 2015 et confirme que les règles envisagées dans le cadre de la modification du PLU permettront la réalisation des constructions prévues à l'article 1.3.2.

Article 3.4 Concertation avec les riverains.

La Ville s'engage à participer aux côtés de la société SOGEPROM SUD REALISATIONS à la réflexion sur le projet et de procéder à la tenue des réunions de concertation publique en découlant avec les riverains et associations du quartier portant sur l'ensemble des projets immobiliers objets de l'opération.

ARTICLE 4. Indivisibilité des obligations et engagements.

Les parties reconnaissent expressément l'interdépendance des obligations et engagements pris par chacune d'entre elles aux présentes.

En conséquence, les obligations et engagements sont indivisibles.

La nullité, la caducité ou l'inexécution de l'une quelconque des obligations ou engagements entraîne la résiliation des autres engagements ou obligations.

ARTICLE 5. Entrée en vigueur et durée.

Le présent protocole prendra effet à compter de sa signature par la dernière des parties signataires qui sera la Ville de Montpellier.

Ledit protocole est conclu pour toute la durée de réalisation des opérations immobilières à laquelle il est corrélatif, dans l'ensemble des dispositions qu'il prévoit.

ARTICLE 6. Election de domicile.

Pour l'exécution du présent protocole et de ses suites, les parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs précisés en en-tête des présentes.

ARTICLE 7. Règlement des litiges et compétences d'attribution.

En cas de litige relatif à la validité, l'interprétation ou les difficultés d'exécution du présent protocole, les parties conviennent de se rapprocher afin de procéder à la modification ou à l'adaptation du protocole. A défaut de règlement amiable, les litiges seront portés devant le tribunal compétent.

LISTE DES ANNEXES :

1. Délibérations du Conseil d'Administration de la SA Enclos Saint François de la Pierre Rouge en date du 11 février 2013 et du 17 avril 2014
2. Décision du Conseil de Surveillance de SOGEPROM SUD REALISATIONS en date du 12 décembre 2011
3. Délibération de l'assemblée générale de Pragma en date du 22 juin 2006.
4. Délibération du Conseil Municipal en date du 22 mai 2014
5. Plan cadastral
6. Plan du stade

Fait sur 9 pages et en 3 exemplaires,

**Pour la société de l'Enclos Saint François,
Le, à Montpellier,
Le président,**

Monsieur Nicolas GIRAUD

**Pour la société SOGEPROM SUD REALISATIONS,
Le, à Montpellier,
Le président**

Monsieur Philippe GADELLE

**Pour la Ville de MONTPELLIER,
Le, en l'Hôtel de Ville de Montpellier,
Le Maire,**

Monsieur Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Foncier Déclassement du domaine public communal Parcelle EW 562 - rue Pagézy

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

La parcelle EW 562, occupée à l'origine par un parking public en ouvrage puis, après démolition dudit parking, par notamment une voie de retournement pour bus, constitue aujourd'hui un espace clôturé extrait de tout usage public et utilisé à la seule fin de stockage de divers matériaux de chantiers privés.

Ladite emprise n'est donc plus affectée à un service public. Elle n'est pas non plus ouverte à l'usage direct du public.

Les conditions d'un déclassement du domaine public de cette parcelle étant réunies, une enquête publique préalable au déclassement a été organisée.

Cette enquête publique s'est déroulée du 5 au 19 décembre 2013 inclus. A son issue, Monsieur le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve au déclassement de la parcelles EW 562, formulant néanmoins la recommandation, en cas de cession de ladite parcelle, d'établir un prix de vente conforme à celui du marché immobilier local afin de ne pas porter atteinte aux intérêts de la Ville.

Il est précisé que toute vente de ce terrain fera, le moment venu, l'objet d'une délibération spécifique du conseil municipal, qui précisera notamment le montant de la cession et les modalités de celle-ci dans le respect des textes applicables.

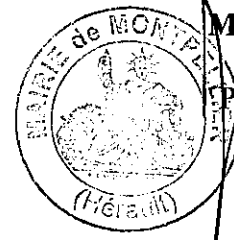
En conséquence, il vous est proposé :

- de constater la désaffectation de la parcelle cadastrée EW 562 ;
- d'approuver et de prononcer le déclassement du domaine public communal de la parcelle cadastrée EW 562 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch Terrain 11 rue Jules Ferry (parcelle EW 562) Vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Le 27 février 2012, la Ville de Montpellier a vendu à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de l'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch, une parcelle de terrain nu de 1718 m² située 11 rue Jules Ferry, cadastrée EW 562, représentant l'assiette de l'îlot 1 de la ZAC au prix de 295 000 €.

Ce terrain, autrefois occupé par un immeuble à usage de parking public, démoli en vue de l'aménagement du quartier et de la réalisation des voies de la deuxième ligne de tramway, n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration formelle et préalable de déclassement du domaine public, le Conseil municipal a, par délibération en date du 25 novembre 2013, approuvé la signature d'un acte authentique de résolution de la vente.

Suivant acte signé le 6 décembre 2013, la Ville est considérée comme n'ayant jamais aliéné le bien et le prix de 295 000 € a été restitué à la SERM.

Le déclassement du domaine public communal de la parcelle cadastrée EW 562 a depuis fait l'objet d'une procédure d'enquête publique et a été formellement prononcé.

Cette parcelle constituant l'assiette de l'îlot 1 de la ZAC Nouveau Saint Roch, il convient désormais de procéder à sa vente à la SERM, aménageur de la ZAC. Pour cela, il est proposé de maintenir les conditions initiales de la vente prévues par la délibération du Conseil municipal du 3 octobre 2011 afin de ne pas remettre en question les équilibres financiers de la ZAC.

La cession est donc proposée au prix de 295 000 € HT (deux cent quatre vingt quinze mille euros hors taxe), conforme à l'avis de France Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à la Société d'équipement de la région montpelliéraine le terrain d'une superficie de 1718 m² situé 11 rue Jules Ferry et cadastré EW 562 au prix de 295 000 € HT ;
- de confier la rédaction de cet acte à l'Office notarial de Baillargues, notaire de la vente initiale ;
- d'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 21 mai 2014

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet : ZAC Nouveau ST ROCH/Parcelle EW 562.

Dossier suivi par Mme Reglain.

N/Référence : dossier n° 2014.172V0796.

Mairie de Montpellier

Direction de l'urbanisme opérationnel

Service foncier opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

1- Service consultant : Ville de Montpellier.

2- Propriétaire : Ville de Montpellier.

3- Objet : Cession de la parcelle cadastrée EW 562 située 11 rue Jules Ferry à Montpellier pour une emprise partielle de 1718 m² à la SERM, aménageur de la ZAC Nouveau ST ROCH.

4- Description sommaire : Terrain à usage de parking pour bus, de trottoir et de voirie situé le long du TRAM et devant la Gare de Montpellier.

5- Réglementation d'urbanisme : Zone 1U1-8 du PLU de Montpellier en vigueur.
Parcelle située dans le périmètre de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

6- Valeur vénale : Dans le cadre d'une cession à l'aménageur de la ZAC le prix de cession de l'emprise de 1 718 m² à la SERM est estimé à 295 000 € sur la base d'un prix unitaire de 171.71 €/m² correspondant à la valeur d'un terrain à aménager situé dans le périmètre de la ZAC ST ROCH indépendamment des droits à construire (180 000 m² au total pour l'îlot) qui seront attribués à cette emprise par l'aménageur. En effet, le prix de cession ultérieur des droits à construire par la SERM à un promoteur constituera une recette à intégrer dans le bilan de la ZAC Nouveau ST ROCH tenu par l'aménageur afin de compenser les dépenses engagées par celui-ci pour l'aménagement d'ensemble de l'opération.

Pour la Directrice régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Vente d'un terrain à la société Sogeprom Sud Réalisations Rue Croix de Lavit Parcelle cadastrée TC 146

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

A la suite du reprofilage de la rue Croix de Lavit à son intersection avec la rue de Puech Villa, le terrain désormais cadastré TC 146, d'une superficie de 619 m², propriété de la Ville, devenu inutile, a été déclassé du domaine public communal par délibération du Conseil municipal du 8 février 2010.

La société « Pierres Occitanes » a développé sur la parcelle voisine un programme immobilier de 123 logements autorisé par un permis de construire délivré le 4 février 2010.

Par délibération du 8 novembre 2010, le Conseil municipal a autorisé la Ville à céder à la société « Pierres Occitanes » ce terrain en état de délaissé de voirie au prix de 11 142 €, conforme à l'évaluation des services fiscaux.

L'acquéreur acceptait d'une part de laisser ce terrain en nature d'espace vert et, d'autre part, de grever tout le terrain d'une servitude non aedificandi et d'une servitude de passage en vue de l'entretien de divers réseaux publics.

L'acte de vente n'a, par suite, pas été signé dans la mesure où le futur acquéreur, la société « Sogeprom Sud Réalisations », substituée à la société « Pierres Occitanes », a fait part à la Ville de son souhait d'aménager sur ce terrain un local sans fondation d'une superficie de 54 m² pour la présentation des containers d'ordures ménagères desservant les immeubles d'habitation construits sur la parcelle voisine.

Sous réserve que les réseaux existants en sous-sol demeurent accessibles afin d'en permettre l'entretien ou la réparation par leur gestionnaire, la Ville peut procéder à la cession de ce terrain sous condition expresse de constituer :

- une servitude de passage perpétuelle en sous-sol sur l'ensemble de la parcelle pour l'entretien, la réparation et le remplacement des canalisations d'eau potable, d'assainissement, d'électricité, d'éclairage public, de gaz, de télécommunications et du réseau pluvial,

- une servitude non aedificandi sur une bande de terrain d'environ 6 mètres de largeur à l'Est de la parcelle correspondant à la présence en sous-sol de certains des réseaux décrits ci-dessus (voir plans en annexe).

Compte tenu de ces contraintes, cette parcelle est cédée pour un montant de 11 142 € HT (onze mille cent quarante-deux euros hors taxe) conforme à l'estimation de France Domaine renouvelée le 31 mars 2014.

La commission consultative des cessions immobilières constituée par délibération du Conseil municipal du 24 avril 2014 n'est pas compétente pour émettre un avis sur cette cession dans la mesure où l'engagement de vendre résulte d'une délibération initiale du 8 novembre 2010 antérieure à sa création, et que ladite vente est réalisée au profit de la société de promotion-construction des résidences riveraines, bénéficiaires et usagers du terrain.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

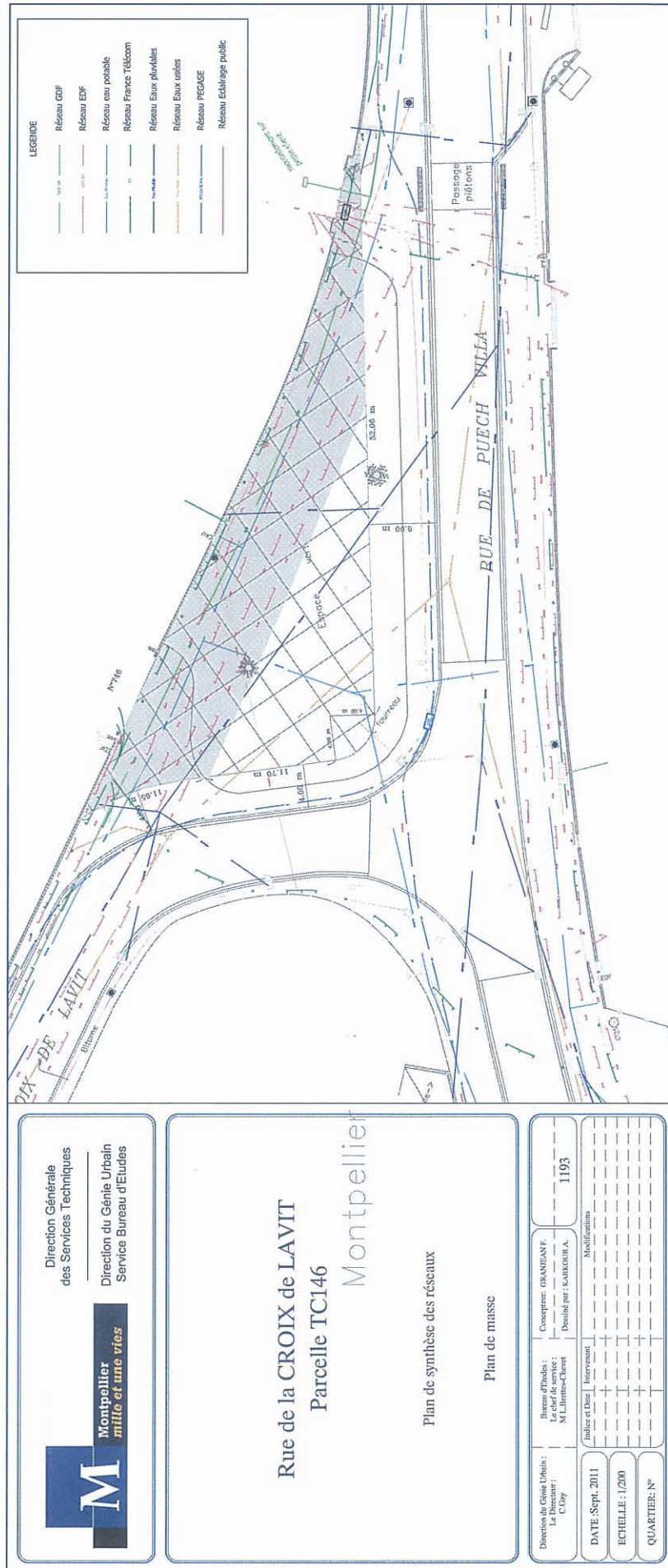
- de céder à la société « Sogeprom Sud Réalisations » la parcelle cadastrée TC 146 d'une superficie totale de 619 m² au prix de 11 142 € HT ;
- de créer au profit de la Ville ou de ses ayants droit une servitude de passage perpétuelle en sous-sol sur l'ensemble de la parcelle cadastrée TC 146 pour l'entretien, la réparation et le remplacement des canalisations d'eau potable, d'assainissement, d'électricité, de gaz, de télécommunications et du réseau pluvial ;
- de créer une servitude non aedificandi sur une bande de terrain d'environ 6 mètres de largeur à l'Est de la parcelle correspondant à la présence en sous-sol des réseaux publics ;
- de dire que la recette produit de cette vente sera imputée au budget de la Ville ;
- de demander à l'office notarial de Baillargues, notaire de l'acquéreur, de rédiger l'acte de vente aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 31 mars 2014.

Mairie de MONTPELLIER

Département Urbanisme et aménagement

1 place Francis Ponge

34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Objet: Parcelle TC 146.

Affaire suivie par Mme GREZOUX.

Référence: dossier n° 2014.172V0608.

1- Service consultant : Ville de Montpellier.

2- Situation des biens : Parcelle cadastrée TC 146 (emprise totale de 619 m2) située rue de la croix de Lavit à MONTPELLIER.

3- Propriétaire : Ville de Montpellier.

4- Urbanisme applicable : Zone 2U1-1 du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006, avec mise en compatibilité par A.P du 18 juin 2007, modification par DCM du 25 juin 2007 et mise à jour par A.M du 13 avril 2010.

Parcelle située en zone inondable bleue du PPRI.

5- Désignation sommaire :

Parcelle de forme triangulaire en nature d'espace vert et grevée de plusieurs servitudes de passage de réseaux publics.

6- Evaluation des biens : (avec une marge de négociation de +/- 10 %)

Compte tenu de sa configuration, de son caractère inondable, des nombreuses servitudes qui la grevent et de l'absence de transfert de droits à construire, cette parcelle TC 146 est estimée à 12 000 € sur la base d'une valeur unitaire de l'ordre de 20 € le m2.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
Et par délégation, l'inspecteur,

Pascal BONNAIRE


MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Convention de servitude de passage d'un réseau d'eau de la société BRL Station de compostage de Grammont Parcelles cadastrées RI 29 et RI 15

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

La Communauté d'agglomération de Montpellier est gestionnaire de la station de compostage de Grammont implantée sur la parcelle cadastrée RI 16. Des travaux de réhabilitation ont été entrepris à la suite d'une déclaration préalable de travaux délivrée le 20 septembre 2013 (DP 2013 V0352).

La société BRL (Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas Rhône et du Languedoc) a été mandatée par la Communauté d'agglomération de Montpellier pour mettre en place un branchement d'eau brute afin d'alimenter la station de compostage, en installant un réseau de canalisations sur les parcelles contigües, cadastrées RI 29 et RI 15 appartenant à la Ville.

Un réseau BRL de canalisation d'eau brute d'une longueur d'environ 750 mètres existe d'ores et déjà sur ces parcelles.

Il est donc proposé d'accepter de signer une convention de servitude de passage de réseaux d'eau à titre gratuit ayant pour objet, d'une part, de régulariser cette ancienne installation d'environ 750 mètres linéaires et, d'autre part, d'autoriser l'implantation d'une nouvelle canalisation d'une longueur d'environ 90 mètres linéaires.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :


- d'autoriser la Ville à signer une convention de servitude à titre gratuit avec la société BRL pour le passage en souterrain d'un réseau d'eau brute sur les parcelles cadastrées RI 29 et RI 15, pour une longueur totale d'environ 840 mètres linéaires ;
- de demander à Maître Stéphan GARBUIO, notaire à Bouillargues (30), de publier cette convention au service de la publicité foncière compétent, aux frais de la société BRL ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAURÉL

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Montpellier. The text around the perimeter of the stamp reads "MAIRE de MONTPELLIER" at the top and "(Hérauld)" at the bottom. In the center of the stamp is a heraldic emblem. A handwritten signature in black ink is written over the stamp and extends to the right, crossing over the text "Philippe SAURÉL".



BRL
 1105 Av. Pierre Mendès-France
 BP 94001 - 30001 Nîmes Cedex 5
 Tél. : 04.66.87.50.00
 Télécopie : 04.66.84.25.63
 SOCIÉTÉ ANONYME
 D'ÉCONOMIE MIXTE
 AU CAPITAL DE 22 588 779.07 €
 SIRET 550.200.661.000.19
 RCS Nîmes B. 550 200 661

Dossier n° 109953	Casier - Secteur 03 J1	Travaux DT 12 215
Réf. BRL DF13-047	Mise à jour sur le plan: Conforme au matriciel	

Renseignements d'ordre interne à BRL

CONVENTION DE SERVITUDE

Fonds dominant: Commune De Mauguio Section: DM Parcelle: 4

Entre BRL, agissant en sa qualité de concessionnaire de la Région Languedoc Roussillon en application d'une convention en date du 20 février 2008 entre le Conseil Régional du Languedoc Roussillon et BRL, et de propriétaire du fonds dominant désigné ci-dessus, représentée par le signataire dûment habilité

Et

- Commune Montpellier sis(e) 1 Place Georges Frêche 34267 Montpellier

propriétaire(s) de l'immeuble désigné ci dessous, dénommé ci-après le « propriétaire » :

DESIGNATION CADASTRALE			SERVITUDE		O.T	CARACTERISTIQUES				OBSERVATIONS
			(en mètres)		(en mètres)	des conduites		des ouvrages		
Section	N°	Lieu-dit	Largeur	Longueur	Largeur	Référence	Diamètre (mm)	Référence	Surface (m²)	
COMMUNE: MONTPELLIER										
RI	0029	MONT AUBEROU	2	2				RE	4	
RI	0029	MONT AUBEROU	4	90		FORTE	100			
RI	0029	MONT AUBEROU	2	2				RE	4	
RI	0029	MONT AUBEROU	4	150		AMC	175			
RI	0029	MONT AUBEROU	4	220		FORTE	450			
RI	0029	MONT AUBEROU	4	60		PVC	160			
RI	0029	MONT AUBEROU	4	310		FORTE	300			
RI	0015	MONT AUBEROU	4	122		PVC	160			

*O.T. : Occupation temporaire , *S : Servitude des ouvrages annexes en mètres carrés , VI = vidange , VE = ventouse , B = borne , AB = anti béliet , RE = Regard , NI = Niche

I - après avoir pris connaissance du tracé des canalisations d'eau, le propriétaire consent et s'oblige, à titre réel et perpétuel, à supporter l'implantation, dans ses parcelles désignées parcelles (fonds servant) ci dessus, d'un tronçon de l'ouvrage précité, au profit de la parcelle (fonds dominant) appartenant à BRL référencée ci-dessus.

II - Cette servitude de passage, dont l'emplacement est indiqué sur le plan parcellaire annexé à la présente, auquel les parties déclarent se référer expressément, donnera droit à BRL ou à ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par elle :

- d'enfourer une ou plusieurs canalisations et leurs accessoires techniques nécessaires à 0,60 m au moins de profondeur du sol de référence, ou dans le cas de zones rocheuses, à une profondeur telle que l'épaisseur de terre arable sur la génératrice supérieure de la conduite soit au moins égale à celle couvrant le rocher,
- d'une façon générale, de pénétrer dans lesdites parcelles, en tant que de besoin, afin d'y exécuter tous les travaux nécessaires à la pose des ouvrages ainsi qu'à toute intervention permettant l'entretien ultérieur de ces derniers et leur exploitation conformément à l'activité de BRL, le propriétaire s'obligeant en tant que de besoin à faciliter cet accès sur première demande de BRL.
- de procéder à l'abattage ou au dessouchement des végétaux, nécessaires pour l'exécution desdits ouvrages ainsi que par la suite pour la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis. Au-delà de la largeur d'emprise mentionnée au tableau ci-avant, pour l'exécution des travaux de pose des canalisations et de leurs accessoires, BRL aura le droit d'occuper temporairement (O.T) une bande de terrain supplémentaire également précisée au tableau ci avant. Son occupation permettra à l'ayant droit d'être indemnisé des dommages subis

dans les conditions prévues à l'article IV, alinéa b.

III - LE PROPRIÉTAIRE conserve la pleine propriété du terrain grevé de la servitude mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement des ouvrages objet de la présente convention. Il s'engage :

- a) à permettre, en limite des parcelles, l'établissement éventuel de bornes de repérage délimitant la servitude ou indiquant l'emplacement des canalisations,
- b) à n'élever aucune construction de quelque nature que ce soit dans l'emprise de la bande de servitude telle que désignée ci-dessus augmentée de la bande de servitude pour occupation temporaire et de n'aménager les terrains grevés que sous son entière responsabilité quant à la préservation des ouvrages de BRL.
- c) à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien l'exploitation, la solidité, la sécurité et à la conservation des ouvrages,
- d) à ne pas décaisser ou remblayer la bande de terrain concernée,
- e) à réaliser et à prendre en charge financièrement, la réfection du trottoir, de la voirie, de la clôture et de tout autre aménagement situé dans l'emprise de la servitude et qui aurait été dégradé ou démonté lors de la réalisation de travaux éventuels de réparation sur les ouvrages de BRL.
- f) en cas de vente ou d'échange de l'une ou de plusieurs parcelles considérées, à signaler, sous sa responsabilité, à l'acquéreur ou au coéchangiste les servitudes dont elles sont grevées au profit de BRL, en obligeant expressément ledit acquéreur ou coéchangiste à les respecter en son lieu et place.

BRL sera dégagé de toute responsabilité à l'égard du propriétaire comme des tiers, pour les dommages qui viendraient à être causés au fonds servant du fait du non respect par le propriétaire de ses obligations résultant des présentes, et ne sera tenu à son égard à aucune indemnité de quelque nature que ce soit de ce chef, tel par exemple en cas de destruction ou de dommage à un ouvrage ou plantation édifié par le propriétaire sur la zone de servitude comme celle d'occupation supplémentaire à la suite d'une intervention du bénéficiaire de la présente convention pour les besoins de son exploitation, de la sécurité ou de l'entretien des canalisations et leurs accessoires.

IV - BRL s'engage :

- a) à remblayer et à régaler les terrains, à la suite des travaux de pose de la canalisation et de ses accessoires (sous réserve de la restriction de l'article V),
- b) à remblayer la tranchée au niveau du terrain naturel lors de travaux éventuels de réparation ;
- c) à indemniser l'ayant droit si des raisons techniques amenaient BRL à édifier un accessoire aux canalisations partiellement enfoui dans le sol ou inexistant à l'origine.

V – Disposition particulière

Il est précisé qu'en cas d'intervention ou de réparation sur la conduite, **BRL** procède et assume financièrement la réparation de ses ouvrages et au remblaiement de la tranchée.

Le propriétaire prend à sa charge la réfection des aménagements qu'il aura réalisés dans l'emprise de la servitude.

VI - BRL aura la pleine et entière jouissance du droit accordé ce jour, lequel est transmissible à tous les ayants droit de **BRL**

VII - En contrepartie de l'exécution des obligations résultant de la présente convention et sans préjudice des indemnités éventuelles prévues à l'article IV, alinéa b, BRL versera au propriétaire par l'intermédiaire de son notaire :

une indemnité de servitude en euros de : sans objet

règlement de tout préjudice pouvant résulter des servitudes définies plus haut une indemnité dite pour perte de récolte de : sans objet

Le propriétaire fera son affaire du reversement de l'indemnité de perte de récolte à l'exploitant du fonds.

VIII - Le notaire désigné est :

Maître à .

Le propriétaire donne pouvoir à BRL pour déposer le présent document aux minutes du Notaire, afin de lui conférer un caractère authentique et de le faire publier.

La présente convention prend effet à dater de ce jour.

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourraient donner lieu l'application de la présente convention est celui du siège social de BRL.

Fait en triple exemplaire à _____, le _____

Le(s) propriétaire(s)

BRL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Quartier Les Cévennes - La Martelle Secteur de Bionne

Acquisition de la propriété de M. Joseph Manuel GRACIAS

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réserves foncières, la Ville a acquis plusieurs terrains dans la vallée de la Mosson, secteur de Bionne, situés dans le périmètre de la zone d'aménagement différé des Bouisses et classés en zone naturelle N-1 du plan local d'urbanisme.

Elle est à ce titre notamment propriétaire de trois parcelles de terrain nu, cadastrées PN 5, 7 et 10, représentant une superficie totale de 9 175 m².

Monsieur Joseph Manuel GRACIAS, propriétaire de deux parcelles cadastrées PN 11 et 12 d'une surface totale de 9931m² situées à proximité immédiate des terrains appartenant à la Ville, a accepté de les céder au prix de 149 952 €.

Ce prix comprend une indemnité principale de 12€/m² correspondant à la valeur vénale chiffrée par évaluation des services fiscaux, augmentée d'une indemnité complémentaire pour travaux réalisés sur le terrain concerné correspondant aux fondations des murs de clôture édifiées par le propriétaire.

Considérant les réserves foncières déjà réalisées par la Ville en continuité de ce bien, il paraît opportun de procéder à son acquisition qui s'inscrit pleinement dans la politique foncière engagée sur cette partie du territoire communal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir la propriété de M. Joseph Manuel GRACIAS, située dans le secteur de Bionne et cadastrée PN 11 et 12, au prix de 149 952 €, toutes indemnités comprises ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget 2014 de la Ville, programme Action Foncière 2013I27 ;
- de confier la rédaction de l'acte d'acquisition à Maître BONNARY, notaire à Montpellier ;
- d'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.



Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 4 avril 2014

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 0 467 226 266

télécopie : 0 467 226 269

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet : Parcelles PN 11 et 12.

Vos réf. : MR/2014

Affaire suivie par Michèle REGLAIN

Nos réf. : 2014.172V0605.

Mairie de Montpellier
Direction Urbanisme et Aménagement
Service Foncier Opérationnel
1, place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

1 - Service consultant : Ville de Montpellier.

2 - Propriétaire(s) présumé(s) : M. Gracias.

3. Opération soumise à consultation (objet et but) : acquisition amiable de terrains afin d'aménager une aire de grand passage.

4- Règlement d'urbanisme : Parcelles de terrain nu pour 9 931 m² au total situées en zone N-1 du P.L.U, secteur naturel non aménagé, dans le périmètre de la ZAD des Bouisses.

5 -Valeur vénale des biens : (avec une marge d'appréciation de 20 %).

La valeur vénale des parcelles considérées est estimée à 99 310 € sur la base d'un prix unitaire de 10 €/m².

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

QUARTIER DES CEVENNES

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Cévennes 1

Attribution de subventions en parties privatives

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	M et Mme FATINI	M et Mme TAYEBI	Mme BENABDALLAH
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Remplacement porte palière	Changement de la chaudière	Changement de la chaudière Mises aux normes électriques et plomberie
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment L
Dépense subventionnable	1603,55€	1540,89€	5117,01€
Subvention Ville	160,00€	154,00€	512,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 160,00 € à Monsieur et Madame FATINI, une subvention de 154,00€ à Monsieur et Madame TAYEBI et une subvention de 512,00€ à Madame BENABDALLAH,
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville ligne OPAH copro Cévennes subvention, chapitre 908241;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL



Publiée le : 23/05/2014

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Opération OVALIE 2,5 M€ Banque Postale – 2,5 M€ Crédit Agricole

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Dans le cadre de l'opération OVALIE, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 5 M€ pour financer à moyen terme cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu les emprunts suivants :

- 2 500 000 € auprès de la BANQUE POSTALE CREDIT ENTREPRISES aux conditions suivantes :

Prêteur	LA BANQUE POSTALE CREDIT ENTREPRISES
Emprunteur	SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE SIREN : 462 800 160 R.C.S MONTPELLIER
Objet	Financement de la ZAC Ovalie réalisée dans la cadre d'une concession d'aménagement confiée par la Commune de Montpellier
Nature	Prêt
Montant maximum	2.500.000,00 EUR (deux millions cinq cent mille euros)
Durée maximum	5 ans, dont 1 an de différé d'amortissement
Taux d'Intérêt	EURIBOR 3 MOIS + 1.42% l'an

Conditions à l'entrée en vigueur du contrat (<i>non exhaustives</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - signature d'une documentation satisfaisante pour les deux parties ; - le Prêt devra avoir une durée inférieure à la durée résiduelle de la concession d'aménagement - réalisation préalable de toutes les conditions suspensives et en particulier : <ul style="list-style-type: none"> (i) formalisation des garanties attendues ; (ii) production d'une copie exécutoire de la concession d'aménagement et ses éventuels avenants;
Modalités de mis à disposition des fonds	En une seule fois, sous réserve de la signature d'une documentation satisfaisante pour les deux parties et de la réalisation préalable de toutes les conditions suspensives
Modalités de remboursement	<u>Pendant le différé en capital :</u> Païement des échéances d'intérêts trimestriellement à terme échu <u>Pendant l'amortissement :</u> Païement des échéances d'intérêts et de capital trimestriellement à terme échu et, jusqu'à complet remboursement du capital :
Mode d'amortissement	Progressif
Remboursement anticipé	Remboursement anticipé total ou partiel possible à une date d'échéance d'intérêts moyennant un préavis de 35 jours calendaires et le paiement d'une indemnité dégressive calculée comme suit : Montant remboursé par anticipation multiplié par 0.30% multiplié par le nombre d'années restant à courir jusqu'à l'expiration du contrat (arrondi à l'entier supérieur).
Garantie avant versement	Garantie de la Commune de Montpellier à hauteur de 80%, des sommes dues en principal au titre du Prêt, augmentés dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires au titre du Prêt ;
Commission d'engagement	2.500,00 EUR (deux mille cinq cent euros)

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 2 M€, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

Sur simple notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale Crédit Entreprises, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- 2 500 000 € auprès du CREDIT AGRICOLE aux conditions suivantes :

- ✓ Taux fixe : 2.30 %
- ✓ Durée : 5 ans,
- ✓ Différé d'amortissement : 1 an

- ✓ Echéances annuelles
- ✓ Frais de dossier : 800 €

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % des emprunts que la Société d'Equipement de la région Montpellieraine (SERM) va contracter auprès de :
 - la Banque Postale Crédit Entreprises à hauteur de 2 M€ de garantie,
 - du Crédit Agricole à hauteur de 2 M€ de garantie.aux conditions précisées ci-dessus
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Report d'affectation de subventions votées en 2013

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il leur a été alloué des subventions.

1) Reports de subventions

Dans le cadre de l'exécution du budget 2013, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Il s'agit notamment de subventions concernant des projets (manifestations, travaux,...) dont le versement est conditionné à la réalisation de celui-ci et à la production des éléments définitifs du dossier. Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est proposé au conseil Municipal de réaffecter les montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 36 483 €, et de prolonger pour un an la convention ou la lettre d'engagement conclue.

Thématique Emploi, Développement Economique et Commercial

COD E	STRUCTURE	NATURE	ACCOR DE	A REPORTE R
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	F	1 500 €	1 500 €
4657	FACILITER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES	M	3 000 €	3 000 €

	DIPLOMES			
4623	PLEIADES EMPLOI SERVICE HERAULT	M	10 000 €	3 000 €
5736	CHAMBRE SYNDICALE DES CERAMISTES ET ATELIERS D'ART DE FRANCE	M	31 700 €	9 510 €
	TOTAL			17 010 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 2390, nature 6574, chapitre 929

Thématique Finances

COD E	STRUCTURE	NATURE	ACCOR DE	A REPORTE R
739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE – CHEQUES PARKING	M	20 000 €	17 973 €
	TOTAL			17 973 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21359, nature 6574, chapitre 929

Thématique Solidarité

COD E	STRUCTURE	NATURE	ACCOR DE	A REPORTE R
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATION URGENCE SOCIALE – ISSUE	F	4 000 €	1 500 €
	TOTAL			1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21497, nature 6574, chapitre 925

2) Imputations budgétaires

Les crédits des subventions accordées dans la délibération 2014/121 dans le cadre de la thématique Solidarité seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925.

Les crédits de la subvention 2013 attribuée à la Chambre de Commerce et d'Industrie et reportée dans la délibération 2014/120 seront prélevés sur la ligne de crédits 21358, nature 6574, chapitre 929.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou, le cas échéant, des conventions notifiées en 2013 ;
- De prélever les crédits sur les lignes de crédits désignées ci-dessus ;
- D'autoriser monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Attributions de subventions - Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique sport :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
3176	FISE	Projet	Festival International des Sports Extrêmes	70 000 €
Total				70 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

- Dans le cadre de la thématique Réussite éducative :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
------	-----------	--------	---------------	---------

551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT (OCCE34)	F		2 000 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT (OCCE34)	P	Classes découvertes	152 889 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT (OCCE34)	P	Offres culturelles	57 892 €
Total				212 781 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions.
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de **282 781 €**.
- D'approuver les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver la convention spécifique relative au FISE annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Commission Communale des Impôts Directs - Liste des contribuables proposés par le Conseil Municipal

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Conformément à l'article 1650 du Code Général des Impôts, le Conseil Municipal est appelé à proposer une liste de 32 contribuables parmi lesquels la Directrice Régionale des Finances Publiques désigne 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants.

Ces 16 Commissaires composent avec Monsieur le Maire représenté par son Adjoint délégué aux Finances, qui en est le Président, la Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.).

La durée du mandat des membres de cette Commission est la même que celle du mandat du Conseil Municipal.

Rôle :

Cette Commission assiste notamment l'Administration Fiscale dans les travaux relatifs à l'assiette des impôts locaux (taxes foncières, taxe d'habitation et contribution économique territoriale) et aux évaluations foncières.

Elle intervient principalement lors :

- du classement des propriétés et de l'attribution aux locaux de coefficients d'état et de situation ;
- de la délimitation des secteurs d'évaluation,
- de la fixation des tarifs d'évaluation,
- de la formulation d'avis sur les biens vacants et sans maître.

La CCID est investie lors de ces travaux d'un pouvoir consultatif et de signalement à l'Administration fiscale des changements et renseignements utiles dont elle a connaissance.

Elle se réunit à huis clos à la demande de Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques, au moins une fois par an, pour l'examen des listes 41 qui récapitulent tous les changements relatifs aux propriétés

bâties et non bâties de la commune recensés par l'Administration fiscale sur une période donnée, soit depuis la dernière édition de listes 41 examinées en CCID.

Conditions à remplir par les commissaires :

Les contribuables à proposer doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un pays de la Communauté Européenne, être âgés de 25 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits à l'un des impôts directs locaux dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la Commission.

Constitution de la Commission :

Le choix des commissaires doit être effectué de manière à assurer une représentation équitable des personnes respectivement imposées à chacune des taxes directes locales.

Un commissaire titulaire et un commissaire suppléant doivent obligatoirement être domiciliés en dehors de la commune.

Les 32 contribuables proposés ci-après remplissent les conditions et représentent équitablement les personnes imposées à chacune des taxes directes locales sur le territoire de la commune.

NOM et PRENOM (classement alpha)		Contribuable à
1	Mme ACHBABI Nadia	TH 2013
2	M AMANS Jean Pierre	TF 2013
3	Mme AYACHE Sophia	TH ou FB 2013
4	M BALSAN Ghislain	TH 2013
5	M BALSEINTE Jacques	TH ou FB 2013
6	Mme CHAFAIE Leily	TH 2013
7	M COULON Guillaume	TH 2013
8	Mme DANIEL Viviane	TH ou FB 2013
9	Mme DARROBERS Florence	TH 2013
10	M DOMERGUE André	TH ou FB 2013
11	Mme FABRE-URTIS Renée	TH ou FB 2013
12	Mme FABRE Huguette	TH ou FB 2013
13	Mme FOURCAT Martine	CFE 2013 à Montpellier
14	Mme FRAYSSINET Mireille	TH ou FB 2013
15	M GALY Pascal	TH 2013
16	M GARCIA Eddy	TH 2013
17	M GRAILLE Jean	TH ou FB 2013
18	M JANVIER Michel	TH ou FB 2013
19	Mme KHALI Manare	TH 2013
20	Mme LACINCE Nelly	TH ou FB 2013
21	Mme MALHAIRE Chantal	TH ou FB 2013
22	Mme PAPIN Stéphanie	TH ou FB 2013
23	M RASSAT Thibault	TH 2013
24	M. REYNES Guy	TH 2013 CFE 2013 à Montpellier
25	Mme SCHMID-PFAHLER	TH ou FB 2013

	Michèle	
26	Mme SCUDIER Séverine	TH ou FB 2013
27	Mme SOBAS Christine	TH ou FB 2013
28	M. SOREZ Philippe	TH 2013 (foyer fiscal SOREZ Andrée)
29	M THUIN Vincent	TH/FB 2013 CFE 2013 à Montpellier
30	M VENDEUX Laurent	TH 2013 + CFE à Cournonterral
31	M VERNAUDON Damien	TH ou FB 2013
32	Mme WEILL Andrée	FB 2013

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :

- proposer à Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques les noms des personnes inscrites dans la liste ci-dessus,
- demander à Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques de faire son choix des 8 commissaires titulaires et des 8 commissaires suppléants en tendant vers la parité entre les hommes et les femmes,
- autoriser l'Adjoint délégué aux Finances à représenter Monsieur le Maire et à présider la Commission Communale des Impôts Directs en son nom,
- de dire que seuls les membres titulaires sont habilités à voter le règlement intérieur qui sera adopté lors de la 1^{ère} réunion de la Commission.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS : TITULAIRES

Liste des personnes proposées à la désignation de Madame la Directrice régionale des finances publiques

(Code Général des Impôts, article 1650-1)

Titulaires	Noms, prénoms (à classer par ordre de préférence décroissante)	adresse	lieu et date de naissance	Profession	commune du domicile
1	Madame PAPIN Stéphanie	27 rue de l'école de Droit	01/02/1975 à Angers	Fonctionnaire territorial	34000-Montpellier
2	Madame MALHAIRE Chantal	65 rue Pierre d'Auvergne	18/01/1958 à Tarare	Sans profession	34080-Montpellier
3	Monsieur VENDEUX Laurent	145 rue Guillaume Janvier- Rce le Barcelone- Bt 4	30/10/1966 à Ambert	Prothésiste Dentaire (contribuable CFE)	34070-Montpellier
4	Madame SCHMID-PFAHLER Michèle	19 rue de la Cantaperdrix	23/09/1959 à Montpellier	Retraîtée éducation nationale	34070-Montpellier
5	Madame FABRE-URTIS Renée	78 bd de Strasbourg- Rce l'écu- Bt A -appt 212	23/07/1942 à Alès	Retraîtée éducation nationale	34000-Montpellier
6	Monsieur REYNES Guy	13 rue des Anémones	20/05/1951 à Montpellier	Architecte (contribuable CFE)	34000-Montpellier
7	Monsieur VERNAUDON Damien	160 av de la Régliasse- Rce Mistral gagnant- Bt A- appt 23	10/02/1975 à Angers	Demandeur d'emploi	34070-Montpellier
8	Madame SOBAS Christine	151 rue Louis Capitan- Lot Mas Prunet 2	25/02/1956 à Lavaur	retraîtée administration territoriale	34070-Montpellier
9	Monsieur GRAILLE Jean	331 rue Amy MOLLISSON	01/02/1942 à Avignon	Retraîté Directeur de recherches	34070-Montpellier
10	Madame FABRE Hugnette	12 rue Four des Flammes	10/03/1948 à Avignon	Retraité Université	34000-Montpellier
11	Madame DANIEL Viviane	255 rue du petit clos	13/07/1944 à Salindres	retraîtée	34000-Montpellier
12	Monsieur GALT Pascal	727 rue Jacques Bounin- clos les Oliviers-Bât A- Appt 24	30/03/1960 à Avignon	Demandeur d'emploi	34070-Montpellier
13	Madame ACHBABI Nadia	2 ter avenue Lepic- rce Novaceres- Bt 3	01/04/1976 à Sète	Professeur des écoles	34070-Montpellier
14	Monsieur JANVIER Michel	13 rue de Rethel	14/01/1941 à Hanoï (Vietnam)	retraité	34000-Montpellier
15	Monsieur RASSAT Thibault	80 avenue Léonard de Vinci	24/12/1987 à Chambéry	Enseignant	34970- Lattes
16	Monsieur BALSEINTE Jacques	52 av du Pont Juvenal "La Closerie"	25/10/1944 à Paris	Retraité	34000-Montpellier

Département de l'Hérault

Commune de MONTPELLIER

COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS : SUPPLEANTS

Liste des personnes proposées à la désignation de Madame la Directrice régionale des finances publiques

(Code Général des Impôts, article 1650-1)

Suppléants	Noms, prénoms (à classer par ordre de préférence décroissante)	adresse	lieu et date de naissance	Profession	commune du domicile
1	Madame WEILL Andrée	1025 Av du Maréchal Leclerc	09/08/1940 à Tlemcen (Algérie)	Retraitée éducation nationale	34000-Montpellier
2	Monsieur THUIN Vincent.	2 rue des Scarabées	19/10/1964 à Alès	Pharmacien (CFE à Mtp)	34090 Montpellier
3	Madame FRAYSSINET Mireille	77 rue du clos des hirondelles	01/07/1953 à Dourdan	Retraitée INSEE	34000-Montpellier
4	Madame CHAFAIE Leilly	125 rue du Moulin de Sémalen- Parc à Ballons-bât A 3	01/05/1960 à Téhéran (Iran)	Fonctionnaire territorial	34000-Montpellier
5	Madame DARROBERS Florence	851 rue du Moulin de Sémalen- Rce le Moulin- Bt 5	30/07/1961 à Royan	Fonctionnaire territorial	34000-Montpellier
6	Monsieur AMANS Jean Pierre	540 rue Marcel Paul Bât T 11	07/02/1950 à Montpellier	retraité	34070-Montpellier
7	Madame KHALI Manare	7 ter rue des Hibiscus Bât B1 appt 14	06/01/1980 à Marmande	Educatrice PJJ	34070-Montpellier
8	Monsieur BALSAN Ghislain	442 avenue du Mondial de Rugby- Rce William Gilbert- Appt 25	03/11/1978 à Montpellier	Employé de restauration	34070-Montpellier
9	Monsieur COULON Guillaume	100 place du Québec Rce le Mail Jacques Cartier- Bât C	01/02/1979 à St Rémy (71)	Enseignant	34000-Montpellier
10	Madame LACINCE Nelly	155 rue Combe de Bonesta	14/05/1954 à Chalons en Champagne	Professeur	34090 Montpellier
11	Monsieur DOMERGUE André	257 rue Tatius	27/07/1942 à Roujan	retraité	34070-Montpellier
12	Madame FOURCAT Martine	13 avenue Lepic	25/10/1957 à Hussein Dhey (Algérie)	Chef d'entreprise (CFE à MTP)	34070-Montpellier
13	Monsieur GARCIA Eddy	130 avenue des Bergamotes Rce les Florales- Bât B- appt 06	23/05/1978 à Alès	Directeur de communication	34070-Montpellier
14	Madame SCUDIER Séverine	42 avenue Saint Lazare- Rce le Mail- Bât 2B- appt 97	04/12/1973 à Rodez	Professeur	34000-Montpellier
15	Madame AYACHE Sophia	96 rue Louis Roussel- Appt 2 bât 2	21/03/1979 à Lavour (tarn)	psychologue	34070-Montpellier
16	Monsieur SOREZ Philippe	15 rue des Campanules	20/05/1961 à Montpellier	Cadre commercial	34070-Montpellier

22

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Répartition des moyens alloués aux groupes d'élus

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Conformément à l'article L 2121-28 du code général des collectivités territoriales et à la Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, le Maire peut, dans les conditions fixées par le Conseil municipal et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus un ou plusieurs collaborateurs.

Les moyens à répartir entre ces groupes sont plafonnés par la loi à 30% du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du Conseil municipal.

Le président de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service que ces collaborateurs accomplissent auprès de ces groupes au sein de l'organe délibérant.

En application de ces dispositions, il est proposé d'attribuer à chaque groupe le nombre de collaborateurs figurant dans le tableau ci-dessous exprimés en équivalent temps plein d'un agent de catégorie C, et dans la limite du plafond total de rémunération.

Groupes	Nombre d'élus	Proposition d'attribution
Majorité municipale	45	4
PS – EELV – Progressistes et apparentés	9	1
UMP- Centre-Société civile	7	1
Front National	3	0,5

Le calcul des moyens alloués à chaque groupe se fera sur la base des indemnités versée depuis le début du mandat, soit à la date du 6 avril 2014.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les principes ci-dessus relatifs à la répartition des moyens alloués aux groupes d'élus,
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes. |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Droit à la formation des élus

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L 2123-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le conseil municipal doit délibérer sur l'exercice du droit à la formation des élus et en déterminer les orientations.

Les membres du conseil Municipal ont un droit individuel à la formation adapté à leurs fonctions. La loi prévoit que les dispositions relatives à ce droit ne s'appliquent que si l'organisme dispensateur a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre de l'intérieur dans les conditions fixées par les articles R 1221-12 à R 1221-22 du CGCT.

Les élus qui ont la qualité de salarié bénéficient d'un droit à congé de formation. Ce congé est fixé à dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient.

Les dépenses de formation donnent droit à remboursement pour les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement.

Les orientations en matière de formation des élus doivent être en lien avec les compétences de la Ville de Montpellier ou l'exercice des fonctions électives :

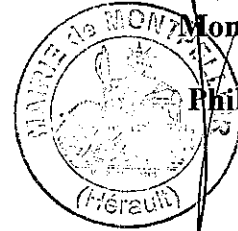
- Formation sur les fondamentaux de gestion des collectivités locales et des politiques locales : Budget et finances locales, marchés publics, contrats et conventions, délégation de service public, droit et contentieux des collectivités locales, gestion des ressources humaines, coopération décentralisée, statut de l'élu....
- Formation en lien avec les différentes délégations : Espace public, projet urbain, urbanisme et aménagement durable, rénovation urbaine et logement social, cohésion sociale, action territoriale, démocratie de proximité, sport, éducation, petite enfance, jeunesse, économie des ressources et patrimoine...
- Formation favorisant l'efficacité professionnelle : Expression face aux médias, prise de parole en public, techniques de négociation, langues étrangères...

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les modalités d'exercice et les orientations du droit à la formation des élus,
- de dire que les crédits relatifs à la formation des élus sont prévus au budget de la Ville (Chap 920 nature 6184),
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Convention de mise à disposition auprès du service Energie.

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Par convention de mutualisation du service Energie n°2007/58 du 15 novembre 2007, la Ville de Montpellier assure l'entretien et la maintenance des équipements climatiques du parc de bâtiments de la Communauté d'agglomération.

La Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont décidé de renouveler la convention de mutualisation du service Energie pour une durée d'un an.

Dans le cadre de la convention, la Communauté d'Agglomération met à la disposition de la Ville de Montpellier trois agents de catégorie C à temps complet exerçant les fonctions d'agents de maintenance en génie climatique (chauffage, eau chaude, sanitaire, climatisation).

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition. La masse salariale correspondante restera donc à la charge de la Communauté d'Agglomération.

Considérant la nécessité de renouveler les conventions de mise à disposition des trois agents au cours de l'année 2014,

Il est demandé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement de la convention de mutualisation du service Energie entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition au service Energie entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**





Nom : Julien MOGUET -

Matricule : 101829

Date de naissance : 01/03/1978

Affectation : DMGB / ET

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

La Communauté d'Agglomération de Montpellier

ET

La Mairie de Montpellier, représentée par son Maire,
d'autre part,

- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la convention de mutualisation adoptée par la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°7842 du 2 octobre 2007 et par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 15 novembre 2007,
- Vu la délibération n°9904 du 15/12/2010, prévoyant la mise à disposition et l'exonération du remboursement de la charge du personnel,
- Vu l'avis de la Commission Administrative Paritaire,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Monsieur Julien MOGUET, Agent de maîtrise à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est mis à disposition à 100 % de la Ville de Montpellier pour exercer les fonctions d'agent de maintenance en génie climatique (chauffage, eau chaude, sanitaire, climatisation) à compter du 01/02/2014 au 31/01/2015.

ARTICLE 2 : L'intéressé assure des fonctions qui lui sont dévolues et est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe la Communauté d'agglomération de Montpellier. La collectivité d'origine procède à la notation de l'agent sur présentation d'un rapport relatif à la manière de servir du

fonctionnaire établi par l'organisme d'accueil et conserve seule le pouvoir disciplinaire à l'encontre de l'agent. Les congés de formation professionnelle et syndicale sont accordés par l'administration d'origine après accord de l'organisme d'accueil.

ARTICLE 3 : L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent. La collectivité ou l'établissement public d'origine supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du droit individuel à la formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 4 : Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition.

ARTICLE 5 : La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- La Ville de Montpellier ;
- L'intéressé;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 6 : Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**Le Vice-Président de la
Communauté d'Agglomération
de Montpellier**

Lu et accepté

**Le Maire de la Ville de
Montpellier**



Nom : Lionel CHANSON -
Matricule : 101832
Date de naissance : 01/05/1967
Affectation : DMGB / ET
Numéro de l'acte :
Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

La Communauté d'Agglomération de Montpellier

ET

La Mairie de Montpellier représentée par son Maire,
d'autre part,

- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la convention de mutualisation adoptée par la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°7842 du 2 octobre 2007 et par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 15 novembre 2007,
- Vu la délibération n°9904 du 15/12/2010, prévoyant la mise à disposition et l'exonération du remboursement de la charge de personnel,
- Vu l'avis de la Commission Administrative Paritaire,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Monsieur Lionel CHANSON, Adjoint technique de 1ère classe à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est mis à disposition à 100 % de la Ville de Montpellier pour exercer les fonctions d'agent de maintenance en génie climatique (chauffage, eau chaude, sanitaire, climatisation) à compter du 01/02/2014 au 31/01/2015.

ARTICLE 2 : L'intéressé assure des fonctions qui lui sont dévolues et est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe la Communauté d'agglomération de Montpellier. La collectivité d'origine procède à la notation de l'agent sur présentation d'un rapport relatif à la manière de servir du

fonctionnaire établi par l'organisme d'accueil et conserve seule le pouvoir disciplinaire à l'encontre de l'agent. Les congés de formation professionnelle et syndicale sont accordés par l'administration d'origine après accord de l'organisme d'accueil.

ARTICLE 3 : L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent. La collectivité ou l'établissement public d'origine supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du droit individuel à la formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 4 : Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition.

ARTICLE 5 : La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- La Ville de Montpellier ;
- L'intéressé;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 6 : Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

**Le Vice-Président de la
Communauté d'Agglomération
de Montpellier**

Lu et accepté

**Le Maire de la Ville de
Montpellier**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Mise à disposition d'agents auprès du COSC

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Le COSC, Comité des Œuvres Sociales et Culturelles pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Mairie de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1er juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition du COSC pour une durée de trois ans :

- Un agent titulaire à temps complet de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- Deux agents titulaires à temps complet de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints administratifs

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu à remboursement.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un agent de catégorie B et de deux agents de catégorie C à temps plein,
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition auprès du COSC.

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur l'Adjoint déléguée, à signer les conventions de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et plus particulièrement les articles 61 à 63,

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

VU la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2007 validant la mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles et autorisant Madame Le Maire à signer la convention de mise à disposition,

VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les conditions de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles,

VU la délibération du Conseil Municipal du 9 février 2009 modifiant les conditions de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles

VU la convention de mise à disposition du 28 janvier 2011,

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE

ENTRE

La Ville de Montpellier, représentée par son maire, d'une part,

ET

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles, représenté par son Président d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

La Ville de Montpellier met à la disposition du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles :

- Un agent titulaire à temps complet de catégorie B du cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux,
- Un agent titulaire à temps complet de catégorie C du cadre d'emplois des Agents de maîtrise,
- Deux agents titulaires à temps complet de catégorie C du cadre d'emplois des Adjoints Administratifs,

à compter du 18 décembre 2013 pour une période de trois ans.

Article 2 : NATURE DES ACTIVITES

Les agents sont mis à disposition avec leur accord, en vue de mettre en application les décisions du COSC et d'assurer en particulier l'accueil des personnels adhérents dans le cadre de leur démarche ou de leur participation aux activités. Ils assurent l'organisation matérielle et les tâches administratives liées au fonctionnement courant et quotidien.

Article 3 : COMPETENCES DECISIONNELLES

Les conditions de travail des agents mis à disposition sont organisées par le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

Les décisions en matière de congés annuels, de maladie ordinaire, de congés pour accident de service ou maladie imputable au service sont prises par la Ville de Montpellier.

Le dossier administratif du fonctionnaire demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujéti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

Article 4 : REMUNERATION

La Ville de Montpellier verse aux agents mis à disposition la rémunération correspondant à leur grade et à leur échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles ils peuvent prétendre.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles ne versera aucun complément de salaire à l'agent mis à disposition. Toutefois, il prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressé serait amené à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

Article 5 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata du temps de mise à disposition.

Article 6 : FORMATION

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont elle fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit individuel à la formation (DIF) après avis du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

Article 7 : EVALUATION

Les agents mis à disposition bénéficient d'un entretien individuel à l'issue duquel un rapport sur leur manière de servir est établi par le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles et transmis à la Ville de Montpellier.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Montpellier, ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire.

Article 8 : CESSATION DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition des agents peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande de :

- la collectivité d'origine, la Ville de Montpellier,
- la structure d'accueil, le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles,
- le fonctionnaire mis à disposition,

Dans ces conditions, le préavis sera de trois mois maximum.

Si au terme de la mise à disposition, les agents ne peuvent être réaffectés dans les fonctions qui leur étaient dévolues à la Ville de Montpellier, ils seront affectés dans un des emplois que leur grade leur donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées au deuxième alinéa de l'article 54 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles.

Article 9 : JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

La présente convention est transmise aux agents concernés dans les conditions leur permettant d'exprimer leur accord sur la nature des activités qui leur sont confiées et sur leurs conditions d'emploi.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,
Le Maire,

Pour le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles,
Le Président,

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Mise à disposition de deux agents de catégorie C auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP)

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt public (GIP) pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier a pour finalité d'assurer les missions suivantes :

- Animer le CUCS (contrat urbain de cohésion sociale)
- Suivre la mise en œuvre des projets territoriaux de cohésion sociale sur les territoires prioritaires de la politique de la Ville
- Articuler le volet social avec l'intervention sur l'urbain, le logement et le développement économique.
- Observer les quartiers de la politique de la Ville sur le territoire de l'agglomération

Il est proposé de mettre à disposition du GIP deux agents à temps complet de catégorie C afin d'assurer :

- Le secrétariat, l'accueil et l'assistance à la direction pour la gestion du GIP
- Le secrétariat et le suivi administratif spécifique des dossiers suivis dans le cadre de l'appel à projet annuel CUCS

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu à remboursement. La mise à disposition prendra fin le 31/12/2014, date de fin juridique du GIP. Un renouvellement de cette mise à disposition pourra être soumis à délibération, en fonction des résultats des travaux en cours sur le futur contrat de Ville.

Il est demandé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise à disposition auprès du GIP de deux agents de catégorie C à temps plein et ce jusqu'au 31/12/2014

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition.
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

- **VU** le Code Général des collectivités territoriales,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et plus particulièrement les articles 61 à 63,
- **VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal du 22 mai 2014 relative à la mise à disposition de deux agents municipaux auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP) pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier,

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE

ENTRE

La Ville de Montpellier, représentée par son maire, Monsieur Philippe SAUREL,
d'une part,

ET

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) pour le développement social et urbain de
l'Agglomération de Montpellier, représenté par son Président d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

La Ville de Montpellier met à la disposition du GIP, deux agents titulaires à temps complet de catégorie C, à compter du 23 mai jusqu'au 31 décembre 2014. La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

Article 2 : NATURE DES ACTIVITES

Les agents sont mis à disposition avec leur accord, en vue d'assurer le secrétariat, l'accueil et l'assistance à la direction pour la gestion du GIP d'une part, le secrétariat et le suivi administratif spécifique des dossiers suivis dans le cadre de l'appel à projet annuel CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale) d'autre part.

Article 3 : COMPETENCES DECISIONNELLES

Les conditions de travail des agents mis à disposition sont organisées par le GIP.

Les décisions en matière de congés annuels, de maladie ordinaire, de congé pour accident de service ou maladie imputable au service sont prises par le GIP qui en informe la Ville de Montpellier.

Le dossier administratif des fonctionnaires demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

Les agents mis à disposition sont assujettis aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

Article 4 : REMUNERATION

La Ville de Montpellier verse aux agents mis à disposition la rémunération correspondant à leur grade et à leur échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles ils peuvent prétendre.

Le GIP prendra en charge les frais de déplacements et de mission que les intéressés seraient amenés à effectuer dans le cadre de leurs fonctions.

Article 5 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Le GIP rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de leur temps mis à disposition.

Article 6 : FORMATION

Le GIP supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier les agents.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit individuel à la formation (DIF) après avis du GIP.

Article 7 : EVALUATION

Les agents mis à disposition bénéficient d'un entretien individuel à l'issue duquel un rapport sur leur manière de servir sera établi par le GIP et transmis à la Ville de Montpellier.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Montpellier, ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire.

Article 8 : CESSATION DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition des agents peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention à la demande de :

- la collectivité d'origine, la Ville de Montpellier,
- la structure d'accueil, le GIP,
- les fonctionnaires mis à disposition,

Dans ces conditions, le préavis sera de trois mois maximum.

Si au terme de la mise à disposition, les agents ne peuvent être réaffectés dans les fonctions qui leur étaient dévolues à la Ville de Montpellier, ils seront affectés dans un des emplois que leur grade leur donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées au deuxième alinéa de l'article 54 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et le GIP.

Article 9 : JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

La présente convention est transmise aux agents concernés dans les conditions leur permettant d'exprimer leur accord sur la nature des activités qui leur sont confiées et sur leurs conditions d'emploi.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,
Le Maire,

Pour le GIP,
Le Président,

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2014

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes de 4 à 16 ans des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 500 enfants entre 4 et 16 ans la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En 2014, en accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme "Aides aux Vacances Enfants" (A.V.E) de la Caisse d'Allocations Familiales et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif.

La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 30 jours maximum). La Ville intervient dès le 1er jour, en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

A partir du 15^{ème} jour, la Ville prend le relais de l'A.V.E qui cesse au 14^{ème} jour du séjour.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2014 (Nature/Fonction 6042/92421), soit 76000 €.

	Barème pour un séjour compris entre la 1ère et la 13ème nuit (14 jours) plafonné à 45€/jour		
	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371 à 670€	Quotient familial de 671 à 800€
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	55% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi: 45%) Participation Ville de 10 %	50% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi: 40%) Participation Ville de 10%	35% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi: 25%) Participation Ville de 10%
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90% du prix du séjour (dont AVE : 90%)	80% du prix du séjour (dont AVE : 80%)	50% du prix du séjour (dont AVE : 50%)

	Barème pour un séjour compris entre la 14ème et la 29ème nuit (15 jours) plafonné à 45€/jour		
	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371 à 670€	Quotient familial de 671 à 800€
Aide Ville jusqu'à 2 enfants	55% du prix du séjour	50% du prix du séjour	35% du prix du séjour
Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis,
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2014,
- d'autoriser M le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Ecole SEVIGNE- Réhabilitation de locaux scolaires – Autorisation préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a décidé de réhabiliter les locaux scolaires de l'école élémentaire SEVIGNE, sise rue Bernard de Tréviers à Montpellier.

Cette réhabilitation permettra de mettre en oeuvre un meilleur confort et accueil des enfants par la restructuration de locaux existants, permettant notamment l'extension de la BCD et la création de locaux pour le personnel.

Le montant prévisionnel de ces travaux est de 650 000 € TTC.

Pour réaliser ces travaux, il est nécessaire de déposer une demande de déclaration préalable de travaux et de lancer une procédure de consultation d'entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la réhabilitation des locaux scolaires de l'école primaire SEVIGNE et le lancement d'une consultation
- D'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable des travaux auprès de services compétents,
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2014, section investissement, fonction 90213, nature 21312
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer la déclaration préalable de travaux et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil Adopte.



Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Ecole CURIE - Réhabilitation de locaux scolaires – autorisation préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a décidé de réhabiliter les locaux scolaires de l'école élémentaire Marie CURIE, sise 6 allée des sophoras à Montpellier.

Cette réhabilitation permettra de mettre en oeuvre l'amélioration des conditions d'accueil notamment par la restructuration des sanitaires, la création d'une salle multimédias, de locaux pour le personnel et la création d'une classe supplémentaire.

Le montant prévisionnel de ces travaux est de 1,3 M€ TTC dont une première tranche de 650 000€ en 2014.

Pour réaliser ces travaux, il est nécessaire de déposer une demande de déclaration préalable de travaux et de lancer une procédure de consultation d'entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la réhabilitation des locaux scolaires de l'école primaire CURIE et le lancement d'une consultation
- D'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable des travaux auprès de services compétents,
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2014, section investissement, fonction 90213, nature 21312
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer la déclaration préalable de travaux et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL



108

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Mise en place de modules préfabriqués - Diverses écoles – Demande permis de construire

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place des modules préfabriqués dans la cour de certaines écoles afin de procéder à un meilleur accueil et confort des élèves :

- Ecoles élémentaire et maternelle Jean MACE – Paul ELUARD, pose de modules pour la création de salles d'activités, de dortoirs et de sanitaires complémentaires pour un montant de 750 000€ TTC.
- Ecole primaire Victor SCHOELCHER- Lily BOULANGER, pose de modules pour la création de salle de classe, dortoirs et sanitaires pour un montant de 750 000€ TTC.
- Ecoles maternelles Pablo NERUDA et Jean COCTEAU, pose de modules pour l'accueil des enfants de moins de 3 ans dans une salle de classe, un dortoir éventuel et un sanitaire pour un montant de 335 000€ TTC.

La pose de ces modules nécessite un permis de construire pour chaque école. Les travaux seront effectués dans le cadre du marché à bons de commande pour la pose de modules préfabriqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de la pose de modules préfabriqués
- D'autoriser le dépôt de dossiers de demande de permis de construire auprès des services compétents
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2014, section investissement, fonction 90211 et 90212, nature 21312
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer le permis de construire et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Festival International des Sports Extrêmes (F.I.S.E.) du 28 Mai 2014 au 1er Juin 2014 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Cœur"

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille régulièrement des manifestations sportives de dimension internationale.

A ce titre, l'association FISE sollicite l'utilisation des berges du Lez et du bassin "Jacques Cœur" pour l'organisation du 18^{ème} Festival International des Sports Extrêmes Montpellier du 28 Mai au 1er Juin 2014.

Cet événement est un des plus grands rassemblements de glisse au niveau mondial et rassemble plus de 400 000 visiteurs sur les cinq jours de la manifestation, ainsi que les meilleurs « riders » internationaux.

Plus de 25 compétitions différentes sont organisées autour du skateboard, du roller, du BMX, du Mountainbike ou du wakeboard, et ce dans les catégories professionnelles et amateurs.

Les particularités du FISE de Montpellier sont la gratuité dans un format de compétition inédit et l'ouverture aux amateurs.

Pour cette 18^{ème} édition, afin de minimiser les nuisances liées à un événement d'une telle ampleur, les cinq « zones » de sons établies en 2013 seront reconduites afin de permettre la régulation du niveau sonore dans la journée en fonction des événements programmés.

Un arrêté de sonorisation spécifique sera pris par la Ville et servira de base pour des contrôles réguliers confiés à une société indépendante d'acoustique.

De plus, les horaires d'intervention des prestataires des organisateurs du FISE sont fixés pour le montage et le démontage de la manifestation de 8 heures à 21 heures.

De même, les animations sur les rives du Lez cesseront à 21 heures et les nocturnes des 30 et 31 Mai 2014 sur le Bassin « Jacques Cœur » à 24 h 00 ; celle du 28 Mai 2014 sur l'avenue du Pirée à 23 heures.

Les organisateurs s'engagent aussi à évacuer totalement les lieux le 6 Juin 2014 afin de permettre la remise en état du site par la Ville dès le 10 juin 2014, après un état des lieux commun en présence de représentants des riverains.



L'organisation de la manifestation du FISE nécessite la signature entre l'association FISE et la Ville de Montpellier d'une convention spécifique d'utilisation du domaine public, annexée à la présente délibération.

Celle-ci précise les conditions de cette mise à disposition dont son autorisation à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet évènement.

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2013 fixant les tarifs 2014 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- une subvention en nature valorisable pour un montant de 500 000 € (50 000 m² x 2.00 € x 5 jours), phases montage et démontage non comprises.

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte du FISE, la prise en charge de prestations suivantes :

- nettoyage du site, mise à disposition de containers avec enlèvement quotidien ;
- remise en état des espaces verts ;
- dépose et repose de mobiliers urbains ;
- contrôle acoustique par une entreprise spécialisée.

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme prévisionnelle de 100 000 € prélevée sur le Budget 2014 de la Ville de Montpellier et une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

La Ville de Montpellier met à disposition des espaces d'affichage publicitaire et engage différentes dépenses de communication, constituant une subvention en nature évaluée à 72 000 €.

Enfin, il est proposé l'attribution d'une subvention à l'association FISE d'un montant de 70 000 €, qui fait l'objet d'une délibération (et d'une convention d'attribution) complémentaire, présentée en conseil municipal du 22 mai 2014.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la tenue de l'édition 2014 du FISE sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur » telle que proposée ;
- d'autoriser l'utilisation du domaine public à titre gratuit pour cette manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux proposés sur le site ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 672 000 € (500 000 € + 100 000 € + 72 000 €) pour la manifestation FISE ;
- d'approuver la convention d'utilisation du domaine public liée à cette manifestation, annexée à la présente délibération ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 22 Mai 2014, d'une part

Et

L'Association **FISE**

Représentée par **Hervé ANDRE-BENOIT**

Adresse : 405 ZA les Fournels – 34400 LUNEL

Téléphones domicile : 0467401535

professionnel :

Portable : 0612473744

Courriel :

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier autorise l'Association FISE à **occuper les berges du Lez, le Lez et le Bassin Jacques Cœur du 12 Mai au 07 Juin 2014**, afin d'y installer et ensuite de débarrasser toutes les structures nécessaires au bon déroulement de cette manifestation qui se tiendra **du 28 Mai au 1er Juin 2014**.

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Différentes Directions et services municipaux sont concernés :

Voirie : arrêtés de stationnement et de circulation.

Police Municipale : aide, si nécessaire, au moment de l'installation (circulation), présence et rondes durant la manifestation, application des différents arrêtés.

Occupation du Domaine Public : autorisation de l'occupation du Domaine Public, facturation des espaces commerciaux, autorisation d'ouverture de buvettes et autres points de restauration.

Hydraulique Urbaine: nettoyage du Lez.

Propreté Publicité Proximité : gestion avec la S.M.N. de la mise en place du personnel de nettoyage, de containers et de leur enlèvement quotidien.

Service Communal Hygiène et Santé : arrêtés de sonorisation.

Protocole : prêt de matériel, inauguration et remise des prix.

Communication : mise à disposition d'espaces d'affichage publicitaire et impression de différents documents (72 000 euros).

Sports : coordinateur de la manifestation et prise en charge de différentes dépenses à hauteur de 100 000 € :

- Ramassage, collecte et évacuation des déchets (49 000 euros).
- Dépose et repose du mobilier urbain (8500 euros).
- Remise en état des espaces verts (35 000 euros).
- Contrôles et mesures acoustiques (7500 euros).

Soit une dépense globale estimée et valorisable à hauteur de 172 000 euros.

En complémentarité, une subvention de 70 000 € est attribuée à la manifestation et fait l'objet d'une convention d'attribution spécifique et complémentaire à la présente, par délibération du conseil municipal du 22 mai 2014.

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les **occupations du domaine public** par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité Article 2.

Pour le FISE, cette subvention en nature est valorisée à hauteur de 500 000 euros (50 000 m² x 2.00 euros x 5 jours), phases de montage et démontage non comprises.

La partie du domaine public occupée par des espaces commerciaux sera facturée à raison de 2.00 euros le m² et par jour.

Article 4 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

4-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité sera recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....
Police n° souscrite le.....

4-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

4-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

4-4 Sécurité :

L'utilisation des lieux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

4-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

4-6 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Monsieur le Maire
de la Ville de Montpellier
L'Adjoint Délégué à la Jeunesse et au Sport

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.

Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Attribution de subvention à des projets portés par des associations culturelles Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant leurs projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale.

La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution des subventions aux 6 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 26 500 € au titre de l'exercice 2014.

Code association	Nom association	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
771	CHAMP LIBRE	Projet	10 000
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		

867	CELLANOVA.ORG	Projet	1 500
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	Fonctionnement	9 000
5171	ALETHEIA	Fonctionnement	1 500
	PATRIMOINE		
5192	ASSO RECHERCHE ENSEIGNEMENT LANGUES ANCIENNES MONTPELLIER - ARELAM	Projet	500
	SPECTACLE VIVANT		
5963	MOUVEMENTS SUR LA VILLE	Fonctionnement	4 000
	TOTAL		26 500

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 26 500 €
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du 22 mai 2014.

Et :

La structure bénéficiaire représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de.....euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du 22 mai 2014.

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de..... euros pour le projet.

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de..... euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le(a) Président(e),

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: CA..... ! - CULTURE-.....
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : euros
Thématique : CULTURE

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du Patrimoine
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structure
CA...!, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Attribution d'une subvention à l'association ATTITUDE Convention de partenariat Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

L'association Attitude œuvre depuis 1989 à promouvoir les cultures urbaines, hip hop, graffiti, musique, skateboard. Les cultures urbaines et plus particulièrement la scène hip hop française comptent parmi les plus actives et des plus originales dans le monde. L'association attitude en assure dans la région et sur la ville, son développement à travers la mise en place d'activité d'animation, de formation et d'aide à la création. Concernant le volet graffiti, elle intervient en conseil sur la réalisation de fresques.

D'autre part, l'association dispense tout au long de l'année sur le Skate parc de Grammont, des cours de skateboard et de BMX, un Skate parc dont elle en est la principale utilisatrice. L'association attitude est également intervenue en conseil sur le devenir du Skate parc, sa rénovation et son évolution.

Hébergée gracieusement par la Ville de Montpellier dans un local municipal de 93,50 m² situé rue St Ursule, la valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €, cette association compte 6 salariés et plus de 60 adhérents sur Montpellier, ses activités touchent des centaines de pratiquants et des milliers de spectateurs.

Depuis plus de 12 ans, cette association est très impliquée dans l'organisation annuelle d'une importante manifestation qui concerne pour l'essentiel la jeune génération et développe à la fois des valeurs humanistes comme le respect de l'autre, et des activités au croisement des arts et du sport. Intitulée BOTY (Battle nationale), celle-ci se tiendra du 16 au 24 mai 2014 au Zénith de Montpellier.

Consciente que cette association porte tout au long de l'année, un projet artistique cohérent et ambitieux, que son activité est riche et variée et qu'elle s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé : d'attribuer à l'association Attitude (n° de dossier 000384) une subvention d'un montant de 25 000 euros en projet. Le budget pour ce projet de 230 000 € est joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Attitude pour le projet « Battle Of The Year »: compte de résultat 2013 et budget prévisionnel 2014.

Charges			Produits		
	CR 2013	BP 2014		CR 2013	BP 2014
Achats	2 504	15 685	Produits d'exploitation	252 002	100 000
Services extérieurs	116 814	61 300	Subventions	123 000	130 000
Autres Services extérieurs	160 893	87 100	Région	25 000	30 000
Salaires et charges	109 050	21 230	Ville Montpellier – projet	40 000	40 000
Impôts	11 300	8 000	Agglomération	40 000	40 000
Autres charges	25 000	28 685	Autres	18 000	20 000
Dotations aux amortissements	-	3 000			
Charges financières et exceptionnelles	-	5 000			
Total	425 561	230 000	Total	375 002	230 000
			Déficit 2013	50 559	

Contribution en nature		Tableau d’attribution :	
Mise à disposition du local Mairie rue Sainte Ursule : 10 285 €			
N° asso.	Association	Nature	Montant
4265	Attitude	M	25 000 €
	Total		25 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 25 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL



Nom de la structure : ATTITUDE CA 4265
Intitulé du Projet : Battle Of The Year 2014
Montant attribué : 25 000 €
Thématique : CULTURE



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 22 mai 2014.

D'une part,

Et :

L'association Attitude représentée par madame Jacqueline Raymond Présidente, élue par le Conseil d'Administration ou le bureau le 08 octobre 2010.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

L'association Attitude poursuit les buts suivants : déployer des actions culturelles, artistiques et sportives au niveau régional, national et international.

L'association Attitude a sollicité une subvention d'un montant de 40 000 euros pour la réalisation d'une manifestation intitulée « Battle Of The Year 2014 ».

Celle-ci se tiendra du 16 au 24 mai 2014 autour de concerts de musique notamment de rap et de danse hip hop et d'expositions qui se dérouleront dans différents lieux de la ville de Montpellier dont la soirée de clôture au Zénith Sud. Onze shows chorégraphiques des compagnies et des battles ainsi qu'une création d'une compagnie de Danse Hip Hop sont programmés pour la finale.

Considérant que l'ensemble des activités de l'association Attitude contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Attitude une subvention d'un montant de 25 000 euros pour la réalisation de la « Battle Of The Year 2014 ». Pour mémoire une subvention de 55 000 euros pour le fonctionnement de l'association a déjà été attribuée au conseil municipal du 17 février 2014.

Article 3 : Mise à disposition de locaux

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de l'association un local de 93,50 m² situé 15, rue St Ursule. La valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes, accompagnés des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2013- 2014 ;
- Pièce n°5 : Un état définitif, signé par le/la président(e), des recettes et des dépenses afférentes au projet, justifiées par un état des factures acquittées ;

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Condition d'utilisation et modalités de contrôle

L'association Les galeries de Montpellier s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 88 84,
- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée,
- à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association Attitude s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Monsieur le Maire,

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Comédie du livre 2014 Convention de partenariat Ville/Agglomération

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

La Comédie du Livre est une manifestation littéraire organisée par la Ville de Montpellier. Parmi les objectifs de cette manifestation : la rencontre entre écrivains et publics, la défense des librairies indépendantes, la valorisation des politiques en faveur du livre et de la lecture portée par les partenaires publics. Pour se faire, la Ville met à disposition de ses partenaires un stand qu'ils ont pour mission d'équiper et d'animer.

La Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitent établir une convention de partenariat précisant les rôles de chaque institution, ainsi que les modalités du partenariat qui les lie et les obligations qui reviennent à chacune.

La Ville de Montpellier propose à titre gracieux un stand sur son espace public mis à disposition des Médiathèques de l'Agglomération de Montpellier pour qu'elles puissent valoriser leur politique publique autour du livre et de la lecture publique, et l'Agglomération met à disposition à titre gracieux l'Auditorium du Musée Fabre pour accueillir un certain nombre de rencontres proposées par les différents partenaires impliqués dans la programmation de la Comédie du livre 2014.

Programme des rencontres qui auront lieu à l'Auditorium du Musée Fabre :

VENDREDI 23 MAI

9h-12h : Rencontres scolaires entre une classe et un écrivain

13h30-14h30 :

Edvard Munch, du symbolisme à l'expressionnisme, une conférence d'Ingrid Junillon. Rencontre proposée par les Amis du Musée Fabre.

14h30-16h30 : Rencontres scolaires entre une classe et un écrivain

20h30-22h30 : Largo. Avec Xavier Dorison et Jean Van Hamme.

SAMEDI 24 MAI

11h30-12h30 :

Pour l'amour des mots. Avec Étienne Klein.

En partenariat avec les Médiathèques d'Agglomération.

13h30-14h30 :

Entretien avec Jaqueline Kelen.

14h30-16h :

Nouvelles voix du thriller français, avec Sandrine Collette (*Un Vent de cendres*), Philippe Georget (*Tendre comme les pierres*) et Bernard Minier (*N'éteins pas la lumière*).

16h-17h30 :

« *Le polar polaire* », par l'association *La Noir' Rôde*.

Proposé par les Médiathèques d'Agglomération.

DIMANCHE 25 MAI

11h30-12h30 :

Entretien littéraire avec Marek Halter.

14h-15h30 :

Table ronde autour de la Fantasy.

Avec Jérôme Noirez, Laurent Kloetzer, Jean-Louis Fetjaine.

En partenariat avec la Médiathèque d'Agglomération.

16h00-17h30 :

Conte « Nuit du nord » par la conteuse danoise Margrethe Hojlund.

Proposé par les Médiathèques d'Agglomération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention de partenariat Ville de Montpellier/Agglomération de Montpellier jointe en annexe. |

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL





CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

LA VILLE DE MONTPELLIER

dont le siège est situé : 1 place Georges Frêche-34267 Montpellier cedex 2, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Philippe SAUREL, en vertu d'une délibération n°... du Conseil Municipal en date du 5 avril 2014,

Ci-après désignée « La Ville »,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

dont le siège est situé : 50 Place Zeus – CS 39556 - 34961 MONTPELLIER CEDEX 2, représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe SAUREL, en vertu d'une délibération n°... du Conseil de Communauté en date du... 2014,

Ci-après désignée « L'Agglomération » ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

PREAMBULE

La défense du livre et de son économie, la découverte des littératures du monde et des auteurs français et étrangers, la défense des librairies indépendantes en tant que médiateurs indispensables du livre auprès des publics, la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville en matière de culture, ainsi que des principes fondamentaux de la manifestation qu'elle organise, La Comédie du Livre.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat conclu entre la Ville et l'Agglomération, à l'occasion de la manifestation la Comédie du Livre, organisée par la Ville les 23, 24 et 25 mai 2014.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est passée à compter de la date de signature des partenaires, et jusqu'au 10 juin 2014.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DE L'AGGLOMERATION

Dans le cadre du présent partenariat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à la Comédie du Livre :

- en aménageant le stand que la Ville met à sa disposition, dans le but d'accueillir le public autour d'animations en lien avec la lecture publique et la programmation de la manifestation ;
- en établissant une programmation de rencontres en lien avec les grandes lignes de programmation de la 29^e édition ;
- en mettant à disposition de la manifestation l'auditorium du Musée Fabre, afin que celui-ci accueille des rencontres ;
- en mettant à disposition de la manifestation la pelouse du parvis situé devant le Musée Fabre afin qu'y soit accueilli le plateau d'enregistrement du partenaire radio national de la Comédie du Livre.

L'Agglomération s'engage à cet effet à affecter les ressources nécessaires à la mise en œuvre des actions susvisées.

4.1 – Stand

L'Agglomération s'engage à aménager et animer le stand qui lui est dévolu par la Ville. Les aménagements seront réalisés dans le strict respect de la scénographie générale de la manifestation : les stands sont mis à la disposition des partenaires, accompagnés d'une signalétique extérieure répondant à la charte graphique générale de la Comédie du Livre. Il est demandé à chacun de ne pas rajouter d'éléments de communication à l'extérieur des stands, par souci de cohérence esthétique et d'homogénéité visuelle.

Le stand présentera les activités en faveur de la lecture publique menées par le réseau des Médiathèques de l'Agglomération et proposera un certain nombre d'animations en lien avec la programmation de la manifestation (pays invités, carte blanche, éditeur invité, écrivains accueillis par les librairies...).

L'Agglomération s'engage à assurer sur le stand une permanence continue afin d'accueillir le public pendant toute la durée de la Comédie du Livre.

4.2 – Rencontres

Le réseau des Médiathèques d'Agglomération proposera des rencontres qui s'inséreront dans la programmation générale de la Comédie du Livre. Ces propositions entreront en cohérence avec les grands axes de la programmation et privilégieront la valorisation des littératures étrangères mises à l'honneur.

Ces rencontres mobiliseront prioritairement des écrivains déjà invités par les libraires (étrangers ou français), par souci de ne pas accroître encore le nombre d'intervenants. Ces rencontres auront lieu au Musée Fabre ou sur le stand, selon les besoins.

4.3 – Mise à disposition de l'Auditorium du musée Fabre

L'Agglomération mettra gratuitement à la disposition de la Ville l'auditorium du musée Fabre pendant les trois jours de la manifestation (23-24-25 mai 2014). Y seront programmées prioritairement les rencontres organisées par le réseau des Médiathèques, aux heures demandées par celui-ci et selon les possibilités.

La Ville y programmera aussi un certain nombre de rencontres portées par les librairies et associations participant à la manifestation.

Les organisateurs des conférences ayant lieu dans les créneaux susvisés devront se conformer aux règles de sécurité relatives à l'accueil du public dans l'auditorium. Ils s'engagent en particulier à respecter les consignes prescrites par les agents de sécurité du musée Fabre et à contrôler les entrées afin de ne pas dépasser la jauge autorisée.

4.4 – Mise à disposition de la pelouse du parvis du Musée Fabre

L'Agglomération mettra gratuitement à la disposition de la Ville la pelouse située sur le parvis du Musée Fabre. Celle-ci pourra accueillir le plateau d'enregistrement des émissions proposées par le partenaire radio de la Comédie du Livre.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DE LA VILLE

Afin de rendre visible et de valoriser les actions portées à l'année par l'Agglomération en faveur du livre et de la lecture publique, la Ville de Montpellier souhaite l'associer à la sa manifestation La Comédie du Livre :

- en l'accueillant sur un espace sous tente qui lui est confié pendant la manifestation ;
- en lui garantissant l'accès à l'assistante technique générale prévue par l'organisation ;
- en rendant visible et en valorisant la programmation proposée par le Réseau des Médiathèques de l'Agglomération sur les supports de communication de la manifestation.

4.1 – Mise à disposition d'un espace sur le domaine public

Lors des 3 jours que dure la Comédie du Livre, l'Agglomération se voit accueillie sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle.

La Ville met à la disposition de l'Agglomération un espace sous chapiteau de m² pour aménagement d'un stand dédié au Réseau des Médiathèques d'Agglomération, à la valorisation de ses actions en faveur de la lecture publique, aux animations que les Médiathèques souhaiteront proposer au public, à l'accueil de celui-ci.

4.2 – Mise à disposition logistique et technique

Le stand est mis à disposition de l'Agglomération avec un plancher, un point d'alimentation électrique et une signalétique extérieure. L'aménagement intérieur est à la charge de l'Agglomération. Cet espace bénéficie de l'assistante technique générale de la manifestation.

4.3 – Annonce de la programmation proposée par l'Agglomération

La Ville s'engage à annoncer l'ensemble des animations et rencontres proposées par l'Agglomération dans le cadre de la Comédie du Livre, sur le programme général, sur le site internet de la manifestation, sur le catalogue consacré aux littératures nordiques (quand les propositions le rendent nécessaire). Les éléments doivent être fournis à l'organisation aux dates précisées par elle.

Les rencontres proposées par des partenaires sont accompagnées de la mention suivante : proposé(e) par (nom du partenaire).

ARTICLE 5 – COMMUNICATION

La Ville et l'Agglomération s'engagent, pour l'ensemble des activités concernées par ce partenariat, à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Les documents de communication devront faire apparaître les logotypes de :

- la Ville de Montpellier ;
- l'Agglomération.

ARTICLE 6 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention se trouverait résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

En particulier, l'inexécution totale ou partielle des obligations et engagements contenus dans la convention et ses annexes entraînera de plein droit la résiliation de la présente convention, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Dans ce cadre, la partie défaillante se verrait dans l'obligation de verser aux autres une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par ces dernières.
Toute résiliation donnera lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises.

ARTICLE 7 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire,

Pour l'Agglomération,

Monsieur le Président,

*Signer et parapher chaque page

Direction de la Culture et
du Patrimoine
Direction de la Culture et du
Patrimoine

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 199

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Comédie du livre 2014

Convention de partenariat avec Ikéa et Les vignerons du Pic Saint Loup

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

La défense du livre et de son économie, la découverte des littératures du monde et des auteurs français et étrangers, la défense des librairies indépendantes en tant que médiateurs indispensables du livre auprès des publics, la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville de Montpellier en matière de culture, ainsi que des principes fondamentaux de la manifestation qu'elle organise, La Comédie du Livre.

Les 23, 24 et 25 mai 2014 se tiendra la 29^e édition de la Comédie du Livre. Chaque année, l'événement reçoit plusieurs milliers de visiteurs et plus de deux cents auteurs autour d'une centaine de moments littéraires et artistiques, sur l'esplanade Charles-De-Gaulle, en plein cœur de ville.

Après le large succès rencontré en 2011 par les littératures de langue allemande, en 2012 avec les littératures du Royaume-Uni, et en 2013 avec les littératures du Maghreb, la Ville de Montpellier a fait le choix d'inviter, pour cette nouvelle édition, les littératures nordiques contemporaines. Pendant les trois jours que dure l'événement, une trentaine d'écrivains islandais, norvégiens, suédois, danois et finlandais participeront à une riche programmation de rencontres célébrant les Lettres nordiques.

En écho aux littératures nordiques invitées, le magasin IKEA Montpellier s'associe à la manifestation et fournira, à titre gracieux, le mobilier des espaces Accueil et presse, Littératures nordiques et éditions Métailié, Carte Blanche, Rectorat, CRDP, BIU, Forum des médiathèques et bibliothèques, Rencontres et Rencontres jeunesse de la Comédie du Livre. Par cette action, le magasin IKEA Montpellier participera à apporter une unité esthétique à l'ensemble de la manifestation en lui offrant des outils propices à un moment convivial afin que tous puissent profiter au mieux des temps d'échanges proposés durant le week-end.

Prenant la suite d'un partenariat déjà esquissé pour l'édition 2013 de la Comédie du Livre, les Vignerons du Pic Saint Loup s'associent cette année encore à l'événement et mettront à disposition, à titre gracieux, les vins de leur production, lors des différents déjeuners et dîners offerts par la Ville aux personnalités et aux écrivains nordiques invités dans le cadre de la 29^e édition de la Comédie du Livre. Ainsi, l'invitation faite aux écrivains

étrangers de rencontrer le public montpelliérain sera aussi pour tous l'occasion de découvrir le goût d'un terroir et l'identité d'un territoire, rendant toujours plus vive l'idée de partage qui préside à l'organisation de la manifestation.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les conventions de partenariat jointes en annexe.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

LA VILLE DE MONTPELLIER

dont le siège est situé : 1 place Georges Frêche-34267 Montpellier cedex 2, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Philippe SAUREL, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014,

Ci-après désignée « La Ville de Montpellier »,

ET

Le Magasin IKEA MONTPELLIER

dont le siège est situé : 1 Place de Troie, 34967 Montpellier, représentée par sa directrice, Madame Annie Guttin,

Ci-après désignée « IKEA Montpellier » ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

PREAMBULE

La défense du livre et de son économie, la découverte des littératures du monde et des auteurs français et étrangers, la défense des librairies indépendantes en tant que médiateurs indispensables du livre auprès des publics, la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville en matière de culture, ainsi que des principes fondamentaux de la manifestation qu'elle organise, La Comédie du Livre.

IKEA Montpellier s'associe à la manifestation consacrée pour sa 29^{ème} édition aux littératures nordiques, en mettant à disposition de l'organisateur du mobilier pendant le temps de la manifestation.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat conclu entre la Ville de Montpellier et IKEA Montpellier, à l'occasion de la 29^{ème} édition de la manifestation la Comédie du Livre, organisée par la Ville les 23, 24 et 25 mai 2014.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est passée à compter de la date de signature des partenaires, et jusqu'au 15 juin 2014.
IKEA

ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DE IKEA MONTPELLIER

Dans le cadre du présent partenariat, le magasin IKEA Montpellier met gracieusement à disposition de l'organisateur de la Comédie du Livre, le mobilier nécessaire à l'aménagement des espaces Accueil et presse, Littératures nordiques et éditions Métailié, Carte Blanche, Rectorat, CRDP, BIU, Forum des médiathèques et bibliothèques, Rencontres et Rencontres jeunesse. La liste dudit mobilier est annexée à la présente convention. La valeur de l'ensemble du mobilier mis à disposition est à neuf de 18 777,64€ TTC (dix-huit mille sept cents soixante-dix-sept euros et soixante-quatre centimes).

Le mobilier sera mis à disposition de l'organisateur le 12 mai 2014, dans ses locaux situés 1 Place de Troie, 34967 Montpellier, démonté et emballé, et restitué partiellement démonté par l'organisateur dans lesdits locaux le 28 mai 2014.

IKEA Montpellier s'engage à fournir le logo à insérer sur les supports de communication de la manifestation.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville de Montpellier s'engage à transporter de puis le magasin IKEA Montpellier, monter et présenter le mobilier mis gracieusement à disposition par IKEA Montpellier dans les espaces Accueil et presse, Littératures nordiques et éditions Métailié, Carte Blanche, Rectorat, CRDP, BIU, Forum des médiathèques et bibliothèques, Rencontres et Rencontres jeunesse durant l'édition 2014 de la Comédie du Livre (23, 24, 25 mai 2014)

La Ville de Montpellier s'engage à restituer après la manifestation ledit mobilier partiellement démonté au magasin IKEA Montpellier.

Afin de rendre visible et de valoriser le partenariat avec le magasin IKEA Montpellier, la Ville de Montpellier s'engage à insérer le logo du magasin IKEA Montpellier sur les supports de communication de la manifestation tels que l'affiche de la manifestation et les insertions presse.

La Ville de Montpellier s'engage par ailleurs à faire figurer dans le programme général de la manifestation la mention :

« IKEA

Le mobilier des espaces Accueil et presse, Littératures nordiques et éditions Métailié, Carte Blanche, Rectorat, CRDP, BIU, Forum des médiathèques et bibliothèques, Rencontres et Rencontres jeunesse de la Comédie du Livre a été gracieusement mis à disposition par le magasin IKEA Montpellier ».

La Ville de Montpellier s'engage à insérer la mention suscitée dans les stands de la manifestation aménagés grâce au mobilier IKEA.

ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention se trouverait résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

En particulier, l'inexécution totale ou partielle des obligations et engagements contenus dans la convention et ses annexes entraînera de plein droit la résiliation de la présente convention, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Dans ce cadre, la partie défaillante se verrait dans l'obligation de verser aux autres une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par ces dernières.

Toute résiliation donnera lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises.

ARTICLE 6 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire,

Pour le magasin IKEA Montpellier,

Madame Annie Guttin,

*Signer et parapher chaque page

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

LA VILLE DE MONTPELLIER

dont le siège est situé : 1 place Georges Frêche-34267 Montpellier cedex 2, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Philippe SAUREL, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014,

Ci-après désignée « La Ville de Montpellier »,

ET

Le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup
dont le siège est situé à Valflaunès (34270), Le Presbytère - Rue de l'Eglise,
représentée par son Président en exercice, Guilhem Viau,

Ci-après désignée « Les vignerons du Pic Saint-Loup » ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

La défense du livre et de son économie, la découverte des littératures du monde et des auteurs français et étrangers, la défense des librairies indépendantes en tant que médiateurs indispensables du livre auprès des publics, la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville en matière de culture, ainsi que des principes fondamentaux de la manifestation qu'elle organise, la Comédie du Livre.

Le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup s'associe à la manifestation consacrée pour sa 29^{ème} édition aux littératures nordiques, en mettant à disposition le vin de sa production pour l'ensemble des repas des invités de la Ville de Montpellier pendant le temps de la manifestation.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat conclu entre La Ville de Montpellier et le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup, à l'occasion de l'édition 2014 de la Comédie du Livre, qui aura lieu à Montpellier le 23, le 24 et le 25 mai 2014.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est passée à compter de la date de signature des partenaires, et jusqu'au 10 juin 2014.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DES VIGNERONS DU PIC SAINT-LOUP

Dans le cadre du présent partenariat, le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup met à disposition de l'organisation de la manifestation des bouteilles de vin de sa production en vue de la fourniture de l'ensemble du vin servi :

- Lors de la dégustation proposée le 22 mai 2014 dans le cadre du repas inaugural de la manifestation servi aux invités de la Ville Montpellier et qui se tiendra à la Maison des Relations internationales à partir de 20h30. Le nombre d'invités, estimé à 150 personnes, est susceptible d'être modifié. Un nombre définitif sera communiqué au Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup au plus tard le 12 mai 2014.
- Lors des 6 repas, midi et soir, du 23 au 25 mai 2014 servis aux 165 invités de la Ville de Montpellier, lesdits repas étant servis à la Brasserie du Corum (Esplanade Charles de Gaulle - 34027 Montpellier), de 12 à 14 heures pour le déjeuner et à partir de 19h30 pour le dîner.

Le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup s'engage à livrer les bouteilles de vin rouge, blanc et rosé, représentative de sa production, en amont de la manifestation et selon les modalités convenues avec l'organisateur et au plus tard 24 heures avant le début de la manifestation :

- à la Maison des Relations internationales pour la soirée inaugurale,
- à la Brasserie du Corum, lieu de service des repas des intervenants pendant la Comédie du Livre.

Le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup s'engage à assurer une présence jeudi 22 mai au soir lors du repas inaugural afin de présenter aux convives sa production.

Les vignerons du Pic Saint-Loup s'engagent à fournir le logo et tous éléments de communication nécessaires à insérer sur les supports de communication de la manifestation.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville de Montpellier s'engage à assurer le service des vins fournis pour l'intégralité des temps de repas et de dégustation durant les repas du 22 mai au soir, du 23 au 25 mai midi et soir.

Afin de rendre visible et de valoriser le partenariat avec Les vignerons du Pic Saint-Loup, la Ville de Montpellier s'engage à insérer le logo du Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup sur les supports de communication de la manifestation tels que l'affiche de la manifestation.

La Ville de Montpellier s'engage par ailleurs à faire figurer dans le programme général de la manifestation la mention convenue avec le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup présentant et promouvant leurs activités. Ladite mention sera soumise pour validation aux services de la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier s'engage à informer le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup de toutes modifications relatives à l'accueil et au nombre de convives dans les plus brefs délais, et à mettre en relation le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup avec les services de la Ville ou les prestataires en charge de ces accueils.

La Ville de Montpellier s'engage à convier au repas inaugural des vignerons du Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup, selon les modalités convenues avec eux. La Ville de Montpellier s'engage à faire mention du partenariat lors de cette soirée inaugurale, selon les termes convenus avec le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup

ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention se trouverait résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

En particulier, l'inexécution totale ou partielle des obligations et engagements contenus dans la convention et ses annexes entraînera de plein droit la résiliation de la présente convention, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Dans ce cadre, la partie défaillante se verrait dans l'obligation de verser aux autres une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par ces dernières.

Toute résiliation donnera lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises.

ARTICLE 6 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire,

Pour le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup,

Monsieur Guilhem Viau,

*Signer et parapher chaque page

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Santé Cotisation à un organisme national pour l'année 2014

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier adhère à certains organismes par le versement de cotisations. La Ville de Montpellier est membre du Réseau Français des Villes-Santé OMS, qui a pour objet le soutien et le développement du Réseau Français des Villes-Santé, en référence aux objectifs de la Santé pour Tous en l'an 2000 et du Programme Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Il est proposé de confirmer l'adhésion de la Ville au Réseau Français des Villes-Santé OMS pour l'exercice 2014, avec les imputations budgétaires suivantes :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
921	6281	Réseau Français des Villes-Santé OMS	1 209 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de la cotisation à l'organisme cité ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 1 209 euros sur les crédits inscrits au budget 2014 au chapitre 921.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement SOCIETE CARREFOUR Autorisation d'exploiter (régularisation) Avis du Conseil Municipal

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Par arrêté préfectoral n°2014-I-022 en date du 10 janvier 2014, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui s'est déroulée du mardi 11 février 2014 au mardi 18 mars 2014 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur PERRIN, directeur de l'hypermarché Carrefour, dont le siège social est situé à EVRY (91002), 1 rue Jean Mermoz, ZAE Saint Guénault. Elle concerne l'autorisation d'exploitation d'un hypermarché Carrefour, sis route de Ganges, à Saint-Clément-de-Rivière.

La société CARREFOUR exploite, déjà, actuellement l'hypermarché Carrefour sis route de Ganges à Saint-Clément-de-Rivière.

Le conseil municipal de la Ville de Montpellier doit rendre un avis concernant l'autorisation d'exploiter un hypermarché Carrefour (régularisation), route de Ganges à Saint-Clément-de-Rivière, la Ville de Montpellier se trouvant dans le périmètre de l'installation.

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment les articles R.512-14 à R.512-25, sous les rubriques 1185-2a, et 2221-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Après examen du dossier, dont les conclusions techniques sont annexées à la présente,

Il est proposé au conseil municipal d'émettre un avis favorable concernant ce projet, sous réserve:

- que les mesures techniques complémentaires permettant de remédier aux émergences non conformes, relevées en période de nuit, soient mises en œuvre.

- que les eaux d'extinction soient récupérées, contenues puis éliminées sans risque de contamination du réseau d'eaux pluviales, y compris au niveau de la zone de dépôtage.
- que les installations de confinement des fluides frigorigènes soient maintenues en parfait état d'étanchéité et régulièrement révisées par une société agréée.
- que les déchets carnés soient éliminés de manière conforme à la réglementation en vigueur (équarisseur).

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Rapport Technique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement SOCIETE CARREFOUR

Autorisation d'exploiter (régularisation) un Hypermarché Carrefour, route de Ganges à Saint-Clément-de-Rivière

Par Arrêté Préfectoral n°2014-I-022 en date du 10 janvier 2014, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui s'est déroulée du mardi 11 février 2014 au mardi 18 mars 2014 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur PERRIN, Directeur de l'hypermarché Carrefour, dont le siège social est situé à EVRY (91002), 1 rue Jean Mermoz, ZAE Saint Guénault. Elle concerne l'autorisation d'exploitation d'un hypermarché Carrefour, sis route de Ganges, à Saint-Clément de-Rivière.

La société CARREFOUR exploite, déjà, actuellement l'Hypermarché Carrefour sis route de Ganges à Saint-Clément-de-Rivière.

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-14 à R.512-25, sous les rubriques 1185-2a, et 2221-1 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

- Une activité exercée sur ce site est soumise à **Autorisation**, en application du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, sous la rubrique :

2221-1 : Préparation et/ou conservation de produits d'origine animale.

Sur le site, le volume d'activité concernant cette rubrique est de **3 tonnes/jour**.

La nomenclature ICPE de mars 2012 (Décret n°2012-384 du 20 mars 2012), prévoit qu'à partir de **2 tonnes/jour** de produits entrant d'origine animale, l'installation est soumise au régime d'Enregistrement, seules les installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642 sont soumises au régime d'Autorisation.

En ce qui concerne, ce dossier de demande d'autorisation formulée par la Société CARREFOUR, malgré la modification de la nomenclature ICPE en mars 2012, l'exploitant a souhaité poursuivre la procédure de demande d'autorisation, en application de l'article R.512-46-30 du Code de l'Environnement.

- Une activité exercée sur ce site est soumise au régime de **la Déclaration Contrôlée** et est classée dans la rubrique suivante :

1185-2a : concernant les gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement 842/2006 ou les substances appauvrissant la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).

La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300kg, cette activité est soumise au régime de la Déclaration Contrôlée.

- Pour les activités relevant des rubriques **1412-2, 1432-2, 1520, 2160, 2171, 2220 et 2230**, les seuils étant inférieurs aux seuils de classement de la réglementation en

matière d'ICPE, ces activités ne sont pas concernées par les prescriptions réglementaires.

Au regard des éléments du présent dossier, les principaux risques pour l'environnement et la Santé Publique sont les suivants :

- **Nuisances sonores:**

Des mesures sonores ont été réalisées en septembre 2011, de nuit et de jour, en limites de propriété ainsi qu'au niveau des zones à émergence réglementées.

Les mesures sonores en limites de propriété, en période de jour et de nuit, sont conformes à la réglementation.

En zone à émergence réglementée, les émergences mesurées en période de jours sont conformes à la réglementation.

De nuit, l'émergence au point E1, au nord du site côté Saint Clément de Rivière, avenue des Orchidées (CF plan annexe 1), dépasse l'émergence réglementaire mais n'impacte pas la Commune de Montpellier. Le dépassement pourrait s'expliquer par un niveau initial bas (31.5 dB).

Dans le dossier il est indiqué que la Société CARREFOUR prévoyait, sur l'année 2013, une étude interne afin de définir les solutions techniques à mettre en œuvre afin de réduire le bruit émis par le fonctionnement des installations présentes dans la cour de service (compacteur, benne à déchets...) et remédier à cette non-conformité.

Les éléments relatifs aux éventuelles solutions techniques n'ont pas été joints au dossier d'Autorisation. Une nouvelle campagne de mesure devra être réalisée afin de vérifier l'efficacité des équipements mis en place.

- **Risque de pollution du milieu : eau, sol, air**

L'hypermarché est implanté dans une zone d'activités. Le captage le plus proche de l'installation est à 2km de l'installation. Aucun cours d'eau ne se situe à proximité immédiate du site Carrefour. Le cours d'eau le plus proche est le Verdanson situé à 500 mètres à l'Ouest, côté Route de Ganges.

Les mesures suivantes permettent de limiter l'impact de cette Installation Classée sur l'environnement :

Concernant l'eau et les sols :

L'alimentation en eau potable de l'hypermarché est assurée par le réseau de la commune, il n'y a pas de forage sur le site. L'alimentation en eau potable est équipée d'un disconnecteur qui évite un retour d'eau dans le réseau en cas d'incident. L'ensemble du site est bétonné afin d'assurer une imperméabilité des planchers et limiter les pollutions.

- Les eaux usées :
Les eaux issues des ateliers de préparation (boucherie, charcuterie, boulangerie...) transitent par un bac à graisse avant de rejoindre le réseau communal d'assainissement de type séparatif et d'être traitées en station d'épuration.
Les eaux usées issues des sanitaires rejoignent le réseau communal et subissent un traitement en station d'épuration avant rejet en milieu naturel.
- Les eaux pluviales : elles sont stockées en bassin tampon puis dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures et rejetées dans le réseau pluvial.
- Les eaux d'extinction : rien n'est indiqué dans le dossier concernant la mise en rétention du bâtiment afin de contenir les eaux d'extinction et prévenir tout risque de contamination du réseau d'eaux pluviales notamment. L'existence d'un réservoir de stockage étanche pour les eaux d'extinction avant élimination n'est pas précisée. Il semblerait que des aménagements tels que des obturateurs gonflables aient été envisagés mais rien n'est précisé en la matière.
Compte-tenu du risque de contamination du réseau pluvial par les eaux d'extinction en cas d'incendie aussi bien dans le bâtiment qu'au niveau de l'aire de dépotage extérieure. Il est indispensable de mettre en œuvre toute mesure technique permettant la mise en rétention du bâtiment et la récupération/stockage des eaux d'extinction extérieure (aire de dépotage) et de procéder à leur dépollution et/ou pompage de ces dernières en vue de leur élimination.

Il n'est pas non plus précisé s'il existe un système de vannes, en extérieur, permettant d'obturer le réseau d'eaux pluviales en cas d'incident.

La gestion des eaux d'extinction devra être clarifiée.

- Concernant l'air :

Les fluides frigorigènes, en cas de fuite, ont un impact négatif important sur l'environnement en augmentant l'effet de serre et en favorisant la destruction de la couche d'ozone, il convient donc être vigilant.

Ces fluides sont principalement des gaz à température et pression ambiante et peuvent majoritairement avoir un impact sur l'air plutôt que sur l'eau et le sol.

Toute opération de dégazage dans l'atmosphère de fluides frigorigènes est interdite sauf si elle est nécessaire afin d'assurer la sécurité des personnes.

Au regard des éléments du présent dossier, les principales sources d'émissions atmosphériques sont liées à la consommation de fluides frigorigènes (groupes froids et roof tops), à la présence de fioul et de gaz alimentant les chaudières.

- ➔ Des contrôles réguliers de l'étanchéité des circuits contenant les fluides frigorigènes sont assurés par une société agréée.

Les éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes devront être maintenus en parfait état d'étanchéité.

Toute fuite détectée devra être colmatée dans les plus brefs délais par un professionnel agréé.

- **Risque Incendie:**

Cette problématique est gérée de manière spécifique par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34).

Les prescriptions du SDIS 34 devront être prises en compte et strictement respectées en matière de sécurité incendie. Les déchets stockés ayant un fort pouvoir calorifique, une attention particulière devra être portée sur le risque incendie et sa gestion et maîtrise.

- **Risque pour la Santé Publique:**

- Risque biologique :

Les déchets carnés doivent être éliminés via des filières spécifiques. Une attention particulière doit être apportée aux Matières à Risque Spécifique (MRS) liées à l'activité de boucherie et en particulier si des carcasses entières sont découpées dans le laboratoire Boucherie.

- Risque chimique :

Il est principalement lié à la présence de fluides frigorigènes dans les groupes froids et roof-tops.

Les fluides frigorigènes des groupes froids et roof tops peuvent représenter, en cas de fuite, un danger pour la santé publique, en cas de contact cutané ou d'inhalation.

Dans le présent dossier, il n'y a aucun élément concernant un éventuel système de détection de fuites qui permettrait une action rapide de la société agréée pour le colmatage.

Aucune procédure ne semble avoir été mise en place afin que le personnel puisse appliquer les consignes de sécurité et conduites à tenir en cas de fuite.

Une maintenance régulière et conforme aux prescriptions de la réglementation en matière de fluides frigorigènes devra être assurée par un professionnel agréé.

Le contrôle d'étanchéité des équipements contenant des fluides frigorigènes devra être réalisé périodiquement.

Après étude du dossier, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis Favorable concernant ce projet sous réserve que :

- Les mesures techniques complémentaires permettant de remédier aux émergences non conformes, relevées en période de nuit, soient mises en œuvre.
- Toute mesure soit prise afin que les eaux d'extinction, en cas d'incendie, soient récupérées, contenues puis éliminées sans risque de contamination du réseau d'eau pluviale, y compris au niveau de la zone de dépotage.
- Les installations de confinement des fluides frigorigènes soient maintenues en parfait état d'étanchéité et régulièrement révisées par une société agréée.
- Les déchets carnés soient éliminés de manière conforme à la réglementation en vigueur (équarisseur).

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement SOCIETE CARREFOUR Autorisation d'exploiter (régularisation) Avis du Conseil Municipal

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Par arrêté n°2014-I-024 en date du 10 janvier 2014, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui s'est déroulée du lundi 11 février 2014 au jeudi 13 mars 2014 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur RAMOS, Directeur de l'hypermarché Carrefour, dont le siège social est situé à EVRY (91002), 1 rue Jean Mermoz, ZAE Saint Guénault. Elle concerne l'autorisation d'exploitation d'un hypermarché Carrefour, sis route de Sète, à Saint-Jean-de-Védas.

La société CARREFOUR exploite, déjà, actuellement l'hypermarché Carrefour sis route de Sète à Saint Jean de Védas.

Le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier doit rendre un avis concernant l'autorisation d'exploiter un hypermarché Carrefour (Régularisation), route de Sète à Saint Jean de Védas, la Ville de Montpellier se trouvant dans le périmètre de l'installation.

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-14 à R.512-25, sous les rubriques 1185-2a et 2221-1 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Après examen du dossier, dont les conclusions techniques sont annexées à la présente,

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable concernant ce projet, sous réserve:

- que les eaux d'extinction soient récupérées, contenues puis éliminées sans risque de contamination du réseau d'eaux pluviales, y compris au niveau de la zone de dépotage.
- que les installations de confinement des fluides frigorigènes soient équipées de détecteurs de fuites ; maintenues en parfait état d'étanchéité et régulièrement révisées par une société agréée.
- que les déchets carnés soient éliminés de manière conforme à la réglementation en vigueur (équarisseur).

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Rapport Technique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement SOCIETE CARREFOUR Autorisation d'exploiter (régularisation) un Hypermarché Carrefour, route de SETE à Saint JEAN-DE-VEDAS

Par arrêté n°2014-I-024 en date du 10 janvier 2014, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui s'est déroulée du lundi 11 février 2014 au jeudi 13 mars 2014 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur RAMOS, Directeur de l'hypermarché Carrefour, dont le siège social est situé à EVRY (91002), 1 rue Jean Mermoz, ZAE Saint Guénault. Elle concerne l'autorisation d'exploitation d'un hypermarché Carrefour, sis route de Sète, à Saint-Jean-de-Védas.

La société CARREFOUR exploite, déjà, actuellement l'hypermarché Carrefour sis route de Sète à Saint Jean de Védas.

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-14 à R.512-25, sous les rubriques 1185-2a, et 2 221-1 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

- Une activité exercée sur ce site est soumise à **Autorisation**, en application du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, sous la rubrique :

2221-1 : Préparation et/ou conservation de produits d'origine animale.

Sur le site, le volume d'activité concernant cette rubrique est de **2,5 tonnes/jour**.

La nomenclature ICPE de mars 2012 (Décret n°2012-384 du 20 mars 2012), prévoit qu'à partir de **2 tonnes/jour** de produits entrant d'origine animale, l'installation est soumise au régime d'Enregistrement, seules les installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642 sont soumises au régime d'Autorisation.

En ce qui concerne ce dossier de demande d'autorisation formulée par la Société CARREFOUR, malgré la modification de la nomenclature ICPE en mars 2012, l'exploitant a souhaité poursuivre la procédure de demande d'autorisation, en application de l'article R.512-46-30 du Code de l'Environnement.

- Une activité exercée sur ce site est soumise au régime de **la Déclaration Contrôlée** et est classée dans la rubrique suivante :

1185-2a : concernant les gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement 842/2006 ou les substances appauvrissant la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).

La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300kg, cette activité est soumise au régime de la Déclaration Contrôlée.

- Pour les activités relevant des rubriques 1412-2, 1432-2, 1520, 2160, 2171, 2220 et 2230, les seuils étant inférieurs aux seuils de classement de la réglementation en matière d'ICPE, ces activités ne sont pas concernées par les prescriptions réglementaires.

Au regard des éléments du présent dossier, les principaux risques pour l'environnement et la Santé Publique sont les suivants :

- **Nuisances sonores:**

Des mesures sonores ont été réalisées en octobre 2011, de nuit et de jour, en limites de propriété.

Les mesures sonores en limites de propriété, en période de jour et de nuit, sont conformes à la réglementation.

Il n'y a pas de zone à émergence réglementée dans un rayon de 500 mètres.

Dans le dossier, il est indiqué que la Société CARREFOUR prévoyait, sur l'année 2013, une étude interne afin de définir les solutions techniques à mettre en œuvre afin de réduire le bruit émis par le fonctionnement des installations présentes dans la cour de service (compacteur, benne à déchets...) et de remédier à cette non-conformité.

Les éléments relatifs aux éventuelles solutions techniques n'ont pas été joints au dossier d'Autorisation. Une nouvelle campagne de mesure devra être réalisée afin de vérifier l'efficacité des équipements mis en place.

- **Risque de pollution du milieu : eau, sol, air**

L'hypermarché est implanté dans une zone d'activités. Le captage le plus proche de l'installation est situé à 300 mètres de l'installation. Le milieu naturel peut donc être considéré comme sensible ; étant donné le positionnement du site CARREFOUR dans les périmètres de protection rapprochée des forages d'alimentation en eau potable de Lauzette (avis du 18/03/1994 et de Lou Garrigou (DUP du 05/09/1986). Ces forages vont puiser les eaux souterraines des réservoirs calcaires ; ils ne constituent pas une cible vis-à-vis de l'hypermarché car ils sont protégés par deux formations naturelles de nature argileuse.

Aucun cours d'eau ne se situe à proximité immédiate du site Carrefour. Le cours d'eau le plus proche est le ruisseau de la Mosson à 1,5 km au sud.

Les mesures suivantes permettent de limiter l'impact de cette Installation Classée sur l'environnement :

Concernant l'eau et les sols :

L'alimentation en eau potable de l'hypermarché est assurée par le réseau de la commune, il n'y a pas de forage sur le site. L'alimentation en eau potable est équipée d'un disconnecteur qui évite un retour d'eau dans le réseau en cas d'incident. L'ensemble du site est bétonné afin d'assurer une imperméabilité des planchers et limiter les pollutions.

- Les eaux usées :
Les eaux issues des ateliers de préparation (boucherie, charcuterie, boulangerie...) transitent par un bac à graisse avant de rejoindre le réseau communal d'assainissement de type séparatif et être traitées en station d'épuration.
Les eaux usées issues des sanitaires rejoignent le réseau communal et subissent un traitement en station d'épuration avant rejet en milieu naturel.
- Les eaux pluviales : elles sont stockées en bassin tampon et rejetées dans le réseau pluvial.
- Les eaux d'extinction : rien n'est indiqué dans le dossier concernant la mise en rétention du bâtiment afin de contenir les eaux d'extinction et prévenir tout risque de contamination du réseau d'eaux pluviales notamment. L'existence d'un réservoir de stockage étanche pour les eaux d'extinction avant élimination n'est pas précisée. Il semblerait que des aménagements tels que des obturateurs gonflables aient été envisagés mais rien n'est précisé en la matière.
Compte-tenu du risque de contamination du réseau pluvial par les eaux d'extinction en cas d'incendie aussi bien dans le bâtiment qu'au niveau de l'aire de dépotage extérieure, il est indispensable de mettre en œuvre toute mesure technique permettant la mise en rétention du bâtiment et la récupération/stockage des eaux d'extinction extérieure (aire de dépotage) et de procéder à leur dépollution et/ou pompage de ces dernières en vue de leur élimination.

Il n'est pas non plus précisé s'il existe un système de vannes, en extérieur, permettant d'obturer le réseau d'eaux pluviales en cas d'incident.

La gestion des eaux d'extinction devra être clarifiée.

- **Concernant l'air :**

Les fluides frigorigènes, en cas de fuite, ont un impact négatif important sur l'environnement en augmentant l'effet de serre et en favorisant la destruction de la couche d'ozone, il convient donc être vigilant.

Ces fluides sont principalement des gaz à température et pression ambiante et peuvent majoritairement avoir un impact sur l'air plutôt que sur l'eau et le sol.

Toute opération de dégazage dans l'atmosphère de fluides frigorigènes est interdite sauf si elle est nécessaire afin d'assurer la sécurité des personnes.

Au regard des éléments du présent dossier, les principales sources d'émissions atmosphériques sont liées à la consommation de fluides frigorigènes (groupes froids et roof tops), à la présence de fioul et de gaz alimentant les chaudières.

- ☞ Des contrôles réguliers de l'étanchéité des circuits contenant les fluides frigorigènes sont assurés par une société agréée.

Les éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes devront être maintenus en parfait état d'étanchéité.

Toute fuite détectée devra être colmatée dans les plus brefs délais par un professionnel agréé.

- **Risque Incendie:**

Cette problématique est gérée de manière spécifique par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34).

Les prescriptions du SDIS 34 devront être prises en compte et strictement respectées en matière de sécurité incendie. Les déchets stockés ayant un fort pouvoir calorifique, une attention particulière devra être portée sur le risque incendie et sa gestion et maîtrise.

- **Risque pour la Santé Publique:**

- Risque biologique :

Les déchets carnés doivent être éliminés via des filières spécifiques. Une attention particulière doit être apportée aux Matières à Risque Spécifique (MRS) liées à l'activité de boucherie et en particulier si des carcasses entières sont découpées dans le laboratoire Boucherie.

- Risque chimique :

Il est principalement lié à la présence de fluides frigorigènes dans les groupes froids et roof-tops.

Les fluides frigorigènes des groupes froids et roof tops peuvent représenter, en cas de fuite, un danger pour la santé publique, en cas de contact cutané ou d'inhalation.

Dans le présent dossier, il n'y a aucun élément concernant un éventuel système de détection de fuites qui permettrait une action rapide de la société agréée pour le colmatage.

Aucune procédure ne semble avoir été mise en place afin que le personnel puisse appliquer les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de fuite.

Une maintenance régulière et conforme aux prescriptions de la réglementation en matière de fluides frigorigènes devra être assurée par un professionnel agréé.

Le contrôle d'étanchéité des équipements contenant des fluides frigorigènes devra être réalisé périodiquement.

Après étude du dossier, il est proposé au Conseil Municipal d’émettre un Avis Favorable concernant ce projet sous réserve que :

- **Toute mesure soit prise afin que les eaux d’extinction, en cas d’incendie, soient récupérées, contenues puis éliminées sans risque de contamination du réseau d’eau pluviale, y compris au niveau de la zone de dépotage.**
- **Les installations de confinement des fluides frigorigènes soient équipées de détecteurs de fuites ; maintenues en parfait état d’étanchéité et régulièrement révisées par une société agréée.**
- **Les déchets carnés soient éliminés de manière conforme à la réglementation en vigueur (équarisseur).**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Ecoles maternelles et élémentaires Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'école

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 06 septembre 1990, le maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le conseil municipal sont amenés à siéger au sein des conseils d'écoles des établissements scolaires publics de premier degré.

Le conseil d'école se réunit au moins une fois par trimestre. Selon l'article 18 du même décret, le conseil d'école, sur proposition du directeur de l'école :

- vote le règlement intérieur de l'école.
- donne des avis et présente toutes suggestions sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, et notamment sur :
 - Les actions pédagogiques qui sont entreprises pour réaliser les objectifs nationaux du service public d'enseignement ;
 - L'utilisation des moyens alloués à l'école ;
 - Les conditions de bonne intégration d'enfants handicapés ;
 - Les activités périscolaires ;
 - La restauration scolaire ;
 - L'hygiène scolaire ;
 - La protection et la sécurité des enfants dans le cadre scolaire et périscolaire.
- statue sur ce qui concerne la partie pédagogique du projet d'école.
- adopte le projet d'école.
- donne son accord pour l'organisation d'activités complémentaires éducatives, sportives et culturelles
- est consulté par le maire sur l'utilisation des locaux scolaires en dehors des heures d'ouverture de l'école, conformément à l'article 25 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée susvisée.
- En outre, une information doit être donnée au sein du conseil d'école sur :
 - Les principes de choix de manuels scolaires ou de matériels pédagogiques divers ;
 - L'organisation des aides spécialisées.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants dans ces instances.

Groupe scolaire	Maternelle	Elémentaire	Quartier/sous quartier	Représentants élus
Aiguelongue	Luis de CAMOES	Sigmund FREUD	HOPITAUX FACS	Ecole maternelle : --Michèle DRAY-FITOUSSI Ecole élémentaire : -Michèle DRAY-FITOUSSI
Antigone	ARISTOTE	PERICLES	CENTRE/Antigone	Ecole maternelle : --Michèle DRAY-FITOUSSI Ecole élémentaire : - Michèle DRAY-FITOUSSI
Bari	Virginia WOOLF	André BOULLOCHE	MOSSON/Paillade	Ecole maternelle : -Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : -Chantal LEVY-RAMEAU
Barcelone	Pablo NERUDA	Simon BOLIVAR	MOSSON/Paillade	Ecole maternelle : -Rabii YOUSSEUS Ecole élémentaire : -Rabii YOUSSEUS
Beethoven	BEETHOVEN	BEETHOVEN	CROIX D'ARGENT/Grisettes	Ecole primaire : -Khanthaly PHOUTTASANG
Bologne	James JOYCE	Sedar SENGHOR	MOSSON/Paillade	Ecole maternelle : -Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : -Chantal LEVY-RAMEAU
Calmette/Aubigné	Agrippa d'AUBIGNE	CALMETTE	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : -Jean-Marc DI RUGGIERO Ecole élémentaire : -Jean-Marc DI RUGGIERO
Chaptal / Jeanne d'Arc	CHAPTAL	Jeanne d'ARC	CENTRE/Arceaux	Ecole maternelle : -Caroline NAVARRE Ecole élémentaire : -Caroline NAVARRE
Cité Astruc	GOETHE	Paul LANGEVIN	CEVENNES/Cité Astruc	Ecole maternelle : -Henri de VERBIZIER Ecole élémentaire : -Henri de VERBIZIER
Cité Mion	Simone SIGNORET	Jacques BREL	PRES D'ARENES	Ecole maternelle : -Pascal KRZYZANSKI Ecole élémentaire : -Pascal KRZYZANSKI
Combes / Duruy	Victor DURUY	Émile COMBES	CEVENNES/Hôtel Département	Ecole maternelle : -Samira SALOMON

				Ecole élémentaire : -Samira SALOMON
Comte	(Elémentaire)	Auguste COMTE	CENTRE/Peyrou	Ecole élémentaire : -Guy BARRAL
Gambetta	(Elémentaire)	Gambetta	CENTRE/Peyrou	Ecole élémentaire : -Guy BARRAL
Garnier	Francis Garnier	(Maternelle)	CENTRE/Peyrou	Ecole maternelle : -Guy BARRAL
Cheng Du	CHENGDU	CHENGDU	PORT MARIANNE	Ecole primaire : -Sauveur TORTORICI
Curie / Daudet	Alphonse DAUDET	Marie CURIE	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : -Annie YAGUE Ecole élémentaire : -Annie YAGUE
Daviler / Kergomard	Pauline KERGOMARD	Charles DAVILER	CENTRE	Ecole maternelle : -Nicole LIZA Ecole élémentaire : -Nicole LIZA
Delteil /Michelet	Jules MICHELET	Joseph DELTEIL	CEVENNES/Perg ola	Ecole maternelle : -Valérie BARTHAS- ORSAL Ecole élémentaire : -Valérie BARTHAS- ORSAL
Estanove	DESBORDES VALMORE	Winston CHURCHILL	CROIX D'ARGENT	Ecole primaire : -Fabien ABERT
Florian /Simon	FLORIAN	Jules SIMON	CENTRE	Ecole maternelle : -Mylène CHARDES Ecole élémentaire : -Jérémie MALEK
Figuier /Paul Bert /Victor Hugo	Louis FIGUIER	Paul BERT/Victor HUGO	CENTRE	Ecole maternelle : -Vincent HALUSKA Ecole élémentaire : -Vincent HALUSKA
Gama /Mermoz	Vasco de GAMA	Jean MERMOZ	CENTRE	Ecole maternelle : - Michèle DRAY- FITOUSSI Ecole élémentaire : - Michèle DRAY- FITOUSSI
Gambetta / Garnier/Comt e	Francis GARNIER	GAMBETTA	CENTRE/Gambet ta	Ecole maternelle : -Jérémie MALEK Ecole élémentaire : -Jérémie MALEK
Heidelberg	Miquel de CERVANTES	HEIDELBERG	MOSSON/Paillad e	Ecole maternelle : -Jean-Luc COUSQUER Ecole élémentaire : -Jean-Luc COUSQUER
Jaurès / Anthonioz de GAULLE	Anthonioz de GAULLE	Jean JAURES	CENTRE/Antigo ne	Ecole maternelle : -Luc ALBERNHE Ecole élémentaire : -Luc ALBERNHE
Jeu de mail	Charlie CHAPLIN	POTTIER /Jean SIBELIUS	HOPITAUX FACS	Ecole maternelle : -Titina DA SYLVA Ecole élémentaire : -Titina DA SYLVA

La Chamberte	Maria CALLAS	DANTE ALIGHIERI /SUN YAT SEN	CEVENNES/La Chamberte	Ecole maternelle : -Robert COTTE Ecole élémentaire : -Robert COTTE
Rousseau / Condorcet	Jean Jacques ROUSSEAU	CONDORCET	CENTRE/Ecusson	Ecole maternelle : -Nicole LIZA Ecole élémentaire : -Nicole LIZA
La Martelle	Jeanne DEROIN	SPINOZA	CEVENNES/La Martelle	Ecole maternelle : -Christophe COUR Ecole élémentaire : -Christophe COUR
Lamartine / Pasteur	Louis PASTEUR	LAMARTINE	CENTRE/Ecusson	Ecole maternelle : -Jérémie MALEK Ecole élémentaire : -Guy BARRAL
Lantissargues	Robert SURCOUF	Georges SIMENON	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : -Gérard CASTRE Ecole élémentaire : -Gérard CASTRE
La Rauze	Paul ELUARD	Jean MACE	CENTRE	Ecole maternelle : -Mylène CHARDES Ecole élémentaire : -Mylène CHARDES
Le Iez	Sergueï PROKOFIEV	Jean ZAY	PORT MARIANNE	Ecole maternelle : -Sauveur TORTORICI Ecole élémentaire : -Sauveur TORTORICI
Les Aiguerelles	Anne FRANK	Charles DICKENS	PRES D'ARENES	Ecole primaire : -Marie-Hélène SANTARELLI
Les Cévennes	Madeleine BRES	Julie DAUBIE	CEVENNES /Les Cevennes	Ecole maternelle : -Sabria BOUALLAGA Ecole élémentaire : -Sabria BOUALLAGA
Leo Malet /Pape-Carpantier	PAPE CARPANTIER	Léo MALET	CEVENNES/Celleneuve	Ecole maternelle : -Jean-Luc COUSQUER Ecole élémentaire : -Jean-Luc COUSQUER
Les Ménestréls	Indira GANDHI	Akira KUROSAWA	MOSSON/Hauts de Massane	Ecole maternelle : -Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : -Chantal LEVY-RAMEAU
Les Pins	Rudyard KIPLING	Charles BAUDELAIRE	CEVENNES /Les Cevennes	Ecole maternelle : -Henri de VERBIZIER Ecole élémentaire : -Henri de VERBIZIER
Les Tours	Nicolas COPERNIC	Marc BLOCH	MOSSON/Hauts de Massane	Ecole maternelle : -Anne-Louise KNAPNOUGEL Ecole élémentaire : -Anne-Louise KNAPNOUGEL
Les	AVERROES	GALILEE	MOSSON/Hauts	Ecole maternelle :

troubadours			de Massane	-Jean-Luc COUSQUER Ecole élémentaire : -Jean-Luc COUSQUER
Louisville	Martin LUTHER KING	LOUISVILLE	MOSSON/Paillade	Ecole maternelle : -Maud BODKIN Ecole élémentaire : -Maud BODKIN
Malbosc	Marguerite YOUNG	François RABELAIS	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : -Titina DA SYLVA Ecole élémentaire : -Titina DA SYLVA
Mas Drevon	Bertie ALBRECHT	GARIBALDI	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : -Gérard CASTRE Ecole élémentaire : -Gérard CASTRE
Michel de l'Hospital	Michel de l'HOSPITAL	André MALRAUX	PORT MARIANNE	Ecole primaire : -Sauveur TORTORICI
Moulin / Bergman	Ingrid BERGMAN	Jean MOULIN	CENTRE	Ecole maternelle : -Henri MAILLET Ecole élémentaire : -Sauveur TORTORICI
Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	HOPITAUX FACULTES	Ecole primaire : -Titina DA SYLVA
Morisot / Mozart	MOZART	MORISOT	CENTRE	Ecole maternelle : -Max LEVITA Ecole élémentaire : -Max LEVITA
Olympe de Gouge	Olympe De GOUGES	Olympe De GOUGES	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : -Fabien ABERT Ecole élémentaire : -Fabien ABERT
Oxford	Vincent Van GOGH	Franklin ROOSEVELT	MOSSON/Paillade	Ecole maternelle : -Rabii YOUSSEF Ecole élémentaire : -Rabii YOUSSEF
Painlevé / Michel	Louise MICHEL	Paul PAINLEVE	PORT MARIANNE	Ecole maternelle : -Sauveur TORTORICI Ecole élémentaire : -Sauveur TORTORICI
Pas Du Loup	Lily BOULANGER	Victor SCHOELCHER	CROIX D'ARGENT / Pas du Loup	Ecole primaire : -Dominique MARTIN-PRIVAT
Pascal /Bernhardt	Sarah BERNHART	Blaise PASCAL	PORT MARIANNE	Ecole maternelle : -Mylène CHARDES Ecole élémentaire : -Sauveur TORTORICI
Petit Bard	Geneviève BON	Louis AMSTRONG	CEVENNES/Petit Bard	Ecole maternelle : -Stéphanie JANNIN Ecole élémentaire : -Stéphanie JANNIN
Près d'Arènes	Jean COCTEAU	DIDEROT	PRES D'ARENES	Ecole maternelle : - Pascal KRZYZANSKI Ecole élémentaire : - Pascal KRZYZANSKI
Prévert / Picasso	Jacques PREVERT	Pablo PICASSO	MOSSON/Hauts de Massane	Ecole maternelle : -Rabii YOUSSEF

				Ecole élémentaire : -Rabii YOUSSEUS
Roux / Bazille	Docteur ROUX	Frédéric BAZILLE	CENTRE	Ecole maternelle : -Mylène CHARDES Ecole élémentaire : -Mylène CHARDES
Renaud/Balar d	Madeleine RENAUD	Antoine BALARD	MOSSON/Paillade	Ecole maternelle : -Marion CHANTAL Ecole élémentaire : -Chantal MARION
Savary / Boucher	Hélène Boucher	Alain Savary	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : -Fabrice PALAU Ecole élémentaire : -Fabrice PALAU
Sévigné / France	Anatole FRANCE	Madame De SEVIGNE	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : -Patrick RIVAS Ecole élémentaire : -Patrick RIVAS
Verne/La Fontaine	La FONTAINE	Jules VERNE	CENTRE	Ecole maternelle : - Michèle DRAY-FITOUSSI Ecole élémentaire : - Michèle DRAY-FITOUSSI
Vert Bois	TERESA	Jules FERRY	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : - Michèle DRAY-FITOUSSI Ecole élémentaire : - Michèle DRAY-FITOUSSI
Villeneuve d'Angoulême	Aliénor d'AQUITAINE	Pierre de RONSARD	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : -Fabrice PALAU Ecole élémentaire : -Fabrice PALAU
Voltaire /Pagnol	Marcel PAGNOL	VOLTAIRE	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : -Patricia MIRALLES Ecole élémentaire : -Patricia MIRALLES

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner ces représentants du Conseil municipal dans les conseils d'école.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Ecoles privées sous contrat d'association Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'établissement

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 relative aux rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement privé sous contrat, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des écoles privées de Montpellier.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ces représentants.

Ecoles privées sous contrat d'association	Quartier	Elu(s)
Ecole St François d'Assise	CENTRE	- Maud BODKIN
Sainte Famille	CENTRE	- Cédric de SAINT-JOUAN
Saint Charles	CENTRE	- Lorraine ACQUIER
Notre Dame de Bonne Nouvelle	CENTRE	- Jean-Marc DI RUGGIERO
Ste Thérèse	CENTRE	- Chantal MARION
Ecole Gitane	CENTRE	- Isabelle MARSALA

St François Régis	CENTRE	- Lorraine ACQUIER
Sainte Geneviève	CEVENNES	- Henri MAILLET
Les Anges Gardiens	CEVENNES	- Sabria BOUALLAGA
Calandretas	CEVENNES	- Guy BARRAL
Les Jonquilles	CEVENNES	- Sabria BOUALLAGA
Sainte Emilie	CROIX D'ARGENT	- Fabrice PALAU
St Joseph (lycée)	CROIX D'ARGENT	- Fabrice PALAU
Sainte Odile	HOPITAUX-FACULTES	- Michèle DRAY-FITOUSSI
Sainte Jeanne d'Arc	PORT MARIANNE	- Fabien ABERT
Beit Yossef	PORT MARIANNE	- Henri de VERBIZIER

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner ces représentants dans les conseils d'écoles.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAÛREL**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Collèges de Montpellier

Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'établissement

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

A la suite de l'élection du nouveau Maire et des adjoints et conformément aux dispositions de l'article 11 du décret 2005-1145 du 09 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, il convient de désigner les 3 représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des différents collèges de Montpellier.

Collèges	Quartier	Elu(s)
Collège Camille Claudel	CENTRE	Titulaire : - Caroline NAVARRE Suppléant : - Valérie BARTHAS-ORSAL
Collège Gérard Philipe	CENTRE	Titulaire : - Pascal KRZYZANSKI Suppléant : - Marie-Hélène SANTARELLI
Collège Clemenceau	CENTRE	Titulaire : - Luc ALBERNHE Suppléant : - Vincent HALUSKA
Collège Joffre	CENTRE	Titulaires : - Cédric de SAINT-JOUAN - Patrick RIVAS Suppléants : - Samira SALOMON - Sauveur TORTORICI
Collège Clémence Royer	CENTRE	Titulaires : - Mylène CHARDES - Guy BARRAL

		Suppléants : - Maud BODKIN - Jean-Luc COUSQUER
Collège Fontcarrade	CENTRE	Titulaires : - Isabelle MARSALA Suppléants : - Chantal LEVY-RAMEAU
Collège Las Cazes	CEVENNES	Titulaire : - Sabria BOUALLAGA Suppléant : - Khanthaly PHOUTTHASANG
Collège Arthur Rimbaud	CEVENNES	Titulaires : - Rabii YOUSSEUS - Sabria BOUALLAGA Suppléants : - Rémi ASSIE - Samira SALOMON
Collège Croix d'Argent	CROIX D'ARGENT	Titulaire : - Fabrice PALAU Suppléant : - Vincent HALUSKA
Collège Marcel Pagnol	CROIX D'ARGENT	Titulaire : - Fabrice PALAU Suppléant : - Vincent HALUSKA
Collège Jeu de Mail	HOPITAUX- FACULTES	Titulaire : - Nicole LIZA Suppléant : - Maud BODKIN
Collège Escholiers de la Mosson	MOSSON	Titulaire : - Rabii YOUSSEUS Suppléant : - Khanthaly PHOUTTHASANG
Collège Les Garrigues	MOSSON	Titulaire : - Samira SALOMON Suppléant : - Henri MAILLET
Collège François Rabelais (Alco)	MOSSON	Titulaire : - Patrick RIVAS Suppléant : - Fabien ABERT
Collège Les Aiguerelles	PRES D'ARENES	Titulaire : - Pascal KRZYZANSKI Suppléant : - Brigitte ROUSSEL-GALIANA

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces désignations dans les conseils d'administration des collèges du territoire de la Ville de Montpellier.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL

Publiée le : 23/05/2014



Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Lycées professionnels, lycées généraux et autres établissements scolaires du second degré de Montpellier Désignation des représentants de la Ville dans les conseils

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'articles 11 du décret 2005-1145 du 9 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des lycées de Montpellier ainsi qu'aux conseils d'administration de l'Ecole d'Infirmières, du Centre d'Histoire Militaire et de l'Ecole Régionale Enseignement Adapté de Montpellier.

A la suite de l'élection du nouveau Maire et des adjoints, il convient de procéder à la désignation de ces représentants.

Ont été élus :

Lycées	Quartier	Elu(s)
Lycée Joffre	CENTRE	Titulaires : - Cédric de SAINT-JOUAN - Abdi EL KANDOUSSI Suppléants : - Titina DA SYLVA - Rémi ASSIE
Lycée Clemenceau	CENTRE	Titulaires : - Luc ALBERNHE - Pascal KRZYZANSKI Suppléants : - Maud BODKIN - Guy BARRAL
Lycée Mermoz	CENTRE	Titulaires :

		<ul style="list-style-type: none"> - Mylène CHARDES - Michèle DRAY-FITOUSSI Suppléants : <ul style="list-style-type: none"> - Jean-Marc DI RUGGIERO - Henri MAILLET
Lycée Professionnel Jules Ferry	CEVENNES	Titulaires : <ul style="list-style-type: none"> - Samira SALOMON - Sabria BOUALLAGA Suppléants : <ul style="list-style-type: none"> - Fabien ABERT - Brigitte ROUSSEL-GALIANA
Ecole Régionale Enseignement Adapté	CEVENNES	Titulaires : <ul style="list-style-type: none"> - Patrick RIVAS - Nicole LIZA Suppléants : <ul style="list-style-type: none"> - Maud BODKIN - Vincent HALUSKA
Lycée Jules Guesde	CEVENNES	Titulaires : <ul style="list-style-type: none"> - Robert COTTE - Vincent HALUSKA Suppléants : <ul style="list-style-type: none"> - Nicole LIZA - Patrick RIVAS
Lycée Agricole Frédéric Bazille	HOPITAUX- FACULTES	Titulaire : <ul style="list-style-type: none"> - Valérie BARTHAS-ORSAL Suppléant : <ul style="list-style-type: none"> - Titina DA SYLVA
Lycée Professionnel Léonard de Vinci	MOSSON	Titulaires : <ul style="list-style-type: none"> - Rabii YOUSSEUS - Chantal LEVY-RAMEAU Suppléants : <ul style="list-style-type: none"> - Samira SALOMON - Pascal KRZYZANSKI
C.F.A. Pierre de Villeneuve	MOSSON	Titulaires : <ul style="list-style-type: none"> - Khanthaly PHOUTTHASANG - Henri MAILLET Suppléants : <ul style="list-style-type: none"> - Patrick RIVAS - Nicole LIZA
Lycée Jean Monnet	MOSSON	Titulaires : <ul style="list-style-type: none"> - Rabii YOUSSEUS - Chantal LEVY-RAMEAU Suppléants : <ul style="list-style-type: none"> - Samira SALOMON - Cédric de SAINT-JOUAN
Lycée Professionnel Pierre Mendès France	PORT MARIANNE	Titulaires : <ul style="list-style-type: none"> - Rémi ASSIE - Luc ALBERNHE Suppléants : <ul style="list-style-type: none"> - Mylène CHARDES - Patricia MIRALLES
Lycée George Frêche	PORT MARIANNE	Titulaires : <ul style="list-style-type: none"> - Luc ALBERNHE - Khanthaly PHOUTTHASANG Suppléants : <ul style="list-style-type: none"> - Maud BODKIN

		- Rémi ASSIE
--	--	--------------

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces désignations dans les conseils d'administration des lycées du territoire de la Ville de Montpellier.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**



Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Universités et grandes écoles de Montpellier Désignation des représentants de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

La Ville de Montpellier est représentée au sein des différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, par un représentant élu titulaire et, le cas échéant, un représentant suppléant.

Instance	Université	Représentants proposés
Conseil d'administration	Université Montpellier I	Titulaire : -Mylène CHARDES Suppléant : -Annie YAGUE
Conseil d'UFR Droit	Université Montpellier I	Titulaire : -Nicole LIZA Suppléant : -Khanthaly PHOUTTHASANG
Conseil d'UFR Economie	Université Montpellier I	Titulaire : -Caroline NAVARRE Suppléant : - Khanthaly PHOUTTHASANG
Conseil d'UFR Sciences Pharmaceutiques et biologiques	Université Montpellier I	Titulaire : -Patricia MIRALLES Suppléant : -Maud BODKIN
Conseil d'UFR STAPS	Université Montpellier I	Titulaire : - Fabien ABERT Suppléant : - Patrick RIVAS
Conseil d'orientation du service de formation continue et d'apprentissage DIDERIS	Université Montpellier I	Titulaire : -Jean-Luc COUSQUER Suppléant : -Nicole LIZA
Commission d'attribution Fonds de soutien et de développement de la vie	Université Montpellier I	Titulaire : -Jean-Luc COUSQUER Suppléant : -Fabien ABERT

étudiante		
Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire	Université Montpellier II	Titulaire : - Jean-Marc DI RUGGIERO Suppléant : - Maud BODKIN
Commission sociale d'établissement	Université Montpellier III	Titulaire : - Guy BARRAL Suppléant : - Patrick RIVAS
Commission Campus de l'Université	Université Montpellier III	Titulaire : - Titina DA SYLVA Suppléant : - Guy BARRAL
Conseil de perfectionnement Langues étrangères appliquées	Université Montpellier III	Titulaire : - Jean-Luc COUSQUER Suppléant : - Khanthaly PHOUTTHASANG
Commission Culture du Service Commun d'Action Culturelle	Université Montpellier III	Titulaire : - Cédric de SAINT-JOUAN Suppléant : - Bernard TRAVIER
Conseil de l'UFR 1	Université Montpellier III	Titulaire : - Sonia KERANGUEVEN Suppléant : - Robert COTTE
Conseil de l'UFR 2	Université Montpellier III	Titulaire : - Marie-Hélène SANTARELLI Suppléant : - Gérard CASTRE
Conseil de l'UFR 5	Université Montpellier III	Titulaire : - Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : - Caroline NAVARRE
Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire	Université Montpellier III	Titulaire : - Chantal MARION Suppléant : - Max LEVITA
Conseil de l'Université du Tiers temps	Université Montpellier III	Titulaire : - Patricia MIRALLES Suppléant : - Jérémie MALEK
Conseil d'administration de l'Institut des technosciences de l'information et de la communication	Université Montpellier III	Titulaire : - Samira SALOMON Suppléant : - Anne-Louise KNAPNOUGEL

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner les représentants dans ces instances.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL**

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) - Université Montpellier Sud de France - Désignation d'un représentant au sein du conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur du Languedoc Roussillon - Sud de France - est un établissement public de coopération scientifique créé par décret le 9 juin 2009 et modifié par le décret n°2012-902 du 20 juillet 2012, transformé en "Communauté d'Universités et d'établissements" par la loi du 22 juillet 2013.

Le PRES Sud de France est chargé de mener les projets prévus dans le cadre du pôle de recherche et d'enseignement supérieur et de gérer la mise en commun des moyens que les établissements et organismes fondateurs et associés présents en région Languedoc-Roussillon y consacrent. Son siège est à Montpellier.

Le PRES sollicite la Ville de Montpellier en tant que membre associé pour désigner un représentant au sein de son conseil d'administration, conformément à ses statuts.

Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner ce représentant.

A été élu :

- Max LEVITA.

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014


Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL



STATUTS DU POLE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

« UNIVERSITE MONTPELLIER – SUD DE FRANCE »

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article 1er :

Il est créé un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) constitué sous la forme d'un Établissement Public de Coopération Scientifique (EPCS) régi notamment par les articles L. 344-1 et L. 344-4 à L. 344-10 du code de la recherche et par les présents statuts, dénommé « Université Montpellier Sud de France ».

Cet établissement est chargé de mener les actions prévues dans le cadre du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur et de gérer la mise en commun des moyens que les établissements et organismes fondateurs et associés y consacrent.

Son siège est à Montpellier. Il pourra être transféré par décision du conseil d'administration.

Article 2 :

Au moment de sa création, l'établissement comprend trois membres fondateurs :

- Université Montpellier 1,
- Université Montpellier 2 – Sciences et Techniques,
- Université Paul Valéry – Montpellier 3.

Il comprendra aussi des membres associés qui pourront adhérer au PRES après accord unanime des membres fondateurs. Ces membres associés pourront être d'autres établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, d'autres établissements publics à caractère administratif, des établissements publics à caractère industriel ou commercial, des organismes publics de recherche n'entrant pas dans les catégories précédentes, des entreprises, d'autres organismes de droit public ou de droit privé ainsi que des collectivités territoriales. Peuvent également devenir membres associés des personnes morales de droit étranger entrant dans les catégories précédentes. Chaque membre associé est lié par une convention qui détermine ses engagements selon les projets auxquels il souhaite participer.

Article 3 :

Outre le fait d'assurer une meilleure lisibilité et de renforcer l'attractivité du site de Montpellier sur le plan national et international l'établissement a deux missions principales :

- préparer, entre les membres fondateurs, les conditions de la fusion des trois universités de Montpellier ;
- assurer la gouvernance de « l'Opération Campus ».

Il devra ensuite, lorsque la fusion des trois universités de Montpellier sera réalisée, permettre d'organiser les relations avec les autres universités et établissements d'enseignement supérieur de l'Académie de Montpellier et les organismes de recherche implantés dans la région.

Dans le cadre des missions définies ci dessus, le pôle de recherche et d'enseignement supérieur conduira les actions suivantes :

1. Coordonner l'activité des différentes directions et services universitaires dans la perspective de la fusion des universités.
2. Piloter le programme immobilier de « l'Opération Campus ».
3. Assurer le suivi d'opérations particulières du programme dans le cadre de « l'Opération Campus ».

Il mènera également les actions suivantes :

1. La mise en place, de la signature sous l'appellation « Université de Montpellier – Sud de France » en première mention, conjointe avec celle des établissements et organismes, de la production scientifique réalisée en leur sein.
2. La création d'un collège doctoral unique chargé de coordonner l'action des écoles doctorales du site.
3. La délivrance du diplôme de doctorat de chaque établissement sous le label unique « Université Montpellier Sud de France ».
4. La coordination des actions de communication visant à la lisibilité du site universitaire.
5. La coordination des activités de relations internationales des différents établissements signataires.
6. La diffusion de la culture scientifique et technique.
7. La coordination des activités de valorisation pouvant contribuer efficacement au développement économique et à l'attractivité de la région.
8. L'élaboration du Contrat Quadriennal unique et l'offre de formation commune pour la période 2011-2014.
9. Le développement des services offerts aux étudiants par un rapprochement ou une mutualisation des structures existantes dans les différents établissements notamment dans les domaines culturels, sportifs et de la médecine préventive.
10. La mise en place d'une politique commune en faveur des personnels des établissements notamment dans le domaine de la formation, de la médecine de prévention et de l'action culturelle, sociale et de loisir.
11. Le développement d'une politique commune en faveur des personnes en situation de handicap.
12. La coordination de la gestion de la bibliothèque interuniversitaire.
13. La coordination de la gestion et de la valorisation du patrimoine universitaire historique.

CHAPITRE II

Organisation administrative

Article 4

L'établissement est dirigé par un président et administré par un conseil d'administration, assisté de différentes instances consultatives.

Article 5

Le président est élu en son sein par le conseil d'administration pour une durée de 2 ans non renouvelable. L'élection du président a lieu à la majorité absolue des membres en exercice du conseil d'administration quel que soit le tour de scrutin.

Il est assisté d'un secrétaire général et d'un chef de projet chargé du suivi de « l'Opération Campus » qu'il nomme.

Le président assure la direction de l'établissement dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration. A ce titre :

- 1° Il prépare les délibérations du conseil d'administration qu'il préside et en assure l'exécution
- 2° Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- 3° Il prépare le budget et l'exécute ;

- 4° Il rend compte annuellement au conseil d'administration de l'exécution des décisions et de sa gestion ;
- 5° Il a autorité sur l'ensemble des personnels de l'établissement et nomme à toutes les fonctions intérieures de l'établissement pour lesquelles aucune autre autorité n'a reçu pouvoir de nomination ;
- 6° Il est ordonnateur des dépenses et des recettes ;
- 7° Il est responsable du bon fonctionnement de l'établissement, du respect de l'ordre et de la sécurité ;
- 8° Il signe les marchés, conventions et transactions autorisés par le conseil d'administration ;
- 9° Il soumet le règlement intérieur de l'établissement à l'approbation du conseil d'administration et veille à sa mise en oeuvre.

Il peut déléguer sa signature au secrétaire général.

En cas de vacance des fonctions de président ou d'empêchement de ce dernier, ses attributions sont assurées dans des conditions déterminées par le conseil d'administration.

Article 6

Le conseil d'administration comprend :

- 1°. Cinq représentants de chacun des membres fondateurs dont le président ou son représentant ;
- 2°. Trois personnalités qualifiées désignées d'un commun accord par les membres fondateurs ;
- 3°. Un représentant de chacun des membres associés ;
- 4°. Deux représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs exerçant leurs fonctions au sein de l'établissement ;
- 5°. Deux représentants des autres personnels exerçant leurs fonctions au sein de l'établissement ;
- 6°. Deux représentants des étudiants inscrits dans les écoles doctorales.

Le recteur d'académie, chancelier des universités, assiste ou se fait représenter au sein du conseil d'administration.

Article 7

Les représentants des membres fondateurs prévus au 1° de l'article 6 sont désignés, pour une durée de 3 ans à partir d'une liste proposée par le président de l'université comprenant au moins un représentant des personnels BIATOSS et un représentant des étudiants. Cette liste est soumise à l'approbation du conseil d'administration du membre fondateur. Le représentant des personnels BIATOSS est préalablement choisi par et parmi les élus BIATOSS siégeant dans les conseils de l'université.

Les membres du conseil d'administration prévus au 2° du même article sont désignés par les membres fondateurs pour une durée de 3 ans.

Les membres associés mentionnés au 3° du même article désignent leurs représentants pour un mandat d'une durée de 3 ans.

Les membres du conseil d'administration prévus au 4° et au 5° du même article sont élus au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste pour un mandat de 3 ans.

Les membres du conseil d'administration prévus au 6° du même article sont élus au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste pour un mandat de 2 ans.

Lorsqu'un membre du conseil d'administration perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné ou lorsque son siège devient vacant à la suite de démission ou décès, il est pourvu à son remplacement pour la durée du mandat qui reste à courir dans les conditions prévues par les présents statuts.

Article 8

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'établissement. A ce titre, il délibère notamment sur :

- 1° Les orientations générales de l'établissement;
- 2° Le budget de l'établissement et ses modifications, le compte financier et l'affectation des résultats;
- 3° L'organisation générale et le fonctionnement de l'établissement, et notamment la création et la suppression des départements et des services;
- 4° Les conditions générales d'emploi du personnel de l'établissement, et notamment des agents contractuels;
- 5° Les actions en justice et les transactions, ainsi que le recours à l'arbitrage en cas de litiges nés de l'exécution de contrats passés avec des organismes étrangers;
- 6° L'acceptation des dons et legs ;
- 7° Les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles;
- 8° L'aliénation des biens mobiliers ;
- 9° Les baux et location d'immeubles;
- 10° Les emprunts;
- 11° Les contrats et conventions;
- 12° La participation à des organismes dotés de la personnalité morale;
- 13° L'adhésion de nouveaux membres associés, et la fixation des conditions de ces adhésions ;
- 14° L'exclusion d'un membre.

Dans les limites qu'il définit, le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions au président, à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 6°, 7°, 10°, 12°, 13° et 14° ci-dessus. Le président peut en outre recevoir délégation pour prendre les décisions modificatives des budgets :
-qui n'ont pas pour objet une augmentation des dépenses ou des virements de crédits entre les chapitres de fonctionnement, de personnel et d'investissement ;
-ou qui ont pour objet de permettre l'exécution de conventions, dans le respect de l'équilibre global. Il rend compte, à la première séance du conseil, des décisions prises dans le cadre de ces différentes délégations.

Le conseil d'administration doit élaborer un règlement intérieur dans les six mois qui suivent la création de l'établissement public. Le règlement intérieur précisera notamment la composition et les attributions des instances consultatives prévues à l'article 10 des présents statuts.

Le conseil d'administration peut créer toutes commissions consultatives utiles. Il en désigne les membres et en définit les missions. Les commissions font rapport au conseil.

Le conseil d'administration peut proposer au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche toute modification aux présents statuts, adoptée à la majorité des deux tiers des membres du conseil d'administration.

Article 9

Le conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an, sur la convocation de son président ou à la demande des représentants d'un membre fondateur ou de la moitié des membres du conseil d'administration. La convocation est adressée au moins deux semaines avant la date de la réunion. Elle précise l'ordre du jour.

Sauf dans les cas où des textes prévoiraient des conditions de quorum différentes, le conseil ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres en exercice est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à l'ouverture de la séance, le conseil est à nouveau convoqué sur le même ordre du jour dans un délai de quinze jours. Il délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Chaque membre dispose d'une voix au conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration peuvent donner une procuration à un autre membre du conseil. Chaque membre du conseil ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Les décisions du conseil d'administration sont exécutoires sans délai.

Sauf dans les cas où des textes prévoiraient des conditions de vote différentes, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité de ses membres présents ou représentés. Toutefois, sont prises à l'unanimité de ses membres fondateurs les décisions ci-après:

1° L'adhésion de nouveaux membres et la fixation des conditions de ces adhésions;

2° L'exclusion d'un membre associé, ce membre ne participant pas au vote le concernant.

Toute décision, autre que l'élection du Président, doit obtenir l'accord unanime des trois membres fondateurs.

L'agent comptable et le secrétaire général assistent au conseil d'administration avec voix consultative, ainsi que toute personne dont le président souhaite recueillir l'avis.

Article 10

Il est créé au sein du pôle de recherche et d'enseignement supérieur les instances consultatives suivantes dont les compositions, attributions et principes de fonctionnement seront déterminés par le règlement intérieur :

-Un Comité de pilotage de la fusion, qui sera notamment chargé de préparer les conditions juridiques, administratives et financières de la fusion.

-Un Comité de suivi de « l'Opération Campus » qui sera notamment chargé de la coordination et du suivi des opérations immobilières inscrites au plan Campus.

-Un Comité d'élaboration du Contrat quadriennal unique et de l'offre de formation commune. -Un Comité d'orientation scientifique, qui sera notamment chargé de formuler des avis en matière de recherche et de valorisation.

-Un Comité de concertation, qui sera notamment chargé de formuler des avis sur les questions relatives à la fusion des trois universités.

Article 11

Les fonctions de membres des différents conseils et comités sont exercées à titre gratuit. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour peuvent être remboursés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 12

Tout membre associé peut se retirer du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur « Université Montpellier sud de France » à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention trois mois avant la fin de l'exercice en cours. Son éventuelle demande d'adhésion ultérieure s'effectue dans les conditions fixées à l'article 8, alinéa 13.

CHAPITRE III

Dispositions financières

Article 13

L'établissement est soumis au régime financier et comptable défini par le décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 modifié relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements publics nationaux, par les articles 151 à 189 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, ainsi qu'au contrôle financier a posteriori prévu par l'article L. 719-9 du code de l'éducation.

Article 14

L'agent comptable est nommé par arrêté conjoint des ministres de l'enseignement supérieur et du budget.

Article 15

Les ressources de l'établissement comprennent notamment :

- 1° Les contributions de toutes natures de ses membres fondateurs et associés ;
- 2° Les subventions versées par l'Etat, les collectivités territoriales, et autres personnes morales.
- 3° Les ressources pouvant être obtenues au titre de la participation à des programmes nationaux ou internationaux de recherche ;
- 4° Le produit des contrats de recherche ou de valorisation de la recherche ;
- 5° Les produits de l'exploitation des brevets et licences ;
- 6° Les rémunérations pour services rendus ;
- 7° Les dons et legs ;
- 8° Le produit des aliénations ;
- 9° Le produit des participations.

Ces ressources ne sont pas limitatives et peuvent comprendre toutes autres ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Article 16

Les dépenses de l'établissement comprennent les frais de personnel, les charges d'équipement et de fonctionnement et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'activité de l'établissement.

Article 17

Des régies d'avances et de recettes peuvent être créées auprès de l'établissement dans les conditions prévues par le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et régies d'avances des organismes publics.

CHAPITRE IV

Dispositions transitoires

Article 18

Dès la publication du décret approuvant les présents statuts, les présidents des membres fondateurs désignent d'un commun accord une personne chargée de procéder à l'élection des membres prévus aux 4°, 5° et 6° de l'article 6 et de convoquer le premier conseil d'administration du pôle.

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Commission de Délégation de Service Public - Election des membres

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil Municipal a fixé les conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public chargée de procéder à l'ouverture et à l'analyse des candidatures et des offres comme suit :

- Les listes devront être déposées ou adressées à Monsieur le Maire au plus tard au début de la séance du Conseil Municipal à laquelle sera inscrite à l'ordre du jour, l'élection des membres de la commission.
- Les listes pourront comporter moins de noms qu'il n'y a de siège à pourvoir.
- Les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats, aux postes de titulaires et de suppléants.

Cette commission composée de l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et de cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

En outre, le comptable public de la ville de Montpellier et le représentant du ministre chargé de la concurrence siègeront au sein de la commission avec voix consultatives.

En conséquence, je vous propose de procéder à l'élection des cinq membres de la commission de délégation de service public :

Ont été élus

Titulaires :

- Gérard CASTRE
- Rémi ASSIE
- Jean-Luc COUSQUER

180

- Hervé MARTIN
- Alex LARUE

Suppléants :

- Pascal KRZYZANSKI
- Titina DA SYLVA
- Fabrice PALAU
- Michaël DELAFOSSE
- Jacques DOMERGUE

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations des Représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

L'article 1er de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance institue le maire, comme « pilote » de la prévention de la délinquance sur le territoire de sa commune et en coordonne sa mise en œuvre.

Cette même loi fait obligation de l'installation d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) dans les communes de plus de 10.000 habitants et/ou il existe une Zone Urbaine Sensible.

la Ville de Montpellier a mis en œuvre cette instance depuis le 25 octobre 2006 afin d'installer le partenariat local nécessaire en matière de prévention et de sécurité, co-produire des réponses, et enfin, adapter les politiques publiques mises en œuvre dans ces domaines.

Présidé par le Maire de la commune, le CLSPD est composé de membres de droit : le Préfet, le Procureur de la République et du Président du Conseil Général, ou leurs représentants :

Concernant le territoire de la Ville de Montpellier, il est organisé de la manière suivante :

- En assemblée plénière
- En comité restreint
- En groupe territorial

L'assemblée plénière présidée par Maire se réunit au minimum une fois par an. Cette instance a pour vocation d'arrêter les objectifs à mettre en œuvre sur le territoire de la commune en matière de prévention et de sécurité. En outre, elle est l'occasion de présenter un bilan des politiques et projets développés au cours de l'année écoulée et de valider ceux de l'année à venir.

Cette séance annuelle est l'occasion de présenter un bilan de la convention de coordination conclut entre la Police Municipale, la Police Nationale, et aujourd'hui le centre de vidéo surveillance urbaine (CSU).

Le comité restreint présidé par l'adjoint délégué se réunit trimestriellement et permet le suivi ainsi que la mise en œuvre opérationnelle des orientations fixées par l'assemblée plénière. Il constitue de fait le bureau du CLSPD plénier.

Les groupe territoriaux présidés par les élus de quartier sont des instances de proximité installées au sein du territoire communal. Au nombre de 5, ils permettent la prise en compte des difficultés rencontrées par la population, le tissu associatif les institutions et opérateurs de terrain au sein de chaque secteur. Ils ont pour vocation à assurer une représentation locale des services dédiés à la sécurité et prévention et de favoriser les échanges d'informations... .

L'ensemble de ce dispositif répond de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité. Il est animé au quotidien par une équipe projet dédiée, placée sous la responsabilité d'un chef de service et coordonnateur.

Au regard de la vocation partenariale du dispositif, il donc est nécessaire de désigner les représentants de la Ville au sein de l'assemblée, de ses instances de travail et de concertation locale. :

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- De désigner les nouveaux représentants dans cette instance :

Ont été élus :

- Monsieur le Maire
- Marie-Hélène SANTARELLI
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Sabria BOUALLAGA
- Fabrice PALAU
- Pascal KRZYZANSKI
- Mylène CHARDES

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Association « Prévention spécialisée 34 » Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

L'association « Prévention spécialisée 34 » a pour objet la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée sur l'ensemble du territoire du département de l'Hérault.

Conformément aux articles 8 et 10 de ses statuts, la ville de Montpellier, en tant que membre de droit, est représentée à l'assemblée générale de l'association « Prévention spécialisée 34 » par un représentant titulaire et un représentant suppléant.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants.

Ont été élus :

- Titulaire : Marie-Hélène SANTARELLI
- Suppléant : Fabien ABERT

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23/05/2014

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Instance d'évaluation du Plan Régional de Santé Publique (PRSP). Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe Saurel, rapporte :

Conformément aux articles L 1411-1, L1411-11 et L1411-12 du code de la santé publique, le Préfet de la Région Languedoc Roussillon a mis en place une instance d'évaluation du Plan Régional de Santé Publique (PRSP) et de ses programmes.

Cette instance est chargée d'établir les questions évaluatives à investiguer, de valider le cahier des charges transmis aux évaluateurs externes potentiels, de procéder au choix de l'évaluation externe, et de valider les résultats.

Elle est présidée par le secrétaire général aux affaires régionales est composée de :

- 5 représentants de l'Etat : DRASS, DRTEFP, DRIRE, Rectorat, DDASS des Pyrénées-Orientales,
- 5 représentants de collectivités locales : 1 pour le Conseil Régional, 2 pour les Conseils généraux (Gard et Lozère), 2 pour les villes (Montpellier et Carcassonne),
- 5 représentants d'institutions en charge de missions de santé publique
- 4 représentants de l'assurance maladie : URCAM, CRAM, CPAM de Montpellier,
- 2 représentants des usagers ; fédération des réseaux de santé, collectif interassociatif sur la santé.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient donc de désigner en son sein le représentant élu titulaire pour la Ville de Montpellier, ainsi que son suppléant.

Ont été élus :

- Titulaire : Caroline NAVARRE
- Suppléant : Chantal LEVY-RAMEAU

Le Conseil Adopte.

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Fédération Nationale des Métiers du Stationnement Désignation du représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Fédération nationale des métiers du stationnement est une association de type loi 1901 créée en 2004, ses objectifs sont de regrouper les professionnels dont les activités sont en relation avec le stationnement, qu'ils exercent dans le secteur privé ou public.

Cette Fédération représente l'ensemble de la profession du stationnement auprès des instances publiques françaises ou européennes, et est l'interlocuteur des pouvoirs publics notamment pour l'élaboration des textes à caractère normatif touchant au stationnement.

La Fédération nationale des métiers du stationnement constitue un lieu d'échanges et de débats pour les différents acteurs du stationnement dans le but de faire progresser les connaissances, de partager les expériences, d'enrichir les différents domaines de compétences qui composent le monde du stationnement.

Enfin, la Fédération représente la France au sein de l'European Parking Association (EPA), l'association européenne des professionnels du stationnement.

La Ville de Montpellier, désireuse de soutenir les activités de cette fédération et de développer des relations avec d'autres villes concernées par la problématique du stationnement, est membre de la fédération nationale des métiers du stationnement, et est représentée par un membre du Conseil municipal élu en son sein.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il est nécessaire de désigner à nouveau le représentant de la Ville dans cette instance.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner le représentant de la Ville dans cette instance.

A été élu :

- Rabii YOUSSEF

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL
(Hérault)



Publiée le : 23 mai 2014

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Forum Français pour la Sécurité Urbaine FFSU - Désignation des représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Forum Français pour la Sécurité Urbaine est un réseau de 130 collectivités locales créé en 1992.

L'objectif de ce réseau est de renforcer les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance et de promouvoir le rôle de l' élu dans les politiques locales et nationales. Le FFSU fait partie du FESU aux côtés de 6 autres Forums Nationaux, établis en Italie, en Espagne, en Belgique, au Luxembourg, au Portugal et en Allemagne.

Ces différents réseaux travaillent sur l'ensemble des thématiques liées à la sécurité urbaine et tissent des liens entre les collectivités locales françaises à travers l'échange de pratiques et de connaissances.

Le FFSU accompagne également les collectivités locales dans leur démarche de diagnostic, d'évaluation, d'observatoire...dans le cadre des contrats locaux de sécurité.

Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner un représentant au sein de leur comité exécutif.

A été élue :

- Marie-Hélène SANTARELLI

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 mai 2014



Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Association Finances-Gestion-Evaluation des collectivités territoriales (AFIGESE-CT)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'AFIGESE-CT est une association de professionnels des collectivités territoriales, travaillant sur les métiers des finances, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques.

Cette association a pour objet d'affirmer l'attachement de ses membres aux valeurs suivantes :

- la libre administration des collectivités territoriales,
- le citoyen au centre de la problématique du service public,
- le professionnalisme, la transversalité et le partage des cultures.

Les moyens d'action de l'AFIGESE-CT sont les suivants :

- l'organisation d'une manifestation annuelle appelée les Assises de la fonction financière, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques des collectivités territoriales,
- l'organisation de formations sur tout sujet concernant les métiers des trois fonctions,
- la constitution de groupes de travail sur des sujets préoccupants les collectivités territoriales et se rapportant aux trois fonctions et métiers cités ci-dessus.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- De désigner le représentant de la Ville dans cette instance.

A été élu :

- Bernard TRAVIER

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL
(Hérault)

Publiée le : 23 mai 2014

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Désignation du "Correspondant Défense" de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par circulaire ministérielle du 26 octobre 2001 a été mis en place un réseau de « Correspondants Défense » dans chaque commune. Ce réseau est animé par les services préfectoraux.

Le « Correspondant Défense » a vocation, au nom du Conseil municipal, à développer le lien Armée- Nation. Il est à ce titre l'interlocuteur privilégié des autorités militaires et civiles du département et de la région en matière de défense.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de désigner ce représentant de la Ville.

A été élue :

- Marie-Hélène SANTARELLI

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 mai 2014

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre d'une réforme des commissions administratives de la Préfecture de Région, il a été créé une Commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté.

Cette instance concourt à la mise en œuvre de la politique publique de lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme.

La COPEC est présidée conjointement par le Préfet, le Procureur de la République près du Tribunal de grande instance de Montpellier et le Directeur des services départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault.

Elle comporte 4 collèges dont un composé de représentants des collectivités locales.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient de désigner le représentant titulaire de la Ville dans cette instance, et son suppléant.

Ont été élus :

- Titulaire : Titina DASYLVA

- Suppléant : Jean-Luc COUSQUER |

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL
(Véruault)



Publiée le : 23 mai 2014

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Association des Maires des Grandes Villes de France - AMGVF Désignation du représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 1974, les maires et présidents des plus grandes villes et de plus grands groupements intercommunaux de France sont regroupés au sein de l'Association des Maires de Grandes Villes de France.

L'Association a pour but de défendre les intérêts des grandes villes et de leurs habitants. Elle participe ainsi aux débats parlementaires concernant les collectivités, et fait connaître régulièrement ses propositions. Elle communique chaque semaine son point de vue sur l'actualité. Enfin, elle publie régulièrement des études sur les sujets intéressants les Maires de Grandes Villes et leurs collaborateurs.

En tant que membre actif de l'association, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein de l'Assemblée générale de l'association par le Maire de Montpellier et son suppléant.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient donc de désigner le suppléant de Monsieur le Maire.

Ont été élus :

- Titulaire : Monsieur le Maire
- Suppléant : Max LEVITA

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Association départementale pour l'information sur le logement (ADIL) Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'ADIL regroupe des juristes spécialisés dans le droit, le financement et la fiscalité du logement qui dispensent gratuitement des conseils en matière d'accession à la propriété, de location, de droits des locataires, de gestion des copropriétés, ...

L'ADIL constitue également un outil privilégié d'observation du logement dans l'Hérault utile aux collectivités locales, à l'administration et aux professionnels.

Les compétences de l'ADIL peuvent la conduire à assurer des actions de formation au bénéfice de ses partenaires.

En revanche, elle ne remplit aucune fonction commerciale ou de négociation.

Si elle informe les particuliers sur le droit du logement ou de l'urbanisme, elle reste en dehors de tout acte contentieux.

Conformément à l'article 2 des statuts de l'Association départementale pour l'information sur le logement, la ville de Montpellier, en tant que membre actif, doit être représentée au sein à l'Assemblée générale par un membre du Conseil municipal.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

A été élue :

- Samira SALOMON

Le Conseil Adopte.

Publiée le : 23 mai 2014

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

COMITE 21 Comité Français pour l'environnement et le développement durable

Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Sommet de la Terre de Rio (1992) consacre un rôle prépondérant aux autorités locales pour aborder avec efficacité les défis environnementaux du 21ème siècle. La démarche d'élaboration des agendas 21 locaux, fondée sur un diagnostic concerté, va permettre de concevoir un projet stratégique, traduit par un plan d'actions périodiquement évalué et renforcé. Loin de se limiter à un système de management environnemental, l'Agenda 21 est un programme politique, impulsé par le 1er élu et affichant la rupture avec des modes de développement non durables.

La Ville de Montpellier a adhéré au Comité Français pour l'Environnement et le Développement Durable dit « Comité 21 ».

A la suite au renouvellement de l'assemblée délibérante et de l'élection du Maire et des Adjoints, il convient de désigner un nouveau représentant de la Ville de Montpellier au Comité de Pilotage.

A été élu :

- Christophe COUR

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Patrick VIGNAL

Désignation du représentant de la ville de Montpellier à l'Assemblée générale du Club des villes cyclables

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Club des villes cyclables a pour objet de créer une dynamique entre les villes françaises et d'Europe afin de faciliter, sécuriser et développer la circulation des cyclistes notamment en milieu urbain.

Conformément à l'article 4 de ses statuts, la ville de Montpellier, en tant que collectivité adhérente, a la possibilité de se faire représenter au sein de l'Assemblée générale de l'association. A ce titre, elle doit y être représentée par un membre du Conseil Municipal.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

A été élue :

- Stéphanie JANNIN

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 23 mai 2014